



**HAL**  
open science

# Les origines du logement social aux Pays-Bas, l'exemple d'Amsterdam

Roger-Henri Guerrand, Sophie Rousseau

► **To cite this version:**

Roger-Henri Guerrand, Sophie Rousseau. Les origines du logement social aux Pays-Bas, l'exemple d'Amsterdam. [Rapport de recherche] 264/85, Ministère de l'urbanisme et du logement / Secrétariat de la recherche architecturale (SRA); Ministère de la recherche et de l'industrie; Institut d'études et de recherches architecturales et urbaines (IERAU). 1984. hal-01888881

**HAL Id: hal-01888881**

**<https://hal.science/hal-01888881>**

Submitted on 5 Oct 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

264<sup>264</sup>

ROGER - HENRI GUERRAND et SOPHIE ROUSSEAU

\*\*\*

LES ORIGINES DU LOGEMENT SOCIAL AUX PAYS-BAS

L'EXEMPLE D'AMSTERDAM

\*\*\*

1982 →

I. E. R. A. U.

Institut d'Etudes et de Recherches Architecturales et Urbaines

Titre: Les Origines du Logement Social aux Pays-Bas -  
L'Exemple d'Amsterdam.

Nom des Auteurs: Roger-Henri Guerrand et Sophie Rousseau

Contrat n°: 82 01 225 00 223 75 01

Ministère de l'Urbanisme et du Logement, Direction de  
l'Architecture, Secrétariat de la Recherche Architecturale.

Le présent document constitue le rapport final d'une recherche  
remise au Secrétariat de la Recherche Architecturale en exécution  
du programme général de recherche mené par le Ministère de la  
Recherche et de l'Industrie. Les jugements et opinions émis par  
les responsables de la recherche n'engagent que leurs auteurs.

78-80, rue Rébéval - 75019 PARIS - Tel 241.33.60

ROGER-HENRI GUERRAND et SOPHIE ROUSSEAU

LES ORIGINES DU LOGEMENT SOCIAL AUX PAYS-BAS

L'EXEMPLE D'AMSTERDAM

## S O M M A I R E

Introduction :.....	p. 1
<u>Chapitre 1 : AU TEMPS DES PHILANTHROPIES.....</u>	p. 5
1) L'initiative de Guillaume III .....	p. 6
2) La quatrième ville d'Europe .....	p. 10
3) L'élan philanthropique et associatif .....	p. 13
4) Quelques "Femmes d'oeuvres" .....	p. 19
5) Un espoir se lève .....	p. 21
<u>Chapitre 2 : LA LOI DE 1901.....</u>	p. 31
1) Des mesures drastiques .....	p. 31
2) Le règlement d'Amsterdam .....	p. 34
3) Florentinus Marinus Wibaut .....	p. 38
4) Une offensive sociale-démocrate .....	p. 44
5) Les conséquences de la guerre .....	p. 47
<u>Chapitre 3 : L'ECOLE D'AMSTERDAM.....</u>	p. 54
1) Hendrik Petrus Berlage .....	p. 54
2) Le Plan sud d'Amsterdam .....	p. 57
3) La première école d'Amsterdam .....	p. 58
4) Les nouvelles préoccupations .....	p. 61
5) L'expressionnisme de Michel de Klerk .....	p. 64
6) La situation de 1925-30 .....	p. 66
<u>Chapitre 4 : CITES-JARDINS ET CITES DE "REDRESSEMENT".....</u>	p. 71
1) Premières Expériences .....	p. 71
2) Le village-béton .....	p. 74
3) Deux essais de "renfermement" .....	p. 78
<u>Chapitre 5 : VERS LE FONCTIONNALISME.....</u>	p. 84
1) Du "Stijl" au Mouvement international .....	p. 84
2) Les Fonctionnalistes néerlandais .....	p. 88
3) Les "Barres" de Francfort .....	p. 91
4) Amsterdam en Hauteur ? .....	p. 94
5) Van Eesteren et le nouveau plan d'extension d'Amsterdam .....	p. 98
Conclusion : .....	p.102

## I N T R O D U C T I O N

"La Hollande moderne excelle dans l'art du cottage. C'est là qu'est le triomphe des architectes néerlandais : ce sont de petits maîtres, comme la presque totalité de leurs confrères de la peinture". Cette étonnante suite de contre-vérités a été énoncée, en 1931, par un "observateur" français (1). Résumait-elle l'opinion générale de nos compatriotes "cultivés" sur les Pays-Bas, il est permis de se le demander. Il est en tout cas parfaitement clair -le dénombrement et l'examen des ouvrages consacrés à ce pays depuis cinquante ans le prouvent- qu'en dehors des aspects pittoresques du terroir d'élection des tulipes et des tableaux de "petits-maîtres", aucun des aspects politiques et sociaux de la culture néerlandaise ne suscite un intérêt particulier en France (2).

Concernant les problèmes du logement, aucun doute. Il n'existe, en tout et pour tout, qu'un seul livre paru dans l'entre-deux-guerres sur l'architecture sociale néerlandaise (3). Ce n'est d'ailleurs qu'une étude limitée aux aspects formels des oeuvres présentées. Leurs constructeurs n'ont guère inspiré les journalistes "d'art", de 1920 à 1940. Le dépouillement du "Répertoire d'Art et d'Archéologie", rédigé sous la direction de Marcel Aubert, le démontre éloquemment : c'est le vide à peu près total, même à propos d'un maître aussi célèbre que Berlage, l'auteur de la Bourse d'Amsterdam, l'un des phares de l'architecture moderne. Absence également flagrante dans le répertoire des thèses de l'Institut d'Urbanisme de l'Université de Paris, entre 1920 et 1939 : on n'y repère qu'un petit travail sur Rotterdam ayant tout juste valeur de plaquette touristique.

Ces dernières années, quelques revues spécialisées, ainsi "Architecture, Mouvement, Continuité", organe de la "Société des Architectes diplômés par le Gouvernement" (4), ont publié des articles autour de l'Ecole d'Amsterdam. Mais l'ensemble de la question n'a jamais été traité en langue française alors que les travaux en italien -dès 1926- (5), en anglais, en allemand se sont multipliés depuis vingt ans.

Cette étrange myopie se manifeste encore dans le domaine de la recherche concernant le socialisme, étroitement lié, aux Pays-Bas, à des réalisations intéressant directement la vie quotidienne et en premier lieu le logement des classes populaires. La bibliographie du mouvement ouvrier international, commencée en 1950 par E. Dolléans et M. Crozier -six volumes- embrasse toute l'Europe, sauf la Belgique, les Pays-Bas et les états scandinaves. Dans l'"Histoire générale du Socialisme" (6), publiée il y a vingt ans sous la direction de J. Droz, quatre pages seulement sont réservées à la Hollande. Dans sa notice bibliographique, J. Droz écrit : "Il n'existe aucune étude facilement accessible du socialisme néerlandais". L'auteur aurait pu préciser "en langue française". Les travaux sur cette question, en plusieurs langues, sont tous répertoriés à l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam. Dans le même esprit, au début de ce siècle, le célèbre criminologue Henri Joly, rédigeant, pour "Le Correspondant" (1908), un copieux article sur la "Hollande sociale", se réjouissait du faible taux de criminalité de ce pays sans dire un mot du mouvement philanthropique qui battait alors son plein.

Ces exemples disent assez l'absolue nécessité de recourir aux sources néerlandaises pour traiter des réalités de ce pays. Les ouvrages consultés sont indiqués dans la bibliographie mais il n'a pas semblé utile d'y faire référence en cours de rédaction, on en comprendra aisément la raison.

Nous avons centré notre recherche sur Amsterdam. C'est en effet dans cette ville que le mouvement néerlandais en faveur du logement convenable des masses a pris naissance, qu'il s'est développé sous une forme philanthropique et sociale-démocrate avant de devenir, sous l'appellation "d'école d'Amsterdam" -il conviendra de la cerner-, un pôle d'attraction pour les "architectes sociaux" de l'Europe entière, entre 1920 et 1930, les créateurs de "Vienne la Rouge", [REDACTED], celle d'Henri Sellier à Paris (7).

#### NOTES

(1) Henry Asselin, L'âme et la vie d'un peuple. La Hollande dans le Monde, Librairie académique Perrin.

(2) Une exception : Père Charles du Bois de Vroylande, L'organisation du milieu ouvrier en Hollande, Ed. Spes, 1925.

(3) Jean Badovici, L'architecture nouvelle en Hollande, Morancé, 1935.

(4) Jean Castex et Philippe Panerai, "L'Ecole d'Amsterdam" : architecture urbaine et urbanisme social-démocrate", n° 40, septembre 1976, pp. 39-58. Cet article reprend des thèmes exprimés dans une recherche conduite avec Jean-Charles Depaule : De l'îlot à la barre, contribution à une définition de l'architecture urbaine, Adros Corda, 1975. Voir aussi Antoine Grumbach, "Architecture et logement social, l'Ecole d'Amsterdam" in "H", revue de l'habitat social, n° 9, 1976.



(5) Gaetano Minucci, L'abitazione moderna popolare in Olanda, Roma, 1926.

(6) Tome 2, de 1875 à 1918, chapitre 3 : "Les partis socialistes de type allemand avant la première guerre mondiale".

(7) La municipalité d'Amsterdam, en juillet 1924, a publié elle-même un ouvrage en français sur ses réalisations : Amsterdam. Développement de la ville. Habitations populaires, 49 et 51p. En dehors des indications qu'il donne sur le caractère juridique des opérations, ce texte ne présente malheureusement qu'un intérêt très limité.

On peut encore consulter l'ouvrage de H. Van der KAA, La question de l'habitation urbaine aux Pays-Bas, étude réalisée dans le cadre des recherches effectuées pour la Société des Nations, Genève, 1935, 109p ; elle est précieuse pour ses tableaux chiffrés.

---

## Chapitre 1 : AU TEMPS DES PHILANTHROPES

C'est seulement dans la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle que les Pays-Bas, après la séparation d'avec les provinces belges, en 1830, commencèrent à ressentir les effets de la révolution industrielle : l'utilisation des machines à vapeur dans les manufactures de textile date ici de 1840. Comme partout ailleurs en Europe, l'industrie, en s'installant dans les grandes villes, entraîna un important exode rural facilité par le développement des chemins de fer : première ligne -entre Amsterdam et Haarlem- en 1839 ; deuxième ligne, Amsterdam-Utrecht, en 1843. (Le réseau atteindra déjà 1.400 kilomètres en 1870). Les villes entamaient un processus de croissance qui ne cessera plus :

	Amsterdam	Rotterdam	La Haye
1830	202.000	72.000	56.000
1860	243.000	106.000	78.000

L'ouverture du canal de la mer du Nord, en 1876, permettant le passage des plus grands navires et l'intensification du trafic, fut un facteur important pour stimuler l'activité commerciale du port d'Amsterdam tandis que l'assèchement du lac Haarlemmermeer lui procurait un nouvel arrière-pays agricole. Après la guerre franco-allemande de 1870, le développement des industries de la Ruhr assura l'impulsion de Rotterdam.

L'envahissement des villes par les immigrants venant de l'intérieur provoqua naturellement une énorme demande de logements. Les spéculateurs ne laissèrent pas passer cette occasion inespérée de profits

faciles : tout ce qui pouvait servir d'abri fut loué aux familles ouvrières à des prix exorbitants. Il est inutile de préciser que le moindre élément de confort y était inexistant.

Ni le gouvernement ni les municipalités, dans l'euphorie libérale du laisser-faire, ne tenaient à s'immiscer dans les affaires des particuliers. La loi de l'offre et de la demande régnait dans le domaine du logement comme dans les autres secteurs de l'activité économique. Mais les ruelles bordées de taudis étaient généralement dépourvues d'égouts : elles se révélèrent comme des foyers de maladies contagieuses. Deux épidémies de choléra - 1832-33 et 1848-49 - éclatèrent à Amsterdam où elles firent plusieurs milliers de victimes. A 80%, celles-ci habitaient dans les quartiers pauvres. Une relation de cause à effet -comme à Paris- s'établit entre la diffusion de la maladie et les mauvaises conditions de logement. Les classes fortunées découvraient le danger potentiel pour elles de populations vivant dans le même espace urbain et atteintes d'affections susceptibles de transgresser les frontières sociales.

#### 1) L'INITIATIVE DE GUILLAUME III :

En 1851, l'exposition internationale de Londres, la première des temps modernes, au milieu de l'extraordinaire déballage rassemblé à Crystal Palace, réserva une place à la présentation des réalisations des sociétés philanthropiques travaillant à l'amélioration du logement ouvrier. La Grande-Bretagne en comptait alors deux, la "Société d'amélioration du sort des classes ouvrières", fondée en 1844 - le Prince Albert, mari de la reine Victoria, en était le président- et

"L'Association métropolitaine pour l'amélioration des demeures d'ouvriers", apparue l'année suivante. La première avait déjà à son actif une rangée d'habitations pour 324 familles à Birkenhead, non loin de Liverpool, oeuvre de l'architecte Henry Roberts. Ce praticien se fit très vite une réputation d'architecte "social". Il décrit ses réalisations dans un ouvrage lu dans toute l'Europe (1) : dès 1850, il fut traduit en français sur l'ordre du Prince Louis-Napoléon Bonaparte, président de la IIème République. Il n'a pas eu de version néerlandaise mais l'usage de la langue anglaise a toujours été très répandu aux Pays-Bas.

Le roi Guillaume III -futur père de la reine Wilhelmine- se rendit à Londres pour visiter l'exposition. Ce monarque avait sans doute de fortes préoccupations sociales car il fut particulièrement impressionné par tout ce qui se rapportait au logement des classes souffrantes, élément pourtant bien secondaire de la formidable foire de Crystal Palace. Un an après son retour, en 1853, il demanda à l'Institut royal des ingénieurs de procéder à une enquête sur la situation du logement ouvrier néerlandais. Le rapport fut terminé en 1855. Très minutieux dans la description, il établissait facilement la liaison entre l'insalubrité et les maladies contagieuses et n'hésitait pas à qualifier les taudis de "trous à rats".

Bien peu de responsables étaient préparés à tirer les conclusions logiques de ce texte, le niveau des connaissances médicales ne permettant pas encore la naissance d'un état d'esprit hygiéniste. Toutefois, les bourgeois pouvaient comprendre les résultats d'un logement convenable sur la mentalité et le renouvellement de la force physique des ouvriers. Ce que l'on trouvera plus tard clairement exprimé dans une dissertation sur le logement écrite par un certain D.O. Engelen en 1870 : "On commence à voir que l'ouvrier, tout comme la machine, a besoin d'un

bon abri si l'on veut qu'il produise bien".

Le rapport de 1855 ne se bornait pas à une simple description. Il étudiait les normes à appliquer pour obtenir des logements décents en se basant sur ce qu'un ouvrier pouvait payer par semaine et proposait des plans-types élaborés par J. H. Leliman (1828-1910). Né à Amsterdam, le premier architecte social néerlandais avait d'abord débuté comme apprenti menuisier à Rotterdam. Puis il entama des études à l'Académie des Beaux-Arts de sa ville natale avant de se lancer dans une série de stages qui l'entraîneront à l'étranger et particulièrement à Paris : il travaillera pendant cinq ans chez Henri Labrouste, l'architecte de la Bibliothèque Sainte Geneviève et de la Bibliothèque Nationale. Il avait donc pu voir la Cité Napoléon, 58 rue de Rochechouart - première réalisation française en matière de logement social- qui venait d'être achevée. Leliman visitera également la cité pavillonnaire de Mulhouse qui lui laissera des souvenirs. La place de ce précurseur se fera naturellement au sein d'une société philanthropique dénommée "Salerno" dont nous reparlerons.

En 1854, le député W. Wintgens proposera un texte de loi devant instaurer, dans chaque ville, une commission qui aurait à connaître de la qualité des logements, ceci en vue de sauvegarder la santé de la population. On lui objectera que la loi de 1851, portant sur les droits des municipalités, leur donne la possibilité d'établir une réglementation dans l'intérêt de la santé publique. Elles sont seules juges de l'opportunité d'une commission quelconque.

C'est à cette période que se développe aux Pays-Bas - comme dans tout le reste de l'Europe - un mouvement philanthropique d'origine bourgeoise. Ses motivations sont multiples, celle de conclure une bonne affaire ne devant jamais être exclue. Relayant la doctrine médiévale des

rapports entre les seigneurs et leurs serfs, les bourgeois "conquérants" estiment que l'amélioration du sort des classes populaires ne peut se faire que par le patronage des classes élevées, seules habilitées à déterminer les besoins et les aspirations des masses. L'Utile, envisagé de haut, se confond avec le Juste : remplir ses devoirs sociaux est une bonne action qui peut se révéler rentable. Avec une restriction importante tout de même, nécessitée par le jeu économique. La philanthropie a des limites tandis que le bon placement - ou ce qu'on croit tel - n'en connaît pas.

Depuis 1848, les Pays-Bas ont une constitution définissant une monarchie parlementaire : la Chambre des Députés est élue - pour quatre ans - au suffrage direct et secret par les électeurs payant une certaine tranche d'impôts. Au début de ce régime, 6% seulement de la population mâle -âgée d'au moins vingt-cinq ans- disposait du droit de vote. En 1880, elle ne dépassait pas 13%. C'est dire combien la représentation nationale aux Pays-Bas, jusqu'au début du 20ème siècle, fut une affaire de notables. On ne peut guère parler de partis organisés avant les années 1880. La vie politique est jusque là dominée par trois tendances que représentent les Libéraux -députés des villes commerciales et qui auront le pouvoir de 1870 à 1901-, les Conservateurs protestants, appuyés sur les paysans, enfin les Catholiques qui s'allieront d'abord aux Libéraux.

Pour maintenir l'harmonie sociale, l'idée de base des philanthropes était d'éduquer la classe ouvrière sur tous les plans, sauf dans le domaine politique. On veut favoriser l'institution familiale, pierre angulaire de la société, ce qui va signifier des normes de décence sexuelle : une chambre pour les parents, une pour les garçons, une pour les filles. On ne s'intéressera guère aux célibataires, pourtant nombreux mais toujours suspects de moralité douteuse. A Amsterdam,

notons-le, les philanthropes eurent à leur disposition, ce qui facilita grandement leurs opérations, deux banques créées par le Docteur Samuel Sarphati, la "Banque nationale d'hypothèques" (1861) et la "Banque néerlandaise de crédit" (1863).

## 2) LA QUATRIEME VILLE D'EUROPE :

Dans la deuxième moitié du 19ème siècle, Amsterdam se transforme en métropole d'importance européenne : de 243.000 habitants en 1860, sa population atteindra les 650.000 en 1919. Cette ville tire son origine d'un petit port de pêche et de négoce à l'embouchure de l'Amstel -qui lui donna son nom-, aux abords du Zuiderzee. Elle apparaît à la fin du 13ème siècle et s'agrandit peu à peu avant de s'enfermer dans des remparts qui se détachent nettement sur les plans du 16ème siècle.

Pendant la lutte de libération menée par les Pays-Bas contre la domination des rois d'Espagne et de la maison de Habsbourg qui dura quatre vingt ans (1568-1648), Amsterdam ne se rangea du côté de la rébellion et de la Réforme qu'en 1578 : la ville était de longue date un bastion du catholicisme et se montrait fidèle au régime espagnol.

Après le revirement de 1578, la cité devint un refuge pour les proscrits de nombreuses régions d'Europe, obligés de quitter leur patrie pour des raisons politiques ou religieuses. La population s'accrut rapidement et Amsterdam s'affirma comme un centre cosmopolite de commerce, de science et de culture. A l'origine, ses relations commerciales s'orientaient sur la mer Baltique et la Méditerranée. Aux environs de 1600, des navigateurs néerlandais se risquèrent toujours plus loin : on les vit s'installer en Afrique du Sud, à Ceylan, en Indonésie,

au Japon, en Amérique du Nord - Nieuw-Amsterdam fut le premier nom de New-York - et au Brésil. Les puissantes Compagnies des Indes orientales et des Indes occidentales installèrent leur siège à Amsterdam.

Après trois déplacements successifs des remparts vers l'extérieur, peu avant le début du 17ème siècle, on procéda, entre 1612 et 1652, à l'aménagement du secteur occidental de la fameuse ceinture de canaux concentriques : leur construction fut soumise à des règlements sévères. Une zone maraîchère fut même englobée dans l'enceinte et couverte peu à peu de maisons très modestes sur lesquelles nous reviendrons. Ce fut l'origine du quartier du "Jordaan", longtemps abcès de fixation de la misère à Amsterdam.

Entre 1658 et 1663, on creusa les secteurs nord et est de la ceinture des canaux. A la fin du 17ème siècle, la ville close s'étendait sur 800 hectares. En 1700, Amsterdam comptait 210.000 habitants, ce qui la classait au quatrième rang des villes européennes. Puis c'est le déclin avec la domination française, de 1795 à 1815, qui s'accompagne du blocus continental ordonné par Napoléon Ier.

A partir de 1870, l'économie néerlandaise "décolle" : l'ouverture du canal de Suez, en 1869, facilite le commerce avec les Indes. Le trafic maritime s'intensifie, conduisant les banquiers à se moderniser et à s'adapter à de nouveaux types de marchés ; le secteur tertiaire se développe. L'arrière-pays agricole d'Amsterdam, grâce aux travaux d'assèchement entrepris de 1848 à 1852, assure le ravitaillement de la ville ; l'ouverture du canal de la Mer du Nord, en 1876, consolidera l'avenir de son port pour plusieurs années tandis que la construction de la Gare centrale -terminée en 1889- promettra un nouveau destin européen.



Or, Amsterdam étouffe dans son enceinte, désormais inutile. En 1810, elle renfermait 201.750 habitants ; en 1870, 255.450 croupissaient dans le même espace. Quatre ans plus tôt, l'ingénieur municipal, J.G. Van Niftrik, a dressé un plan détaillé pour l'extension de la ville. Amsterdam se voit ceinturé de boulevards reliant les différents quartiers et bordés de bâtiments publics. Van Niftrik prête grande attention à l'habitat de la nouvelle bourgeoisie d'affaires qui aspire au modèle anglais ou français -systématisé par Haussmann- des rangées d'immeubles présentant une façade presque uniforme. Les architectes doivent se contenter de jouer avec les éléments décoratifs empruntés au vocabulaire néo-classique prôné par toutes les Académies européennes où ils ont été formés. (On retrouvera ce type unitaire jusque dans la production des associations philanthropiques).

Le plan de Van Niftrik suggérait trois catégories de logements : populaires, pour les classes moyennes, pour les hautes classes, et semblait partir du principe que la redistribution des terrains se ferait sous le contrôle de la municipalité. Finalement, ce premier plan fut rejeté : dix ans plus tard, on adopta le plan Kalff, beaucoup plus compréhensif envers la spéculation privée. Tous les terrains lui étaient abandonnés, à la seule condition de respecter la qualification de "quartier de luxe" à l'espace situé entre le Vondelpark et le Boerenwetering. Les projets de parcs furent abandonnés ; on se contenta de fixer des règles d'alignement en prenant pour cadre les limites du parcellaire existant, contrairement à Van Niftrik qui le bouleversait totalement par l'application d'une grille régulière de blocs de 115m x 115m.

### 3) L'ELAN PHILANTHROPIQUE ET ASSOCIATIF :

Qu'en était-il donc du logement des classes "souffrantes" à Amsterdam, en cette période du nouvel essor de sa bourgeoisie ? Dans le rapport fourni à Guillaume III, chaque auteur traitait d'une ville particulière. I. Warnsinck s'était occupé d'Amsterdam. La description qu'il en donne recoupe toutes celles fournies par les observateurs sociaux de l'Europe industrielle : exiguité -ici, pièce unique avec alcôve-, absence de lumière et de ventilation, humidité, manque d'installations sanitaires. Leliman a bien dressé le plan de trois nouveaux types de logements mais ils sont trop chers pour la plupart des ouvriers.

Dans la première moitié du 19ème siècle, il existait à Amsterdam un groupe religieux, "Le Réveil", dont les membres connaissaient à fond les problèmes du paupérisme puisqu'ils passaient dans les maisons ouvrières pour prêcher la bonne parole. Ce n'est peut-être pas tant l'ardeur de leurs convictions religieuses que leur foi dans le Libéralisme qui les poussa, le 11 mars 1851, à fonder la première association de construction de logements ouvriers qui soit apparue aux Pays-Bas, la "Vereniging Ten Behoeve der Arbeiders Klasse". Si nous ne faisons rien, pensaient ces gens de bien, la municipalité s'emparera un jour de la question et des mesures contre l'initiative individuelle seront possibles. Pour ces connaisseurs de la vie ouvrière, la première cause de la misère est le montant trop élevé du loyer, il faut donc construire des logements tenant compte de ce paramètre essentiel.

Très concrètement, l'association va tenter de mettre au point un modèle de logement ouvrier idéal. Elle s'informerait de toutes les réalisations en cours, celles de Roberts - habitations collectives et

cottages - mais aussi des Français, vraisemblablement par l'intermédiaire de Leliman. Elle lancera même un concours, en 1852, avec un programme volontairement flou pour stimuler les architectes. Il s'agit de concevoir un bloc de 70 logements divisés en trois catégories correspondant à la classification établie par la VA (abréviation courante pour désigner l'association) : pauvres (journaliers), employés de maison, artisans. C'est Leliman qui remporte le premier prix, avec un projet envoyé de Paris. Il avait vu beaucoup plus grand que son confrère Veugny, le bâtisseur de la Cité Napoléon, puisque ses appartements comprenaient une salle commune, deux chambres et une cuisine, ce qui dépassait nettement les moyens même de la frange supérieure des ouvriers.

Ce projet ne fut pas exécuté. La VA se rabattit sur des réalisations plus modestes qui furent demandées à l'architecte Hendrik Hana (1814-1877). Dans la Oostenburger Middenstraat, il construisit un immeuble de dix-huit logements. Sa façade, scandée par trois avant-corps surmontés, dans le toit, par de vastes fenêtres reliées au dernier étage par des consoles, se souvenait des maisons bourgeoises de l'époque classique. Chaque appartement se composait de deux petites pièces : une chambre de 2 x 2m - sans alcôve - avec un lit en métal, donnant sur la rue ; une salle de séjour de 3,25 x 3 - équipée d'une cuisinière, d'un évier, d'un w-c, d'une caisse à tourbe - ouvrant à l'arrière sur un jardin.

Il est temps de dire un mot sur ces dimensions minuscules, uniques en Europe, et dont les Néerlandais eux-mêmes ont donné une explication : "La préférence pour les petites pièces est rapportée aux habitudes des marins qui se sont imposées aux gens des villes par opposition aux gens des campagnes. Habités, à bord des bateaux, à trouver tout casé ensemble, une population de pêcheurs était tout naturellement portée à n'accorder aucune valeur aux grandes dimensions d'une maison. Les installations des petits logements avec leurs petites

cuisines étroites, leurs placards, leurs escaliers raides semblent en effet remonter à une tradition du métier le plus considéré dans ce pays, le métier de marin" (2). Ajoutons aussi que la maison hollandaise est presque obligatoirement construite sur pilotis : les poutres les plus longues sont réservées à cet usage, les petites contraignent à des portées réduites pour la structure au-dessus du sol.

L'inauguration de l'immeuble eut lieu en août 1853 et les appartements furent immédiatement loués. Le roi Guillaume III demanda à les visiter et il devint membre bienfaiteur de la VA. Toujours pour cette association, Hana édifia en même temps un bloc de douze appartements dans le quartier du Jordaan : sa façade rigoureuse tranchait sur les constructions traditionnelles qui l'enserraient. Là encore, aucune chambre ne comportait d'alcôve mais les w-c s'ouvraient sur la salle de séjour :

Le modèle est prêt, il triomphera dans un ensemble de vastes dimensions, 104 logements dans la Planciusstraat : ils furent confiés à l'architecte P.J. Hamer (1812-1887), dont c'était la première réalisation en matière d'habitation. Terminé en 1856, cet immeuble sera visité par les participants du 2ème Congrès néerlandais sur la pauvreté qui se tiendra à Amsterdam les 27, 28 et 29 mai de cette année là. Ils se rendront également dans la Valckeniersstraat pour voir le bloc de 48 logements édifié par Leliman pour la société "Salerno". Ce groupement philanthropique se souciait particulièrement d'hygiène puisqu'il se référait à la célèbre faculté de médecine d'Italie qui avait rayonné sur toute l'Europe au Moyen-Age : ses préceptes de vie saine ont été traduits en de nombreuses langues. Les congressistes ne manqueront pas non plus de jeter un oeil attentif sur un abri pour les nécessiteux où la vaste salle de cantine se complète d'un dortoir de 40 lits pour les hommes et d'un de 30 pour les femmes.

Pour en revenir à l'immeuble-pilote de la Planciusstraat, le terrain, 137 x 8 m, avait été choisi dans un paysage pittoresque, entre deux moulins et le long d'un canal. Toutes les conditions de bonne moralité étaient réunies pour l'épanouissement des familles. Chaque logement disposait de l'eau, des w-c, et - du moins ceux qui se composaient de deux chambres et d'une pièce commune - d'un nombre suffisant de pièces pour séparer les sexes. Cette fois, on est passé à quatre niveaux et le bloc est rythmé par des avant-corps largement ouverts qui contiennent les escaliers.

Mais ces logements n'étaient pas à la portée des classes défavorisées. Ils furent occupés par la frange inférieure de la petite bourgeoisie, comme en témoigne l'économiste français Henri Baudrillard qui les visita, en 1864, à l'occasion du Congrès international des sciences sociales tenu à Amsterdam : "Un air confortable règne dans ces petits intérieurs. On y trouve de bonnes cheminées, d'excellents tapis, un bon ameublement, quelques gravures ou quelques fleurs et toute une apparence de bien-être en même temps que de régularité".

La VA ne pouvait se dispenser d'envoyer quelques-uns de ses enquêteurs dans le Jordaan, quartier dont la mauvaise réputation remontait déjà au 17ème siècle. Ses habitants s'exprimaient dans un argot qui leur était propre, faisaient fi des formes légales du mariage et se considéraient comme formant une société indépendante du reste de la ville. Dès 1854, la VA achète des terrains de part et d'autre du Goudsbloemgracht, alors bordé d'effrayants taudis souvent dépourvus de fenêtres. Comblé en 1857, ce canal deviendra la Willemsstraat. Deux philanthropes, C.P. Van Eeghen et M.S. Van Lennep, acquièrent aussi des parcelles du quartier. Ils unissent leurs efforts pour fonder la société "Concordia", destinée également à construire des logements sociaux. Hamer travaillera pour les deux sociétés dès 1860 : il concevra plusieurs

ensembles - de petites dimensions - inspirés des cours traditionnelles. Plantées d'arbres, elles seront accessibles par des passages traversant les bâtiments.

Parallèlement au mouvement philanthropique, dans lequel les Pays-Bas occupent le premier rang en Europe avec la Grande-Bretagne, une autre originalité sociale les distingue aussi très tôt : en 1868, une association ouvrière se constitue aux fins de faciliter à ses membres l'accès à la propriété, fait nouveau indiquant qu'une partie au moins des classes pauvres a bénéficié de l'expansion. Dénommée "De Bouwmaatschappij tot verkrijging van eigen woningen", elle donne une fête d'inauguration au cours de laquelle plusieurs orateurs font le procès du taudis ; le Docteur Fabius, antialcoolique militant, plaide pour un logement décent qui retient le travailleur chez lui et l'éloigne des cafés. Au cours de cette réunion, la société enregistre 400 nouvelles inscriptions. Quelques semaines plus tard, elle comptera déjà 1.150 membres. Chacun doit payer 0,25 florin de cotisation et ensuite 0,10 par semaine. Une loterie permet de gagner une maisonnette. Sa propriété sera acquise au bout de vingt ans, à condition de régler un florin par semaine. D'autres sociétés de même type se constituent à Amsterdam, ainsi "NV de Bouwkas" - dont les réalisations sont décrites dans le célèbre recueil de Muller et Cacheux (3) - ; "De Woning-Maatschappij", etc.....(4)

Elles se montrent impuissantes à résoudre la crise spatiale que la municipalité ne prend pas les moyens de maîtriser en ne constituant aucune réserve foncière malgré l'annexion de plusieurs communes suburbaines. Le jeu spéculatif ne connaît aucune entrave ni les fraudes des entrepreneurs non plus. Cependant, la commission municipale de la santé lance une enquête sur les logements en caves à Amsterdam. En 1873, il est donc établi qu'un habitant de la ville sur 13 habite une cave.

4.985 logements de ce type existent, 3.650 devraient être immédiatement évacués. 20.644 personnes - 7,50% de la population - y vivent, soit environ 4,15 par local. La moitié de ces caves est utilisée, non seulement comme abri mais aussi comme atelier. Dans 1.000 d'entre elles, pas un rais de lumière ne filtre. Naturellement, 40% de ces trous sont dépourvus de w-c. A la suite de cette enquête, on apprendra que l'épidémie de choléra de 1866 avait fait deux fois plus de victimes dans ces taudis que dans les autres. Le logement en caves se rencontrait, à cette époque, dans d'autres villes européennes, à Berlin et à Lille, en particulier. Il battait tous les records à Amsterdam car il fallait rentabiliser le vide créé par la profonde maçonnerie qu'exigeait la construction sur pilotis.

Dans son rapport, la commission signalait que des conditions de vie absolument inhumaines ne se rencontraient pas seulement dans les caves. Elles l'étaient également dans les greniers et les soupentes dont les loyers coûtaient moins cher que ceux des caves, sous le prétexte que celles-ci pouvaient abriter de petits commerces.

Ainsi que l'enquête demandée vingt ans plus tôt par Guillaume III, celle-ci n'eut aucun effet sur les responsables municipaux. Entre 1878 et 1883, seulement 65 caves seront jugées insalubres et évacuées sur les 3.650 qui avaient été proposées à l'interdiction.

Lors de leur congrès tenu à la Haye, en 1872, les membres de la Ière Internationale avaient réclamé la construction de logements ouvriers. Peut-être stimulé par cette résolution, le maire libéral d'Amsterdam, C.J. A. den Tex, prit l'initiative, en 1875, de la fondation d'une société, "De amsterdamsche Vereeniging tot het bouwen van Arbeiderswoningen", qui obtint un important crédit municipal avec un taux annuel d'intérêt de 4,50%. Les terrains furent fournis gratuitement par

la ville et les architectes se mirent au travail. La première réalisation de la nouvelle association se situe dans la Marnixstraat : 774 appartements, 600 de deux pièces, 144 d'une seule (4 X 5,40), c'est l'oeuvre de l'architecte B. de Graaf (1818-1899).

Deux enquêtes accablantes n'ayant pas suffi, une association philanthropique centenaire - fondée en 1784 - , la "Société pour le bien de tous" (Maatschappij tot nut van't algemeen) charge deux de ses membres, J. Van Hasselt et L. Verschoor, de faire une recherche générale sur les conditions de logement des ouvriers dans tout le pays. Elle est publiée en 1890 sous le titre "De Arbeiderswoningen in Nederland". Ses auteurs ne disent rien de plus que leurs prédécesseurs puisque la situation n'a pas changé depuis le milieu du siècle.

#### 4) QUELQUES "FEMMES D'OEUVRES":

A cette époque, apparaissent sur le champ social des "dames d'oeuvres" qui sont plutôt des militantes d'un genre nouveau. Elles se réclament de l'exemple d'Octavia Hill (1838-1912), cette bourgeoise anglaise qui s'associa avec l'écrivain John Ruskin pour acheter des taudis afin de les remettre en état et de les louer à des personnes de bonne moralité. Des néerlandaises lurent son livre, "Homes of the London Poor", paru en 1875, et vinrent à Londres suivre des stages auprès d'elle. Ainsi Johanna Ter Meulen, Louise Went, Hélène Mercier surtout, l'une des fondatrices de l'association "Ons huis" (Notre maison), qui travaillait dans le Jordaan.

Fille d'un assureur, elle avait dû quitter l'école à quinze ans pour apprendre son rôle de maîtresse de maison. A vingt-cinq ans, elle



s'inscrit à des cours du soir et figure parmi les premières féministes "bourgeoises". En 1886, grâce à l'appui financier d'un raffineur de sucre, Hélène Mercier crée une cantine populaire pour permettre aux travailleurs de prendre un repas chaud et elle publie une brochure sur les habitations ouvrières. En 1893, pour le journal "Sociaal Weekblad" - il compte dans sa rédaction des hommes qui se distingueront dans la bataille pour le logement social -, H. Mercier écrit deux articles dans lesquels elle attaque violemment le gouvernement qui ne remplit pas son rôle dans le problème du logement ouvrier. Alors que pour les écoles et les fabriques, fait-elle observer, on regorge de règlements et d'inspecteurs, il n'y a toujours pas une seule règle pour définir ce qu'est un logement "décent". Et qui a jamais pensé à la femme de l'ouvrier présente jour et nuit dans son taudis ?

H. Mercier tente ainsi d'attirer l'attention des bourgeois habitant, dans les quartiers riches d'Amsterdam, des appartements d'une douzaine de pièces. Ont-elles quelquefois prêté une minute d'attention à la compagne de l'ouvrier, coincée entre l'évier et le seau de toilette, qui va s'asseoir pour un maigre repas sous les vêtements humides suspendus à sécher ? Ont-elles réfléchi, en se penchant sur leurs enfants bien au chaud dans des lits douillets, que des milliers d'autres doivent se contenter de planches crasseuses ?

Ces envolées généreuses frappent Johanna Ter Meulen : elle part faire un stage auprès d'O. Hill, en 1893. A son retour, elle militera dans l'association fondée par H. Mercier pour s'occuper des problèmes du Jordaan. L'état lamentable de ce quartier lui a été révélé par Aletta Jacobs, la première néerlandaise docteur en médecine. En 1895, Louise Went rejoindra ces pionnières. Sur le terrain, elle fera connaissance de son futur mari, l'architecte Van der Pek.

Le champ d'action de ce groupe féministe a été principalement le quartier du Jordaan dont nous avons déjà dit quelques mots : son assainissement complet demandera au moins trois décennies. A la fin du 19ème siècle, on y trouve une densité de logements incroyable : 483 à l'hectare pour une moyenne de 233 à Amsterdam. 2.043 logements ne possèdent pas de w-c., 6543 familles utilisent des cabinets communs. Dans presque la moitié des cas, les lieux d'aisances sont dans la cuisine ; beaucoup, sans porte, ont été installés dans les chambres. 76 logements sont dépourvus de branchement intérieur d'eau potable, 73 n'en ont aucun, quelques-uns recueillent l'eau de pluie.

Hélène, Johanna et Louise formeront l'élite des "Woningopzichteresses", premières travailleuses sociales néerlandaises : elles seront à l'origine de l'école des Assistantes sociales - "School voor maatschappelijk werk" -, la première du monde, en 1899. Dès 1897, H. Mercier est présente au quatrième Congrès international des Habitations à bon marché qui se tient à Bruxelles. Au cours du cinquième, convoqué à Paris dans le cadre de l'Exposition universelle de 1900, la déléguée néerlandaise réclame, pour les femmes, l'inspection et la gérance des habitations ouvrières, ce qui se réalisera effectivement aux Pays-Bas. S'occupant de tous les aspects des logements sociaux, ces militantes joueront un rôle considérable dans la collecte d'informations sur les conditions de l'existence ouvrière et feront des propositions précises sur son amélioration.

#### 5) UN ESPOIR SE LEVE :

Et toujours de nouvelles enquêtes : en 1893, l'association antialcoolique "Volksbond" en lance une sur les logements-caves de

certains quartiers d'Amsterdam. Aucun progrès n'est à noter depuis 1873. La municipalité avait exigé une hauteur sous-plafond d'au moins deux mètres : 145 caves sur 160 visitées ne remplissent pas cette condition.

Un échevin de la ville, Josephus Jitta, publie une brochure exposant ses idées sur l'amélioration du logement des travailleurs. Il s'agirait de fonder une société philanthropique - une de plus ! - fonctionnant grâce à un apport gratuit de capitaux qui serviraient à acheter ou à réparer des logements loués ensuite à un prix minimum. Une polémique s'engage alors avec l'imprimeur Tetterode : celui-ci estime que ce noble projet fera encore traîner les choses. Pourquoi ne pas construire une vaste cité de maisonnettes -trois chambres, une cuisine-, avec un lopin de terre, là où se trouvent les caves pour que les petits artisans ne perdent pas leur clientèle ? Tetterode mourut en 1894 sans que son projet, soigneusement établi par les architectes Russem et Vuyk, ait même été discuté par les autorités municipales.

Deux ans plus tard, encore un rapport de la société "Maatscappij tot nut van't algemeen" dont les membres étaient informés du travail accompli à Londres, dans le quartier insalubre de Toynbee, par O. Hill et ses amis. S'élevant d'un cran dans la réflexion, ils considèrent que le problème du logement ne concerne pas seulement les ouvriers mais aussi les employés et les petits commerçants. L'aspect le plus remarquable de ce texte réside dans sa position concernant la politique générale du logement : le gouvernement doit stimuler les particuliers grâce aux mesures suivantes :

- Procurer des terrains constructibles à bas prix ;
- Faciliter tous les travaux de voirie ;
- Soutenir financièrement les opérations grâce à des subventions,

des prêts de capitaux à un taux très bas d'intérêt, etc..

En outre, il convient que la municipalité rédige de façon précise les règlements concernant la construction et la manière d'habiter. Les prescriptions des déclarations d'insalubrité doivent être précisées sous un contrôle architectural et sanitaire. La loi sur les expropriations doit être révisée afin de permettre des opérations d'envergure quand il s'agit de quartiers ou de rues insalubres. Pour la première fois, il est affirmé, par des personnalités responsables, que la construction et la gestion de logements ouvriers décents constituent un investissement sérieux, comme en Grande-Bretagne.

Au même moment, dans le Jordaan, une expérience intéressante autant qu'irréaliste était tentée par la société "NV. Bouwonderneming Jordaan". Elle achetait des taudis et, après leur démolition, les remplaçait par un petit ensemble de 92 logements dessinés par Van der Pek. L'opération a été racontée par Louise Went qui participait activement à l'affaire. Sur un terrain de 30 x 44 m, on dénombrait 37 maisons comprenant 131 logements - dont 36% dépourvus de fenêtres -, habités par 438 personnes. Sur les 1.806 mètres carrés de superficie, 1.664 sont bâtis. La partie non construite se compose de couloirs, de petites cours et de placettes intérieures. Bien que le bâtiment donnant sur le Goudsbloemstraat soit d'une double épaisseur, on ne peut parler d'une typologie dos à dos car Van der Pek a ménagé un vide pour pouvoir éclairer et ventiler toutes les pièces. Huit boutiques avaient été installées au rez-de-chaussée du bâtiment ; un étage du grenier était aménagé en entrepôt.

Les loyers s'échelonnaient de 1,70 à 3,40 florins par semaine, suivant la surface et la situation, ce qui était inabordable pour les occupants des anciens taudis. L'association dut reconnaître que son

intervention n'avait rien changé au sort des premiers locataires : seules neuf familles acceptèrent le relogement. Les autres furent contraintes de déménager dans d'autres taudis, parfois pires que ceux dont elles venaient d'être chassées avec les meilleures intentions du monde....

Les enquêtes et les expériences sur le terrain ont tout de même eu pour résultat que le problème du logement populaire, à la fin du 19ème siècle, apparaissait à l'ensemble des autorités politiques et sociales néerlandaises comme devant être promptement résolu dans la totalité de ses dimensions. En France, près de cinquante ans séparent la loi de 1850 - qui permettait aux communes d'interdire des logements insalubres - de celle de 1894 - qui ouvrait pour la première fois des sources de crédit en faveur des habitations à bon marché - mais il fallut beaucoup moins de temps à la Grande-Bretagne pour se saisir de la question.

Dans le discours du trône prononcé en 1897, la préparation d'une loi sur le logement est annoncée. Au cours du troisième congrès néerlandais sur les règlements sanitaires publics, tenu à Utrecht en 1897, les futures tâches des autorités en matière de logement sont formulées et elles vont beaucoup plus loin que tout ce qui est alors légal dans n'importe quel pays industrialisé d'Europe. Ainsi, en affirmant qu'en cas de nouvelles réglementations, il doit être proposé aux expulsés une habitation à un loyer accessible et que, si c'est impossible, il faudra construire les logements correspondant aux nouvelles normes.

Entre 1897 et 1900, les services de santé des municipalités procèdent à des enquêtes systématiques. A Amsterdam, 5.367 logements sont visités. L'enquête porte sur le centre de la vieille ville, en particulier le Jordaan, le Jodenbuurt (quartier juif), Wittenburg, Kattenburg et la nouvelle ville. Elle fournit les précisions suivantes :

a) Nombre d'habitants par logement : 4,5 en moyenne

b) Situation :

- 31 % rez-de-chaussée
- 31 % 1er étage
- 21 % 2ème étage
- 8 % 3ème étage
- 5 % grenier
- 4 % cave

c) Nombre de pièces :

- 37 % une pièce
- 26 % deux pièces
- 21 % trois pièces
- 16 % quatre pièces

Le premier formulaire de recensement concernant l'habitation avait été lancé en 1899. Il donnait, pour Amsterdam, des résultats significatifs qui recourent ceux de l'enquête partielle :

- logements d'une pièce : 22.359 pour 67.214 locataires ;
- logements de deux pièces : 30.085 pour 127.587 locataires.

d) Hauteur sous plafond :

- 51 % 2 à 2,50 m
- 30 % 2,50 m et plus
- 17 % 1,75 à 2 m
- 2 % 1,75 m

e) Luminosité :

- 89 % entrée de lumière équivalent à 1/12 de la superficie et plus

- 6 % entrée de lumière équivalent à 1/12 de la superficie ou moins
- 5 % aucune lumière naturelle (pas de fenêtres)

f) Alimentation d'eau :

- 75 % robinet dans le logement
- 21 % robinet commun
- 4 % aucun

g) Fosse d'aisance :

- 53 % ramassage par charrettes
- 34 % fosse sous la maison
- 13 % rigole

h) Incendie : En cas d'incendie,

- 54 % présentent des difficultés d'évacuation
- 38 % couloir facile à atteindre
- 8 % sortie de secours

i) Entretien :

- 62 % entretien régulier
- 38 % entretien nul ou mauvais

j) Qualité :

- 65 % sont humides
- 25 % toilettes avec chasse sans air frais dans le couloir
- 24% dégagent des odeurs diverses
- 22 % sont enfumés

k) Salubrité :

- 54 % des logements visités peuvent être considérés comme salubres
- 46 % des logements visités peuvent être considérés comme insalubres.

l) Montant du loyer :

- 13 % paient un loyer de moins de 1 fl. par semaine
- 22 % paient un loyer de moins de 1 à 1,150 fl. par semaine
- 24 % paient un loyer de moins de 1,50 à 2 fl. par semaine
- 26 % paient un loyer de moins de 2 à 3 fl. par semaine
- 15 % paient un loyer de moins de 3 à 4 fl. par semaine.

L'affaire est maintenant sur la place publique : on va passer des enquêtes et des rapports semi-confidentiels destinés aux autorités sociales à des textes de vulgarisation. En 1901, l'association "Amsterdamsche Bestuurdersbond" - une fédération de syndicats ouvriers - charge son secrétaire, Louis Hermans, en association avec le dessinateur Albert Hahn, de rédiger un ouvrage sur les logements insalubres (5). Dans un style très vif, les auteurs dénoncent les propriétaires des caves et des greniers dont les locataires, à de rares exceptions près, sont des citoyens sérieux et honnêtes. Les aléas de leur condition socio-professionnelle - les chômeurs ne touchent aucun secours -, les familles trop nombreuses, empêchent de réserver l'argent nécessaire au loyer d'une habitation convenable. Hermans attaque également la municipalité, accusée de tarder à interdire les locaux insalubres et de ne pas veiller à ce que des logements soient créés exclusivement sur et



non dans le sol.

Dans la même ligne, Johanna Ter Meulen, en 1902 - la loi est déjà votée - publie elle aussi un ouvrage où les formules frappantes abondent (6). "Aussi longtemps qu'il y aura des taudis, écrit-elle, il se trouvera des hommes pour les habiter". On ne doit se faire aucune illusion sur leur disparition progressive par elle-même. Le problème des loyers ne se résoudra pas par de nouvelles recherches et que répondre à l'épouse d'un travailleur qui dit à l'enquêtrice : "Madame, je dois déménager pour un logement plus petit car ma famille vient de s'agrandir?". Argument imparable dans la situation actuelle qui ne peut plus durer.

De trois millions d'habitants en 1850, les Pays-Bas sont passés à 5.100.000 ; Amsterdam approche les 500.000. La classe ouvrière n'est pas encore parvenue à une claire conscience de ses droits malgré les efforts de Domela Nieuwenhuis, jeune pasteur luthérien qui a fondé, à Amsterdam, en 1879, une ligue pour un socialisme humanitaire, pacifiste et anticolonialiste. D'autres groupes surgissent à la Haye, Rotterdam et Haarlem : ils fusionnent en 1881 pour former "la ligue socialiste", aussitôt persécutée par le pouvoir. En 1886, à la suite d'un meeting tenu à Amsterdam, une émeute se déclanche. La troupe tire sur la foule, on relève 35 morts et 90 blessés. Les Libéraux profitent immédiatement de ces incidents tragiques pour restreindre le droit de réunion en plein air qui avait été accordé par la Constitution de 1848.

Comme tout le mouvement ouvrier européen à cette époque, la Ligue connaîtra des conflits de doctrines et de personnes. Les éléments modérés finissent par la quitter, en 1894, pour fonder un parti ouvrier social-démocrate ("Sociaal Democratische Arbeiders Partij"), animé par A. H. Gerhard. Il remporte trois sièges au Parlement en 1897, sept - sur

100 députés - en 1901, date à laquelle, grâce à l'élévation des revenus, près de 50% de la population mâle a le droit de vote. C'est l'année de la loi sur le logement, la plus radicale qui ait jamais été votée au monde dans un pays soumis à l'économie de marché. Ajoutons qu'il était, juste à ce moment, dirigé par une coalition calviniste-catholique, également unique en son genre.

---

#### NOTES

- 1) Des habitations ouvrières, 58p.
- 2) Association internationale de l'habitation, Equipement du petit logement, rapport néerlandais, Stuttgart, 1935.
- 3) Emile Muller et Emile Cacheux, Les Habitations ouvrières en tous pays, situation en 1878, avenir, 1879, 411 p. Ce volume est accompagné d'un atlas contenant les réalisations décrites par les auteurs.
- 4) Liste complète en fin de chapitre.
- 5) Kratten en Sloppen.
- 6) Huisvesting van Arman Te Amsterdam.

## TABLEAU RECAPITULATIF DES ASSOCIATIONS DE CONSTRUCTION

## DE LOGEMENTS POUR OUVRIERS EN 1903 A AMSTERDAM

	Année de Création	Nombre de Logements
Vereniging ten behoeve der arbeidersklasse	1852	710
Vereniging tot verbetering der huisvesting van de mindegoede klasse : "Salerno"	1854	88
Bouwmaatschappij concordia	1865	400
Bouwmaatschappij tot verkrijging van eigen woningen	1868	780
Woning maatschappij	1872	384
Amsterdamsche vereniging tot het bouwen van arbeiderswoningen	1875	774
Maatschappij voor volkswoningen	1893	234
Aangroeiend fonds tot verbetering der volkshuisvesting	1893	25
Bouw-onderneming "Jordaan"	1893	91
Woningmaatschappij "Oud Amsterdam"	1898	27
De vereniging van eikstichting	1898	68
Woningmaatschappij voor beambten der politie en Brandweer	1898	24
Stichting waalsche gemeente	1898	60
Stichting remonstrantsche gemeente	1898	24
	soit :	3.689 logements,

Soit 73 par an pendant près d'un demi-siècle.....

## Chapitre 2 : LA LOI DE 1901

Aux Pays-Bas, dans la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle, moins de 1% des hommes adultes étaient diplômés des universités et des grandes écoles. Pourtant, la quasi-totalité des ministres ont été des universitaires, essentiellement des juristes. Ce sont des personnalités issues de ce milieu étroit qui préparèrent et rédigèrent le texte de la loi sur le logement, annoncée dans les discours du trône de 1897 et 1898. Il s'agissait de H. Goeman Borgesius, ministre des Affaires Intérieures ; N. G. Pierson, ministre des Finances ; P. A. Cort Van der Linden, ministre de la Justice ; Drucker, président de la commission ayant élaboré la loi.

### 1) DES MESURES DRASTIQUES :

Ce texte fondamental, beaucoup plus impératif que tous ceux votés dans les autres pays européens à cette époque, avait naturellement bénéficié des cinquante années d'enquêtes précises menées depuis l'heureuse initiative de Guillaume III.

Il commence par définir les causes les plus importantes de la mauvaise réputation constatée partout :

- possibilité de louer des logements dont la mauvaise orientation nuit à la santé ;
  
- médiocres tentatives d'amélioration des logements lorsqu'ils s'avèrent inhabitables ;

- fragilité des constructions neuves qui ne répondent pas aux besoins et vont bientôt grossir le nombre des taudis ;
- nombre insuffisant de bons logements ;
- difficultés financières entraînant de larges couches de la population à se contenter d'un mauvais logement.

La loi s'attaquera à toutes ces causes et y portera remède par une série de mesures précises :

a) Chaque commune doit établir un règlement sur la bâtisse. Il devra être prêt dans les deux années suivant la mise en application de la loi. Le permis de construire ne sera attribué que si le projet détaillé satisfait aux exigences de ce règlement.

b) Chaque commune peut définir le caractère d'insalubrité d'une maison et l'interdire à la location. Elle peut également contraindre un propriétaire à faire les travaux d'amélioration nécessaires et expulser des locataires dans le cas de surpopulation en fonction de l'espace. Les articles 1 à 8 sont très détaillés en ce qui concerne les critères d'insalubrité : situation du logement par rapport à la rue, hauteur sous-plafond, eau potable, humidité, solidité de la construction, éclairage, w-c, évacuation des ordures ménagères, aménagement des chambres, etc....

Les propriétaires n'ont plus aucun ménagement à attendre, les officiers municipaux les surveilleront de près : ils doivent déclarer leurs locataires à la mairie à l'aide de formulaires spéciaux et se prêter aux enquêtes qu'effectueront le maire, ses adjoints et les membres de la commission de santé. Dans le cas d'insalubrité, le logement sera

signalé par une pancarte : "logement insalubre".

c) Chaque commune de plus de 10.000 habitants, ou ayant augmenté sa population de plus de 20 % dans les 5 dernières années, doit dresser un plan de croissance urbanistique à renouveler tous les dix ans.

d) Les municipalités peuvent prêter de l'argent à des particuliers ou à des associations se consacrant à la construction de logements ouvriers et ce pour une durée de 20 à 50 ans. Elles sont autorisées à accorder des subventions pour l'exécution d'un plan d'expropriation, les travaux d'amélioration d'un logement insalubre, l'achat de terrains ou de logements.

e) L'Etat fait des avances d'argent - à faible intérêt, 3% - aux communes et aux associations à but non lucratif désireuses de construire des maisons ouvrières.

La loi passa aisément devant la Chambre : 72 voix pour, 4 contre, mais ne recueillit qu'une petite majorité au Sénat, 25 pour, 19 contre. Quelques hardis sociaux-démocrates auraient voulu inscrire "le droit au logement" dans la loi mais les représentants du gouvernement s'y opposèrent formellement : la mise à la disposition d'un logement convenable à ceux qui n'étaient pas à même d'en payer le loyer relevait de l'assistance publique. La tâche des autorités consistait à établir des règlements visant à l'amélioration des conditions d'habitation unanimement reconnues comme défectueuses. Ces textes n'avaient pas pour but de provoquer l'illusion de remédier définitivement aux abus de la propriété immobilière.

Au cours du débat, eut lieu l'intervention folklorique de rigueur : un député conservateur déclara que les autorités s'attaquaient

au principe de la liberté individuelle, chaque homme devant savoir ce qu'il devait ou non faire dans la vie. Pour sa part, il préférait une cabane en tourbe aux casernes des grandes villes qui réservaient toujours des problèmes avec les voisins "pianistes et autres".

Ainsi les Pays-Bas s'étaient-ils lancés dans une totale décentralisation pour résoudre un problème national. La législation communale, propre à cette nation depuis le Moyen-Age, le permettait plus qu'ailleurs. A la différence de la France où, en cette fin de siècle, les partis conservateurs et même les socialistes marxistes du Parti ouvrier de Jules Guesde sont très hostiles à tout ce qui ressemble à du "municipalisme", aucune limite n'est fixée aux communes néerlandaises dans l'institution et l'administration des entreprises les plus diverses (1). Aussitôt qu'un besoin se fait sentir, elles peuvent y remédier, y compris en vendant des conserves et du poisson, comme cela se fera à Amsterdam. Avec la loi de 1901, des pouvoirs nouveaux leur étaient attribués : tout dépendait de l'attitude des conseils mais on pouvait prêter une certaine confiance à des magistrats qui se rattachaient à une tradition du bien public remontant au Moyen-Age. En France, comme leurs homologues de 1850 ne représentaient que les intérêts des propriétaires, la loi de salubrité qu'avait fait voter le Vicomte Armand de Melun par les députés Quarantehuitards n'eut qu'une application des plus restreintes (2).

## 2) LE REGLEMENT D'AMSTERDAM

A la suite de la célèbre enquête sur les logements en caves, la municipalité d'Amsterdam avait créé un service d'inspection sanitaire. Il n'était pas en mesure de faire face au surcroît de travail causé par

l'application de la nouvelle réglementation. On mit donc en place, en 1901, la "Bouw en Woningtoezicht", direction de la construction et du logement. Elle fut confiée à J.W.C. Tellegen (1859-1921), ingénieur diplômé du Polyteknikum de Delft et de tendance libérale.

L'une de ses premières tâches consista à rédiger le règlement municipal exigé par la loi. Dès 1525, à la suite de plusieurs incendies, une série de mesures avaient été adoptées mais dont très peu furent exécutées : de préférence, les maisons devaient être construites en pierres et la municipalité ne refusait pas d'octroyer des subventions dans ce but ; une cheminée était obligatoire pour faire du feu ainsi qu'un retrait muni de fosse. Un autre règlement suivit, en 1531. Il ne comporte pas moins de 23 articles destinés à empêcher les fraudes et tricheries des constructeurs de l'époque : elles se multiplieront par la suite pour devenir, au 19ème siècle, de véritables habitudes.

Il existait tout de même certaines règles prises depuis la loi municipale de 1851. Ainsi, en 1856, des normes concernant la ventilation. En 1893, création d'une commission chargée d'étudier le problème de l'humidité et des ordures. L'architecte Berlage - qui va bientôt commencer la Bourse - et son confrère Van der Pek, spécialiste de la rénovation des taudis, y siègent.

En 1903, Tellegen communique son projet de réglementation à tous les services municipaux. La commission de la santé estime qu'il n'est pas assez sévère, mais l'adopte pour l'instant. Il fallut 5 séances du Conseil pour parvenir à un accord. Le conseiller J. N. Hendrix dit sa crainte de voir environ 80 % des logements existants ne pas correspondre aux normes proposées, ce qui entraînerait de graves conséquences financières. Son collègue P. L. Tak, un social-démocrate, se lança dans une violente diatribe contre les spéculateurs et les propriétaires : la



municipalité devait assumer leur rôle. Les conservateurs déposèrent 24 amendements ; le SDAP, 41. Finalement, on s'entendit sur l'article le plus important, celui qui concernait l'interdiction de la construction de logements munis d'alcôves, 78 % de ceux destinés à la population ouvrière, selon la commission de la santé. Le conseiller J. W. Smit déclara ne pas pouvoir s'associer à cette mesure. D'après lui, la femme au foyer se montrait plus vite encline à ranger le lit quand il était bien visible. Le règlement proposé par Tellegen fut tout de même adopté par 28 voix contre huit.

Il était difficile de faire plus complet, à part l'emplacement des w-c., obligatoires mais dont la situation ne faisait l'objet d'aucune directive précise. Chaque logement devait mesurer au moins 25 mètres carrés, six mètres cubes d'air par occupant dans la vieille ville et huit dans la nouvelle. Le dossier déposé devait comporter, avec toutes les cotes, le plan du terrain, le détail de la maçonnerie, la structure de chaque étage et du toit, l'emplacement des cheminées, le dessin de la façade, etc... Il va de soi qu'une fois le permis de construire obtenu, on ne pouvait plus revenir sur le projet. Malgré ces dispositions "liberticides", c'est avec surprise que Tellegen constata, à peine un an après la sortie des nouvelles normes, que la suppression des alcôves s'effectuait sans difficultés majeures. (A Rotterdam, il faudra attendre jusqu'en 1937...).

Les années qui suivirent la mise en place de la réglementation sur la construction se caractérisent par une active recherche des justes méthodes à employer pour mettre fin aux pratiques malsaines des promoteurs et des constructeurs de logements pour les classes défavorisées. Armé de la loi de 1901 et de sa réglementation, Tellegen espère s'opposer victorieusement à ceux qui louent n'importe quoi, habitable ou non, à n'importe quel prix.

Lorsque le 1er Septembre 1905 entre en vigueur le règlement propre à Amsterdam - livret de 340 pages comprenant 7 chapitres -, le monde de la construction avait utilisé les anciennes prescriptions jusqu'à la dernière minute. Dès 1906, l'activité du bâtiment baissa notablement :

Année	Nombre de Permis	Année	Nombre de Permis
1900	881	1906	379
1901	1.062	1907	291
1902	950	1908	232
1903	1.095	1909	524
1904	1.098	1910	516
1905	1.159	1911	873

La plupart des entrepreneurs pestaient contre la réglementation. Certains se déclarèrent en faillite et il y eut même des voies de faits à l'encontre d'un inspecteur qui avait signalé l'exécution défectueuse d'un immeuble.

Dans sa lutte pour assurer un logement sain à chaque Amsterdamois, Tellegen rencontra un soutien actif auprès de l'"Amsterdamse Woningraad", groupement fondé en 1901 et dont Johanna Ter Meulen faisait partie. Cette association se donnait pour but l'amélioration du logement ouvrier à Amsterdam et dans sa proche banlieue: par ses recherches, ses informations et ses avis, elle a joué un rôle important dans la réinsertion des prolétaires au sein de la communauté urbaine.

La nouvelle loi constitua un moteur stimulant pour les associations de construction qui apparurent dès le début du XXème siècle. La première à se créer à Amsterdam fut la coopérative de construction "Rochdale", association lancée par les travailleurs du tramway et dont les statuts datent de novembre 1903. En 1909, elle obtient le bail emphytéotique d'un terrain de 845 M2 dans la Van Benningenstraat. Confié à Van der Pek, architecte social déjà bien connu, le bloc de logements se présente comme novateur : plus d'alcôves mais des chambres indépendantes ; w-c avec chasse d'eau installé dans l'entrée ; un poste de lavage au grenier avec arrivée de gaz (il ne fonctionna pas car les femmes ne changèrent pas leurs habitudes et continuèrent à faire leur lessive dans la cuisine).

En 1915, Amsterdam comptera 20 associations pour la construction d'habitations ouvrières : elles ont à leur actif 3.864 logements dont 2.756 construits grâce aux fonds dégagés par la loi de 1901. Certaines d'entre elles bénéficièrent de l'aide de philanthropes éclairés. Ainsi l'"Amsterdams Bouwfonds" qui se vit offrir, en 1906, par le Dr. C. W. Jansen, 8 immeubles comprenant 30 logements, sur la DA Costarade, plus 3 autres totalisant 32 logements sur la Polanenstraat. L'année suivante, l'association lança son propre programme, 32 appartements sur l'Agatha Dekenstraat.

### 3) FLORENTINUS MARINUS WIBAUT

Il fallait bâtir mais moderniser et rénover n'était pas moins urgent et Tellegen s'y employa sans désespérer. Sous son impulsion, le tout à l'égout fut peu à peu mis en place - il ne le sera totalement qu'en 1936, comme à Paris - et les locataires purent s'adresser à son service pour des réclamations qui concernaient surtout l'état défectueux

des canalisations et des cheminées. Elles étaient examinées et les propriétaires devaient exécuter les réparations nécessaires. Dans les cas graves, l'interdiction absolue d'habiter fut prononcée sans hésitation : 3.739 fois entre 1904 et 1915.

La commission de la santé jouait un rôle important dans le signalement des locaux insalubres. C'est ici qu'apparaît une personnalité sans laquelle la ville d' Amsterdam ne serait peut-être pas devenue le phare du logement social dans l'entre-deux-guerres, nous voulons parler de Florentinus Marinus Wibaut (1859-1936). Né à Vlissingen dans une famille bourgeoise très catholique, il avait d'abord voulu se faire prêtre. Elève de l'école de commerce d'Amsterdam, il lit Voltaire, Rousseau, Renan et se prend à douter. Entré dans une firme de négoce international, il se distingue très vite et voyage beaucoup, en Europe et aux U.S.A. Muni d'une solide formation économique, il s'intéresse aux problèmes sociaux et se sent proche du socialisme de la "Fabian society".

Après avoir soutenu financièrement des mouvements de grèves, Wibaut s'inscrit avec sa femme au SDAP, en 1897. Sept ans plus tard, il s'installe à Amsterdam, la "ville rouge", et devient le leader du district 9. Elu au conseil municipal en 1907, le voici membre de la Commission de la santé. On le verra visiter les taudis, vêtu d'un costume spécial, comme il l'a raconté dans ses Mémoires : "De retour à la maison, je le mettais au grenier car je ramenaient souvent de la vermine. En rentrant, j'allais immédiatement sous la douche et j'enfilais des sous-vêtements propres".

Avec un militant de cette trempe, la Commission de la santé ne chôma guère et s'attira le mécontentement d'une partie de la population : il n'est pas encore possible de proposer des logements neufs ou rénovés

en échange des taudis et il n'y a pas de place pour tout le monde dans les centres d'hébergement qui ont été ouverts. "C'est pas assez qu'on doit vivre dans des taudis, lance une ménagère à un enquêteur, il faut en plus qu'on déménage tout le temps". Ou bien encore, cette tirade significative : "Zut, monsieur, laissez-nous habiter ici. J'ai 74 ans, je suis née dans cette cave. Mon homme fait 76 et trouve ça bien aussi. On n'a jamais vu le docteur. Si on veut de l'air, on va dans la rue. J'ai eu 12 enfants ici et seulement 2 de morts. S'organiser les places pour dormir c'était un tour de force mais on se débrouillait. On était une bonne famille, tous mariés, tous en bonne santé".

Pourtant, la loi de 1901 contient des dispositions uniques au monde : l'article 32 permet aux communes de disposer de fonds "afin de pourvoir aux frais de déménagement des personnes dont les logements ont été ou interdits ou expropriés". A Amsterdam, le déménagement est remboursé et la municipalité paie le nouveau loyer pendant plusieurs semaines.

Une statistique de 1910 prouve que la plupart des habitants des logements insalubres ont bien quitté leur domicile initial : 76 % des familles expulsées ont obtenu un logement de meilleure qualité - mais plus cher - ; pour 22 %, cela n'a fait guère de changement ; pour 2 %, ce fut pire.

Tableau des déclarations de locaux interdits à l'habitation,  
de 1904 à 1915, à Amsterdam

---

<u>Dates</u>	<u>Caves</u>	<u>Autres Logements</u>	<u>Total</u>
1904		12	12
1905	49	226	275
1906	68	260	328
1907	61	556	617
1908	108	355	463
1909	21	556	577
1910	122	612	734
1911	159	137	296
1912	29	372	401
1913	16	7	23
1914	4	9	13
1915			

Au 31 décembre 1909, la situation du parc des logements à Amsterdam (566.131 habitants) se présentait de la façon suivante :

<u>Type de logement</u>	<u>1 Personne</u>	<u>1 à 2 Pers.</u>	<u>2 à 3 Pers.</u>	<u>3 à 4 Pers.</u>	<u>4 à 6 Pers.</u>	<u>6 et plus</u>	<u>TOTAL</u>
1 pièce	8.058	2.937	1.500	994	1.216	691	15.396
2 pièces	11.961	8.887	5.077	2.352	1.018	34	29.329
3 pièces	14.743	13.749	4.475	729	39	2	33.737
4/5 pièces	27.191	14.340	1.609	52	4	-	43.196
6/7 pièces	6.806	1.386	23	9	-	-	8.224
8 pièces et +	4.918	252	18	-	-	-	5.188

Le surpeuplement est manifeste et le marché du logement ne peut répondre à l'accroissement démographique, à moins de revenir à la situation ancienne, désormais insupportable. Il faut tout de même mettre en veilleuse la procédure d'insalubrité sous peine de difficultés inextricables. (En 1909, 577 logements ont été déclarés insalubres à Amsterdam). Les associations de construction ne sont toujours pas en mesure de se lancer dans des programmes de milliers de logements qu'il conviendrait de mettre en oeuvre dans les plus brefs délais. Tant qu'on n'offrira pas de loyers, non en fonction de la dimension des logements mais de ce que la famille peut réellement payer, on n'aura rien fait pour résoudre vraiment le problème.

C'est la position que Wibaut défend devant le 10ème Congrès international des Habitations à Bon Marché tenu à la Haye, en septembre 1913. Il présente la société "De Arbeiderswonig", fondée en 1906, qui a posé en principe que la grandeur d'une habitation ne devait pas influencer sur le montant du loyer. Le nombre des enfants doit décider si une famille recevra un logement pourvu de 2, 3, 4 ou 5 chambres. Le loyer dépendra des revenus du ménage, il n'excédera pas le 6ème de ceux-ci. Le déficit qui apparaîtra annuellement sur le compte d'exploitation sera couvert par une subvention de l'Etat et de la commune. Normalement, le loyer moyen devrait être de 3,30 florins par semaine. Or le maximum a été défini à 2,50, le minimum à 1,80.

Cette opération pilote est en train de débiter. Berlage a édifié un bloc de 700 logements dans le "Indische Buurt" - quartier où les noms des rues évoquent les Indes néerlandaises - pour le compte de la société "De Arbeiderswonig" (1912-1915). Il y a donc déjà d'heureux élus mais il faut aussi s'occuper des autres : le service du logement d'Amsterdam ne chôme pas car les plaintes des locataires lui arrivent à chaque courrier. En 1911, 2.834 réclamations (y compris celles déposées



par les inspecteurs) ont été examinées. Elles ont donné lieu à 7.931 améliorations, dont :

- 4.616 concernent les canalisations d'évacuation,
- 740 réparations d'entretien,
- 458 poses de parois incombustibles
- 394 installations de plafonds,
- 381 améliorations de la ventilation et de l'éclairage.

En 1912, dans 2.478 immeubles, 9.717 réparations intéresseront 4.385 appartements.

#### 4) UNE OFFENSIVE SOCIALE-DEMOCRATE

En 1911, les sociaux-démocrates du conseil municipal d'Amsterdam - ils sont 9 - proposent que la ville prenne en charge la construction de 2.000 logements dont le loyer ne dépasserait pas 2,50 florins par semaine. Ce montant ne permet pas une exploitation rentable : la municipalité et le gouvernement devront payer la différence, ce qui était conforme à un article de la loi de 1901 dont personne n'avait encore osé se servir. Les libéraux du Conseil - majoritaires à cette époque -, très méfiants vis-à-vis de tout ce qui venait de leurs adversaires, usèrent alors de tous les procédés dilatoires possibles pour empêcher la discussion du dossier.

Cependant, au cours de l'élaboration du budget pour 1914, le SDAP insista pour obtenir la nomination d'un de ses membres à un nouveau poste de 6ème adjoint chargé des affaires de logement. En mars 1914, Wibaut s'installa à ce poste-clé et il pressa Tellegen d'étudier sérieusement

"le plan des 2.000".

Lorsque celui-ci rendit sa réponse, le chiffre initial s'élevait à 3.500 logements :

- 1.200 pour les expropriés de Vilenburg et du Jordaan ;
- 1.500 pour résoudre le problème du manque de production ;
- 800 pour remplacer les logements détruits afin d'améliorer l'infrastructure de la ville.

En outre, 800 logements seraient mis en chantier annuellement jusqu'en 1922, ceci afin d'absorber l'accroissement démographique prévu.

Le 25 juin 1914, Wibaut reçoit le rapport de Tellegen. Le 30 juillet, il doit être discuté. La première guerre mondiale éclate ce jour-là et, en raison des circonstances, le maire demande l'ajournement. Wibaut refuse. Après quelques heures de délibérations, le collège municipal au complet donne son accord au projet. Il sera publié, le 20 octobre, dans le bulletin municipal.

Cette fois, un saut quantitatif avait été effectué. Jusque-là, on s'était contenté, un peu partout aux Pays-Bas, de mini-réalisations portant sur quelques centaines de logements. Ce chiffre de plusieurs milliers portait en lui-même une dynamique prometteuse.

Le 31 mars 1915, se déroule une réunion extraordinaire du conseil municipal sous la présidence de Tellegen, devenu maire - il le sera jusqu'en 1921 - et qui va surtout porter sur la définition des limites du champ d'action de l'assistance publique. Il fallait en effet fixer certaines règles : la Commission de la santé propose que le loyer

des plus pauvres ne dépasse pas 1 % de leur salaire. En revanche, elle ne voyait aucun inconvénient à ce que, pour les plus aisés il atteignit jusqu'à 20%. La municipalité devait-elle aussi prendre en charge ceux qui ne pouvaient payer plus de 1,80 florin par semaine et les familles asociales qui ne voulaient rien payer du tout ?

La majorité du conseil était maintenant acquise à la "municipalisation" du problème du logement dont Wibaut se faisait le porte-parole vigoureux. Il affirmait que l'élan donné par la construction municipale serait profitable à l'ensemble des professions du bâtiment et constituerait un élément de lutte contre le chômage. Au cours des débats, on fit également remarquer le taux anormal de mortalité dans les quartiers de taudis et l'amélioration constatée dans les complexes des associations philanthropiques. En particulier concernant la rougeole et la coqueluche qui se révélaient surtout mortelles pour les enfants des pauvres.

Les libéraux tremblaient devant les conséquences financières de l'opération, totalement imprévisibles dans le chaos européen de l'heure. "Alors que presque tous les hommes du globe sont en train de se battre, lança un conservateur, alors que personne ne sait très bien comment sera la carte de l'Europe dans 6 mois, le maire et les adjoints arrivent et expliquent calmement qu'ils demandent le vote d'un budget de 25 millions de florins pour une amélioration partielle de la situation du logement à Amsterdam !"

A la surprise générale, l'un des membres du Conseil, connu par ses avis pessimistes et alarmistes dès qu'il s'agissait de dépenses, le conseiller Van Tienen, se prononça en faveur du projet : la municipalité se constituait un patrimoine immobilier considérable. Si l'on comparait cette dépense à d'autres, on pouvait parler ici d'économie. (Il se

référait à la question des frais d'enseignement : pour les parents incapables de régler les dépenses de scolarité, un tarif réduit était accordé). En fin de compte, la proposition Tellegen-Wibaut fut votée par 31 voix contre 13. Sans bien s'en rendre exactement compte, Amsterdam venait d'entrer dans la voie du "Socialisme municipal".

#### 5) LES CONSEQUENCES DE LA GUERRE

En tout état de cause, les Pays-Bas subissaient de plein fouet les conséquences d'un conflit auquel ils avaient refusé de prendre part et qui les obligeaient à un effort militaire sans précédent et coûteux : 350.000 hommes sous les armes et 350.000 en réserve. Du jour au lendemain, les communications avec les colonies du Sud-Est asiatique furent interrompues et certains produits disparurent du marché :

<u>Dates</u>	<u>Tabac</u>	<u>Café</u>	<u>Thé</u>	<u>Coprah</u>
1913	11.600	21.700	3.300	33.000 (Tonnes)
1918	265	863	13	107

Avec la guerre sous-marine à outrance, qui débute en février 1917, c'est l'arrêt complet du trafic maritime : en 1913, le total des navires entrés dans les ports hollandais s'élevait à 32 millions de tonnes, il s'effondra à 3.653.000, en 1917. Le rationnement était déjà entré en vigueur le 19 septembre 1916 et toute l'économie va passer peu à peu dans les mains de l'Etat, avec l'approbation des socialistes qui voient leurs effectifs s'accroître : en 1919, le SDAP comptait 645

sections et 49.000 membres. La guerre a donc été un désastre économique pour les Pays-Bas, contrairement aux idées reçues. Le prix des produits nationaux - navires, fournitures agricoles - est monté à l'intérieur au niveau des prix fantastiques payés par les belligérants demandeurs ; le prix des produits étrangers a encore dépassé ceux-ci, en raison de la raréfaction des marchandises.

Comme d'habitude en ces circonstances, certains spéculateurs s'enrichirent de la pénurie, surtout aux frontières. Il y eut même des déclarations de torpillages qui étaient fausses : les navires avaient été coulés par les armateurs pour toucher les primes. On vit presque la famine à Amsterdam, des émeutes éclatèrent au moment des distributions de pommes de terre (3). Politiquement, le gouvernement se montra assez habile pour apporter aux masses quelques compensations : le suffrage universel - en 1913, 68% de la population mâle avaient le droit de vote - fut établi en deux temps. Pour les hommes, en 1917 ; pour les femmes, en 1919. Le SDAP avait plus que doublé son effectif depuis 1911, de 10.000 à 26.000 inscrits, et le nombre des abonnés à ses journaux confirmait cette progression, de 11.000 avant la guerre à 30.000 en 1914.

La situation économique générale ne manqua pas de contrarier le programme de logements voté par le Conseil municipal d'Amsterdam. Le premier impératif s'avérait l'approvisionnement de la ville et Wibaut s'en chargea. Les matériaux de construction - de plus en plus rares -, l'entretien des logements, les frais d'exploitation, tout renchérisait de mois en mois. L'investissement des capitaux privés dans la construction devint pratiquement nul. Il fallut, comme dans toutes les nations en guerre, prendre une série de mesures inédites. La ville d'Amsterdam conclut un traité avec les sociétés de construction par lequel elle s'engageait à payer pendant 5 ans les frais de majoration résultant des circonstances citées plus haut. Faute de matériaux lourds,

on se rabattit sur le bois pour construire des baraquements démontables. En 1917, une loi interdit l'augmentation du loyer des logements à valeur locative minime sans l'autorisation d'une commission instituée à cet effet.

Devant l'ampleur des nouvelles tâches qu'elle s'était données, la municipalité d'Amsterdam, le 25 juin 1915, décide de créer un service du logement, le "Woningdienst", distinct de celui de la construction. A sa tête, est placé l'ingénieur Arie Keppler (1876-1941), beau-frère de Wibaut. Ce département - qui finira par occuper 222 personnes en 1920 - sera responsable de l'entretien courant mais aussi de l'établissement de plan-types, retravaillés ensuite par des architectes ayant oeuvré pour les associations et qui dessineront les façades. Celles-ci subiront le contrôle de la "Schoonheidcommissie" (Commission de la Beauté), chargée, à partir de 1915, de surveiller la qualité architecturale de toutes les constructions urbaines.

La tâche prioritaire du service, dès son installation, fut de s'occuper des réfugiés. Nombre de Néerlandais, naguère installés en Belgique, avaient fui ce pays occupé par l'armée allemande et étaient arrivés à Amsterdam. De plus, dans la nuit du 13 au 14 janvier 1916, la digue du zuyderzee se rompit et une nouvelle vague de réfugiés se présenta. Or il n'y a plus rien à louer dans la ville. En 1916, seuls 316 logements, soit 0,23% du parc immobilier sont libres à Amsterdam à cause de leur prix élevé. Sur les 48.500 logements à bon marché - loyer ne dépassant pas 3 florins par semaine -, 18 restent encore vacants.

Il fallut donc construire des baraquements en bois, ce à quoi Wibaut et Keppler ne se résolurent qu'à contre-cœur. Sur un terrain destiné à devenir un parc, dans le Nord de la ville, de l'autre côté de l'Ij, on établit une chape de béton armé destiné à recevoir 306

logements, une boutique, 5 garages à charrettes et un poste de pompiers. Les travaux durèrent quatre mois et demi. A la fin de 1917, le village d'Obelt - les "caisses à oranges" de Wibaut, comme on le surnommait - regroupait 1.625 habitants dont 624 enfants. L'année suivante, on lui rajouta même une nouvelle tranche. L'ensemble fut utilisé pendant douze ans, ses derniers habitants le quittèrent en août 1929.

Un problème délicat avait donc été résolu vite et bien mais d'autres se posaient au Woningdienst. C'est ainsi qu'il n'existait pas à Amsterdam d'agences immobilières offrant des logements à bon marché, celles en place ne s'occupant que des locations au mois ou à l'année. Pour trouver à se loger, ouvriers, employés et artisans devaient faire du porte à porte.

Le Woningdienst eut alors l'idée de créer une bourse des logements, initiative que le Conseil municipal approuva en juillet 1917. Désormais, les propriétaires - publics et privés - étaient obligés de déclarer leurs locaux vacants et d'en indiquer le prix, sous peine de prison et d'amende. Toutes leurs offres étaient réunies dans une publication hebdomadaire, "Le journal du logement", à deux cents le numéro. On pouvait se le procurer auprès du Woningdienst et dans tous les kiosques à journaux de la ville. A la fin de 1917, 34.725 exemplaires de cette feuille avaient été vendus. La publication en fut arrêtée en 1920, à cause de l'étroitesse du marché ; elle reprit en 1925, pour quelques mois. La bourse avait offert en 1917, 300 fonds de commerce, 1.800 logements ; en 1918, 600 fonds de commerce et 5.500 logements.

Grâce aux recensements de 1899 et de 1909, la municipalité d'Amsterdam commençait à être bien informée de la situation du parc immobilier de la ville. Elle créa donc un fichier sommaire que Tellegen

décida, en 1915, de compléter par ses propres services. Du 14 au 23 février 1916, ce recensement fut exécuté par 104 agents. On repéra 137.633 logements à Amsterdam, soit 2% de moins qu'en 1909. L'explication de cette baisse tenait au fait qu'auparavant on avait compté les pièces sous-louées comme des logements indépendants. Les cuisines, les alcôves, les caves, les greniers avaient été dénombrés comme des pièces :

- 1.509 logements en caves furent repérés,
- 1.398 logements vides,
- 18.950 logements dos à dos (9.435 devant, 9.515 derrière),
- 14.912 logements servant aussi de lieu de travail.

En 1919, nouveau recensement des logements qui apporte d'intéressantes précisions sur l'évolution en cours à Amsterdam.

a) logements jumelés (dos à dos) :

Parmi les logements ayant une entrée commune, il y avait, en 1919, 18.719 appartements de ce type, 1.775 de moins que 10 ans auparavant. Cette diminution était due à la combinaison de deux logements en un seul. Le mouvement s'accroissait car ce mode de construction était maintenant abandonné par les particuliers.

b) alcôves :

Au recensement de 1909, figuraient 64.397 alcôves. Totalemment prohibées depuis, elles avaient presque disparu à la fin de la guerre.

c) logements-caves :



Leur nombre est passé de 5.103 en 1858 à 1.335 en 1919.

Toutes les familles politiques et spirituelles des Pays-Bas ont maintenant pris conscience de l'importance du logement dans la promotion des valeurs morales qui soudent fortement ce pays. Dans le communiqué des évêques du 26 septembre 1916, qui est considéré comme la charte fondamentale du syndicalisme catholique aux Pays-Bas, il est expressément précisé que celui-ci doit s'occuper de procurer à l'ouvrier ce qui peut favoriser la prospérité du foyer, une habitation saine et à bon marché. Dès avant la guerre, des sociétés de construction se réclamant du catholicisme - en particulier chez les mineurs du Limbourg - commençaient à oeuvrer avec autant de souci dans le détail que les socialistes d'Amsterdam.

Aux élections législatives du 3 juillet 1918, le SDAP emporte 22 sièges, chiffre trop faible pour s'opposer à la coalition Libéraux-Catholiques-Protestants qui gouvernera les Pays-Bas jusqu'en 1940. Dès avant la guerre, il s'est coupé de son aile gauche, les "tribunistes", qui seront à l'origine du "Parti communiste hollandais", avec l'astronome Anton Pannekoek et Henriette Roland-Host. La majorité des travailleurs restera fidèle au SDAP, longtemps très implanté dans l'administration provinciale et municipale mais qui n'accédera au gouvernement central qu'après 1945.

Les représentants de ce parti social-démocrate sont les équivalents des "possibilistes" français de la fin du 19ème siècle - les fidèles du Docteur Paul Brousse, eux aussi "municipalistes" convaincus - avec cette différence majeure qu'ils ont réellement exercé un certain pouvoir, ainsi à Amsterdam.

---

## NOTES

1) S. Gargas, Les finances municipales aux Pays-Bas, in Revue de science et de législation financières, juillet-septembre 1930.

2) Voir notre ouvrage, Les origines du logement social en France, 1966.

3) Par le plus grand des hasards, trois livres ont été écrits en français sur les Pays-Bas pendant la guerre de 1914-1918 : G. H. Bousquet, L'évolution sociale en Hollande 1914-22, Paris, Marcel Rivière, 1923, 144 p. ;

A. Nygh, La politique financière des Pays-Bas pendant la guerre, La Haye, M. Nijhoff, 1923, 130p. ;

H.W.C. Bordewyk, Les finances aux Pays-Bas à la fin de la guerre, Ed. du Monde Nouveau, 1931, 130p.

### Chapitre 3 : L'ECOLE D'AMSTERDAM

#### 1) HENDRIK PETRUS BERLAGE :

Il est impossible de traiter d'architecture contemporaine à Amsterdam sans rencontrer d'abord H. P. Berlage (1856-1934). Enfant de la ville, son père tenait une position éminente dans la bourgeoisie libérale éprise des idéaux du 18ème siècle français, Liberté, Egalité, Tolérance et Progrès : ils conduiront certains "fils de famille" jusqu'au socialisme et même encore plus loin, après la Révolution d'Octobre.

En tout état de cause, soulignons que le socialisme néerlandais ne sera jamais révolutionnaire - il repoussera plus tard toute alliance avec les communistes - et restera dans la ligne du programme de Gotha (1875) en pratiquant le marxisme de la façon la plus souple, dans l'indifférence à la forme du gouvernement. Berlage adhérera très tôt à ce nouvel idéal - il écrira dans la revue progressiste "De Kroniek" - tout en se montrant persuadé du rôle majeur des architectes dans l'édification d'une société plus juste, ce qui est également, à cette époque, l'idéal de W. Morris, rénovateur de l'art décoratif en Grande-Bretagne et socialiste utopique bien connu aux Pays-Bas.

En 1874, le jeune Berlage obtient le diplôme de l'école des Beaux-Arts d'Amsterdam. Il veut se consacrer à la peinture, peut-être à l'imitation du frère de son père, un artiste connu dans la ville. Puis il décide de devenir architecte et s'inscrit au Polytechnikum de Zürich où il étudiera pendant 3 ans, de 1875 à 1878. Là, il subira l'influence du théoricien allemand - auteur de l'Opéra de Dresde - Semper qui dominait l'école mais il lira aussi Viollet-le-Duc, comme tous les futur<sup>s</sup> novateurs de sa génération. De retour aux Pays-Bas, son père lui

permettra d'entreprendre un voyage en Europe, Italie, Allemagne, Autriche, durant un an.

En 1884, Berlage participe au concours de la Bourse d'Amsterdam, temple du capitalisme néerlandais. Malgré les 199 projets présentés, l'affaire n'aura pas de suite pour l'instant et Berlage commencera une série de bars pour Lucas Bols, dont un à Paris, 32 Boulevard des Italiens. Pour son ami Carel Henny, directeur d'une puissante compagnie d'assurances, il construira ensuite différents immeubles de bureaux dans plusieurs villes des Pays-Bas et jusqu'en Indonésie. Grâce à ce bourgeois éclairé, Berlage fondera en 1900 une petite société destinée à faire le pendant des "Arts and Crafts" britanniques et pour laquelle il dessinera des meubles.

Bien qu'il soit l'ami de Van der Pek, praticien renommé de la construction de logements ouvriers et du curetage des taudis, Berlage ne semble pas s'intéresser très tôt à ce problème. Dans une conférence sur l'habitation de l'homme, à son retour de l'exposition universelle de 1889 à Paris, il n'évoque pas la rue des habitations ouvrières - en vraie grandeur -, édiflée sur l'esplanade des Invalides, ni le premier congrès international des habitations à bon marché qui avait duré trois jours. A cette époque, la question du logement n'est encore pour lui qu'un problème d'esthétique et de style.

C'est en 1896 que Berlage est chargé de la construction de la Bourse, monumental édifice qui va imposer un idéal d'objectivité constructive, à la fois dans le refus des artifices comme des exploits techniques. D'importantes demandes de logements ouvriers vont être passées au Maître par les associations, 48 appartements dans la Tolstraat (1910-1913) ; un immeuble dans la Zaagmolenstraat (1911-1915) pour "De Arbeiderswoning" ; le quartier indien, (1912-1915) (3 blocs comprenant 74

logements) ; l'ensemble de la Transvaalstraat (1911-1913). Dans ce projet, Berlage mélange des bâtiments de plusieurs niveaux et une typologie de trois appartements en surmontant deux, système déjà employé par Leliman, dans son projet de Zeeburgerdijk.

A cette époque, Berlage s'associe avec J. C. Van Epen (1880-1960), architecte de la génération suivante, pourtant plus expérimenté que lui dans le domaine des logements sociaux. Les deux hommes commencent un nouveau projet dans le nord de la ville près de Spreeuwenpark. Van Epen y expérimentera un 3/2 plus raffiné et il utilisera les bow-windows pour rythmer les façades. Ce jeune architecte accorde une grande importance au confort du logement et il sera dans les premiers à lutter pour que chaque foyer dispose d'une douche. Il remarquait en effet que les établissements de bains municipaux étaient toujours pleins à la même heure, après le travail, et que leur capacité d'accueil n'atteignait nullement les prétentions des autorités qui les prônaient. (Il faudra cependant attendre 1933 pour que l'obligation de la douche dans chaque appartement soit notifiée dans le règlement d'Amsterdam).

Durant la guerre, Berlage, en équipe avec deux autres confrères, J. Gratama (1877-1947) et G. Versteeg, construit 803 logements dans le Transvaalbuurt. Un certain pittoresque historique s'y remarque, avec l'usage des pignons à redents, traditionnels dans l'architecture flamande ; ils ont été dessinés par Gratama.

Dans cet ensemble, il s'installe une forte population juive travaillant dans les tailleries de diamants et dont les sympathies pour le SDAP n'empêchent pas les liens très étroits gardés avec le rythme de vie traditionnel.

## 2) LE PLAN-SUD D'AMSTERDAM

Berlage ne s'est pas vraiment intéressé au logement ouvrier avant la fin de la guerre, comme nous le verrons plus loin, mais de grandes visions urbaines le hantaient depuis longtemps, ainsi que le prouve l'article qu'il avait écrit, dès 1883, dans le "Bouwkundig Weekblad". Intitulé "Amsterdam et Venise", il portait sur la monumentalité en relation avec la situation urbanistique dans les deux villes. Selon lui, l'architecture d'un bâtiment n'est pas seulement le résultat d'une analyse de plans et d'une doctrine stylistique, elle est influencée par le caractère formel de la ville dont elle doit refléter l'image. Cette vision esthétique, Berlage va devoir l'appliquer en succédant aux premiers planificateurs de sa ville natale.

Durant les années 1898-1899, le directeur des travaux publics de la municipalité, L. C. M. Lambrechtsen, avait dessiné un plan d'extension qui poursuivait la logique concentrique de la ville traditionnelle. Les échevins le refusèrent et on fit appel à Berlage par lettre du 28 mars 1900. Celui-ci abandonna le schéma ancien pour polariser de nouveaux tracés autour de deux grandes places animées par des bâtiments publics auxquels Berlage tenait tout particulièrement : il semble avoir emprunté cette conception à l'urbaniste autrichien Camillo Sitte, très à la mode depuis la parution de son ouvrage, "L'art de bâtir les villes" (1889). L'une des deux places était implantée dans le quartier bourgeois. Un opéra, un bazar, un établissement de bains, un bâtiment de services municipaux, une caserne de pompiers et un poste de police l'entouraient. L'autre serait le point central d'un quartier populaire. On y trouverait une maison du peuple, des bâtiments pour les coopératives et les associations, également un grand magasin. Ce plan fut adopté le 11 janvier 1905.

Il ne reçut cependant qu'un timide commencement d'exécution et Berlage alla se faire la main ailleurs, en 1907 à 'S-Gravenhage et, en 1911, à Purmerend. En 1913, on parle d'ajuster le plan à de nouveaux besoins, en particulier la nécessité d'un anneau ferroviaire autour de la ville avec une gare au sud. Outre cette station, il était demandé à Berlage de placer un hôpital, des écoles, des bâtiments pour les services des travaux publics, quatre remises de tramways, une académie de Beaux-Arts, une banque, etc... Le même phénomène de volonté d'occupation maximale par les institutions se retrouvera à Paris, après la première guerre mondiale, quand il s'agira de disposer des terrains de l'ancienne enceinte fortifiée de Thiers que devait primitivement remplacer une "ceinture verte".

Le nouveau plan fut accepté le 26 octobre 1917. En fait, Berlage créait une nouvelle ville, le pendant des canaux du centre historique. Prévoyant des logements sociaux et sauvegardant le monumental et le pittoresque, il satisfaisait à la fois les Sociaux-Démocrates et les Libéraux. De toute manière, le maître restait à jamais marqué par le culte du classicisme européen qui signifie rythme et symétrie. Il y demeurera toujours fidèle, même dans ses nombreux travaux décoratifs où il semble parfois touché par la grâce de l'Art Nouveau.

### 3) LA PREMIERE ECOLE D'AMSTERDAM :

Dans ce qu'on pourrait appeler la première école d'Amsterdam, dominée par Berlage et dont l'orientation fut nettement rationaliste, plusieurs personnalités se détachent. Elles appartiennent à un cercle dénommé "Architectura et Amicitia", société théosophique et maçonnique à

la fois, tout à fait indemne de la moindre contamination révolutionnaire et oeuvrant dans la discrétion qui convient aux véritables élites : nulle part, la franc-maçonnerie n'a jamais été ouverte à la classe ouvrière.

L'un des animateurs les plus remuants de ce groupe fut Karel Cornelis de Bazel (1869-1923). Il travaillera plusieurs années dans l'agence de P.J. H. Cuypers - auteur du Rijkmuseum et de la gare centrale d'Amsterdam - où il rencontrera J. L. M. Lauweriks (1864-1932). Celui-ci deviendra son ami et ils s'installeront, en 1895, suivis par H. J. M. Walenkamp (1871-1933), personnage tourmenté qui sera constamment écartelé entre l'architecture et les recherches graphiques. Ces jeunes gens lisent beaucoup, même des auteurs anarchistes, et sont influencés par W. Morris et les recherches de l'Ecole de Glasgow : De Bazel dessinera beaucoup de mobilier qui se rattache à la version néerlandaise de l'Art Nouveau. On ne le trouve pas impliqué dans le logement social avant 1916, année dans laquelle il commence un complexe de logements - 232 - situé Van Beuningenplein. A la même époque, il établit un autre projet pour la municipalité, les 232 logements de la Spaarndammerdijk où il utilise la même façade que précédemment.

Dans l'ensemble, c'est un bon travail rationaliste sans références historiques. Très actif sur le plan associatif, De Bazel sera, en 1903, l'un des fondateurs de l'Union des Architectes néerlandais (BNA) dont il occupera le poste de premier président. La fin de ce maître comblera son âme de théosophe : il mourra dans le train qu'il prenait pour se rendre à l'enterrement de Michel de Klerk. Le nouveau chef d'école se faisait accompagner dans l'au-delà par l'un des plus éminents de ses anciens....(1).

Avec Walenkamp, autre fidèle du cercle Amicitia, se révèle une personnalité raffinée qui commence à s'intéresser au logement dès 1906 :



on lui doit un petit ensemble pour intellectuels et artistes et une maison de campagne pour plusieurs familles inspirée de la villa Rotonda, de Palladio. La cuisine, la salle à manger, la bibliothèque et le hall sont considérés comme des pièces communes. En 1911, la société "Het Westen" lui demandera les plans de deux blocs de 800 logements destinés à une élite ouvrière qui peut payer trois florins de loyer par semaine. Walenkamp exploite au maximum le terrain en plaçant les logements en double épaisseur et en réunissant, autour d'un puits de lumière, le hall d'entrée, l'escalier et les cuisines. L'ensemble a une belle allure médiévale avec des pignons que frappent un oculus. Peu après, l'architecte établit un curieux projet où le dernier étage est rythmé par des arcatures néo-mauresques séparées par des pergolas. Un jardin occupe le centre du bloc, comme Van der Pek venait de le réaliser dans l'Indische Buurt. Walenkamp terminera sa carrière par le Zaanhof, toujours pour "Het Westen" (1919), une vaste cour bordée d'immeubles de 3 et 4 niveaux que cantonnent des tours néo-romanes. Après 1918, Walenkamp ne construira plus rien. Il travaillera pour des amis, tel Berlage, et se consacrera à des travaux graphiques.

Parmi les proches du Maître, distinguons encore W. Kromhout (1864-1940) qui grandit en Indonésie où son père était ingénieur. D'abord diplômé comme professeur de dessin d'architecture, on note ensuite sa présence à l'Académie d'Anvers avant de le voir s'installer comme architecte à Amsterdam où il sera membre d'"Amicitia" : il travaille régulièrement dans sa revue, de 1893 à 1896. Berlage remarque son travail : sous son influence, Kromhout, en 1898, pour le décor de la fête royale, brisera la tradition des arcs de triomphe en bois et papier mâché pour mettre en place un décor de fête populaire. L'oeuvre majeure de Kromhout, construite en 1899-1900, c'est "L'American Hotel", un bâtiment où se retrouvent diverses influences qui ne sont pas toutes d'inspiration rationaliste : elles pourraient faire classer cet édifice

comme une production néo-médiévale. Kromhout n'a pas construit de logements sociaux - on connaît de lui un projet de cité-jardin à Rotterdam - mais sa recherche d'une nouvelle esthétique le place parmi les inspireurs de la deuxième école d' Amsterdam. Il annoncera aussi l'avenir puisqu'en 1920, il sera le cofondateur, avec Michel Brinkman, du groupe fonctionnaliste "OP BOUW" de Rotterdam....

#### 4) NOUVELLES PREOCCUPATIONS

Le Congrès sur le logement qui eut lieu à Amsterdam, les 11 et 12 février 1918, donna à Berlage l'occasion de s'exprimer enfin - à 62 ans - sur une question essentielle pour ses amis sociaux-démocrates. Le but de la réunion était en effet de trouver des solutions rapides pour construire, ce qui amenait à parler de normalisation et de standardisation. L'ingénieur J. Van der Waerden, alors directeur du service de la construction d'Amsterdam, mit l'accent sur ce point. La normalisation des matériaux et la sélection d'un certain nombre de plans-types permettraient des économies, à la fois sur le prix de revient de la construction et sur celui du temps passé sur le chantier. A cette époque, seule l'Allemagne était entrée dans la voie de la normalisation, mais uniquement dans le domaine de l'industrie et des formulaires administratifs.

Van der Waerden, avec ses 9 types de maisonnettes - de 36 à 56 m<sup>2</sup> - disposées en bandes, revenait à des pratiques anciennes mais il avait conscience du fait que ces logements-types pouvaient devenir un danger pour l'image des villes : il comptait sur la commission de la normalisation pour veiller à leur esthétique. Toutefois, Van der Werden allait plus loin encore en se déchaînant contre l'initiative

individuelle" - si chère au 19ème siècle - même à travers les associations : selon lui, celles-ci avaient fait la preuve de leur incapacité à résoudre le problème. La municipalité devait prendre totalement l'affaire en main. On ne laisserait aux associations que le choix du terrain et du plan masse, en utilisant les plans-types procurés par une commission. Il fallait aussi créer une organisation pour l'approvisionnement et la distribution des matériaux et ne pas hésiter devant une procédure de réquisition.

Les audacieux propos de Van der Waerden soulevèrent l'indignation des architectes : ils voyaient dans les plans-types une entrave à leur créativité et à leur compétence artistique. Quant aux maçons, ils se sentaient relégués à des besognes de manoeuvres. Pour cette raison, en Grande-Bretagne, quelques années plus tard, les syndicats du bâtiment feront échouer des projets très prometteurs de maisons préfabriquées en acier.

Van der Waerden ne fut vraiment soutenu que par Berlage. Le maître s'expliqua dans une brochure intitulée " Normalisatie in Woningbouw" : elle porte en exergue une phrase française : " Aux grands maux les grands remèdes". En bon rationaliste, Berlage affirmait que la normalisation présentait une solution à l'orgie de "l'architecture individualiste". Comme serviteur de la société, le maître d'oeuvre devait contribuer à former une image harmonieuse de la ville du futur. Le débat s'élevait à une hauteur que Van der Waerden n'avait pas prévue mais le langage de Berlage pouvait rencontrer un écho chez ses confrères, formés par les Académies de la fin du siècle à la vénération du "Beau" néo-classique. Il en fallait cependant beaucoup plus pour les convaincre et la proposition de Van der Waerden fut repoussée à une forte majorité.

Il n'empêche que lorsqu'on parle de types normalisés, les

fonctionnaires prêtent une oreille attentive : en 1920, une circulaire du ministère du travail fixa le montant des sommes que devaient couvrir les loyers en fonction des superficies totales des immeubles :

- Moins de 224 M2 : 50 %
- de 225 à 275 M2 : 60 %
- de 276 à 300 M2 : 70 %

- Au-dessus de 300 M2, pas de subventions. Aussitôt, sous la direction de W. van Boven, parut un album contenant 50 types qui correspondaient aux exigences de la circulaire.

L'année suivante, Berlage, en collaboration avec Keppler, Kromhout et Wils, publiait, à Rotterdam, un ouvrage intitulé "Arbeiderswoningen in Nederland". Il contient 48 modèles de logements réalisés par les meilleurs architectes de cette époque. Dans son introduction, Berlage remarquait que la construction de logements ouvriers avait été importante, ces dernières années, non seulement pour la satisfaction des besoins des classes populaires mais aussi pour l'architecture en général. Il n'y avait pas de meilleure réponse à l'album des 50 types.

Le dernier projet de Berlage résumera son oeuvre : c'est une place entourée de logements, la Mercatorplein (1925-1927), à l'initiative d'un certain Van der Schaar. Celui-ci proposa à la municipalité un projet de 6.000 logements en employant un procédé de construction - des panneaux de béton préfabriqué, ensuite recouverts de briques - qui seraient facilement mis en oeuvre par des chômeurs non qualifiés. Comme garantie esthétique, ce promoteur proposait la caution de Berlage, aidé de quelques confrères. Le Maître conçut un espace rectangulaire dont les quatre côtés étaient bordés de boutiques sous arcades surmontées par les logements, 7 à 10 florins de loyer par semaine, un taux nettement

au-dessus de celui pratiqué dans les logements sociaux, mais ici pour 68 m<sup>2</sup> en moyenne. Deux beffrois pourvus d'une horloge dominaient l'ensemble, terminé en 1927. Depuis quatre ans déjà, celui qui avait voulu disqualifier le maître était mort....

##### 5) L'EXPRESSIONNISME DE MICHEL DE KLERK

"A mon avis, Berlage a cessé, depuis une dizaine d'années, de donner le ton à l'architecture aux Pays-Bas. Il ne sent pas, ou du moins ne nous a jamais montré qu'il sentait effectivement ce qui caractérise le moderne, la nouveauté pétillante, le sensationnel choquant et impressionnant. On avait espéré que Berlage aurait fait des prodiges dans le domaine du ciment armé mais il a toujours utilisé ce matériau comme un auxiliaire caché sans lui reconnaître ou lui permettre de montrer ses qualités artistiques..... Bref, l'apparition de Berlage a très certainement joué un grand rôle en ce qui concerne l'assainissement, la purification même de l'art de bâtir, il n'a pu exercer aucune influence en ce qui concerne l'art proprement dit, le style de la construction. Son champ d'activité était trop réduit, trop limité, trop utilitairement technique pour pouvoir être l'expression du moment d'une culture". Cette exécution sans détours est signée Michel de Klerk. Elle parut dans le N° 45 - mars 1916 - du Bouwkundig Weekblad", hebdomadaire du bâtiment.

Le nouveau leader des jeunes architectes d'Amsterdam a trente-deux ans. D'origine modeste, dernier enfant d'une famille nombreuse, il apprend le métier d'architecte dans l'agence d'Edouard Cuypes, le neveu du réalisateur du Rijksmuseum, de 1898 à 1910, tout en suivant des cours du soir à l'Industrieschool, dirigée par B.W. Wierink.

Ses deux amis, Pieter Kramer (1881-1961) et Johan Melchior Van der Mey (1878-1949), travaillent aussi chez Cuypers et fréquentent l'Industrieschool. L'atmosphère du bureau de Cuypers est tout à fait favorable à l'épanouissement de la personnalité de ses dessinateurs. Le patron ne donne que l'esquisse des projets avec la liberté de les développer, il permet à ses collaborateurs de participer aux concours et les encourage vivement à se servir de sa bibliothèque personnelle.

Ayant obtenu le Prix de Rome en 1906 - pour un projet de demeure princière au bord de la mer bien dans l'esprit de toutes les écoles des Beaux-Arts de cette époque - Van der Mey quitte Cuypers le premier. Avec le montant de son prix, il part en voyage. En 1911, on le retrouve conseiller esthétique de la municipalité d'Amsterdam : il sera responsable d'un grand nombre de ponts sur les canaux et de bâtiments publics. De Klerk et Kramer restent chez Cuypers jusqu'en 1910. L'année suivante, de Klerk voyage en Suède et au Danemark, seul déplacement qu'il aura le temps de faire à l'étranger. Il est inscrit au cercle "Amicitia" et reçu dans la loge maçonnique à laquelle est affilié De Bazel. Collaborateur de la revue "Wendingen", qui a succédé à "Architectura" en 1918, c'est un socialiste de coeur, comme la plupart de ses confrères.

Lorsqu'il attaque Berlage, de Klerk a déjà édifié son premier manifeste sur la Spaarndammerplantsoen, un immeuble pour l'entrepreneur Klaas Hille, de 1913 à 1915. Il sera bientôt accompagné de deux autres commandés par la Société "Eigen Haard" - composée primitivement d'employés de chemins de fer -, successivement achevés en 1916 et en 1920. La distribution intérieure des logements - 54 m<sup>2</sup> de superficie pour 3 pièces dans la troisième tranche - n'affirme aucun progrès depuis la typologie des 20 dernières années - il n'y a toujours pas de salle d'eau - mais les façades sont autant de morceaux de bravoure : de Klerk ose même planter une tour de 28 mètres de haut pour ajouter un élément

purement visuel puisqu'elle n'est pas accessible et ne remplit aucune fonction pratique.

Les façades travaillées comme des sculptures qui ont fait le renommée de de Klerk l'opposent nettement à la rationalité de Berlage. Effets d'appareils, décrochements subtils, rotules de liaison compliquées à plaisir attestent une volonté de provocation, un désir d'affirmer un geste expressionniste en faisant appel à l'art populaire des pays du Nord, à celui des Indes néerlandaises et peut-être même au souvenir des villas de l'autrichien J. M. Olbrich construites à Darmstadt, en 1900.

Désireux de bâtir des "palais ouvriers", de Klerk et ses émules, travaillant sur des maquettes en plastiline, ont réduit leur architecture à la composition des façades, dans l'indifférence la plus totale au plan intérieur. Hantés par un souci constant de l'effet inattendu, ils n'hésiteront pas à utiliser des tuiles en façades et des briques pour un plafond, le type même du camouflage le plus discutable. Ils ont prétendu jouer une pièce dont ils n'étaient en fait que les décorateurs : on leur fournissait des plans et ils pouvaient laisser s'exprimer leur "sensibilité" pour obtenir l'accord de la Commission de la Beauté (2).

#### 6) LA SITUATION EN 1925-1930

Il y avait encore des rationalistes à Amsterdam : Van Epen, plusieurs fois associé avec Berlage, le sera jusqu'à la fin de sa carrière d'architecte, après la deuxième guerre mondiale. A partir d'une conférence qu'il donna le 15 février 1926, sa position est intéressante à connaître. Après avoir insisté sur le nombre de pièces (3 plus une cuisine, un hall et une remise), l'exposition, "car le soleil est notre vie", la nécessité d'une douche pour laquelle il bataille depuis

longtemps, Van Epen s'attarde sur les espaces intérieurs pour lesquels il réclame des papiers peints, des placards-penderies, des plafonds aux angles arrondis. Dans les maisons de ville avec escalier commun, il serait utile d'installer un monte-charge destiné à recevoir les paniers des ménagères. L'entrée doit être éclairée par une minuterie. Van Epen n'oublie pas la nature qui sera présente par des fleurs et des plantes entourant les maisons. Une belle profession de foi idéaliste que son auteur corrige lui-même en indiquant que s'il n'avait pas composé avec les réalités, il n'aurait pas construit 2.000 logements en 20 ans de carrière. Pour sa part, il avait su combiner l'être et le paraître, la structure des édifices et leur enveloppe extérieure.

De 1906 à 1925, 11.351 logements sociaux avaient été construits à Amsterdam, grâce à vingt-trois associations. Le terrain d'élection des architectes se situait maintenant dans la zone Sud où se retrouveront quelques anciens fidèles de Berlage et les partisans de la nouvelle école. Mais il ne s'agit plus, à proprement parler, de logement ouvrier.

Ainsi "Harmoniehof", de Van Epen, en 1919-22, un îlot de calme et de verdure ; les logements du quartier du stade, par Gratama et Versteeg : de hauts bâtiments entourant une rangée plus basse ; le complexe édifié pour la société "De Dageraad" par Kramer et de Klerk, près de l'Amstelkanaal, peut-être le chef d'oeuvre de l'expressionnisme néerlandais et bien, cette fois, pour une population aux revenus modestes. Beaucoup d'autres réalisations seraient à citer - dans lesquelles Van Epen intervint souvent - et on peut remarquer que le "genre De Klerk" fut de plus en plus exploité par ses suiveurs qui en firent une mode.

De 1914 à 1920, la population d'Amsterdam était passée de 590.000 à 680.000 habitants. En 1918, on y enregistrait 5.699 mariages



et, en 1922, 7.327. La situation du logement se présentait de la façon suivante en 1924 :

Nombre de Logements	<u>En exploi- tation</u>	<u>En cons- truction</u>	<u>En prépa- ration</u>	<u>Total</u>
Constructions de la commune.....	6.335	494	1.570	8.399
Constructions des Sociétés.....	11.253	1.640	2.670	15.563
Constructions des Particuliers.....	6.799	4.857	4.816	16.472
Total	24.387	6.991	9.056	40.434

Le progrès social peut-être le plus important se remarquait dans la statistique de la diminution progressive des couples demeurant chez leurs parents :

- 1921 : 60,1 %
- 1922 : 51,4 %
- 1924 : 32,8 %
- 1926 : 11,3 %

Quantitativement et qualitativement, l'effort avait été considérable, véritablement unique au monde eu égard à l'importance des Pays-Bas, 6.865.000 habitants en 1920. Seule Vienne pourra rivaliser avec Amsterdam mais en ruinant les propriétaires privés.

Le recensement de 1930 apporta de nouvelles preuves de l'amélioration des conditions de logement des Amsterdamois.

a) logements habités :

1 pièce	21.876	soit	10,1 %
2 pièces	19.144	soit	8,9 %
3 pièces	37.586	soit	17,4 %
4 pièces	56.788	soit	26,3 %
5 pièces	46.471	soit	21,5 %
6 pièces	18.296	soit	8,5 %
7 pièces	15.218	soit	7,1%

Total : 215.379 logements

b) logements habités, chaque pièce étant occupée par :

1 personne ou moins	166.915
plus de 1-2 personnes	41.684
plus de 2-3 personnes	5.185
plus de 3-4 personnes	1.071
plus de 4-5 personnes	310
plus de 5-6 personnes	121
plus de 6 personnes	93

Quand les logements s'agrandissent, les décès diminuent. Les résultats d'Amsterdam donnèrent, une fois de plus, la confirmation de cette loi vérifiée dans toutes les villes :

c) décès annuels pour 1.000 personnes :

1886-89 : 24,1	1911-20 : 12,0
1890-99 : 18,4	1921-25 : 9,5
1900-09 : 14,2	1926-30 : 9,0

Les nouvelles constructions - principalement commanditées par des promoteurs privés et non plus par des associations - se caractérisent par une grande unité dans le traitement extérieur. La façade expressionniste a fait école et impose une nouvelle image de la ville : elle attendra un certain temps - plus d'un demi-siècle - avant d'être proposée aux touristes, avec une carte détaillée des emplacements, comme le complément de l'autre, la prestigieuse qui se mire dans les canaux....

---

#### NOTES

- 1) A. W. Reinik, K. P. C. de Bazel, Amsterdam, Meulenhoff, 1965, 16p. 24 illustrations.
  - 2) J.J. Vriend, L'Ecole d'Amsterdam, Amsterdam, Meulenhoff, 1970, 35p. 40 illustrations.
-

#### Chapitre 4 : CITES-JARDINS et CITES DE "REDRESSEMENT"

##### 1) PREMIERES EXPERIENCES :

Bien avant qu' Ebenezer Howard n'exposât ses idées sur les cités-jardins - concept dont il est l'inventeur -, au tout début du 20ème siècle, des industriels avisés avaient compris tout le parti qu'ils pouvaient tirer de la création d'ensembles où leurs ouvriers joueraient d'une maisonnette entourée d'un jardin. Ce qui fut réalisé à Mulhouse, à partir de 1853, et cet exemple fut célébré dans toute l'Europe en voie d'industrialisation.

En 1885, à Delft, le fabricant de levure J. C. Van Marken demande au paysagiste J. D. Zocher de lui établir les plans d'un lotissement en forme de jardin anglais avec sa propre villa, les cottages destinés aux ouvriers, une école, un théâtre, une coopérative, le tout au milieu d'une abondante verdure. C'est "Agneta Park", une sorte de colonie paternaliste, "L'Usine pour tous, tous pour l'Usine", que Van Marken surveille lui-même en permanence.

A la veille de la guerre, en 1911, citons encore le village-jardin "Het Lansink", à Hengelo, centre d'industries métallurgiques, dû à l'architecte K. Muller pour les frères Stork, et la cité de "Heyplaat", à Rotterdam, par les frères Baanders (1914-18).

Les théories d' Howard sont maintenant connues aux Pays-Bas : la première association de cités-jardins de ce pays est fondée le 28 Juillet 1913 à Rotterdam, à l'initiative de quelques banquiers et hommes d'affaires, dont un certain K. P. Van der Mandele. Celui-ci présidera la société qui va lancer l'opération de la cité de "Vreewijk", tout à fait

différente des modèles britanniques. Elle n'a en effet aucune autonomie administrative - c'est une cité-dortoir - et son tracé rectiligne, découpant des rangées de pavillons en bandes, ne se ressent en rien de l'imitation des voies pittoresques et sinueuses si appréciées en Grande-Bretagne. Il a été initialement dessiné par Berlage qui recommandera ses confrères De Roos et Overeinder pour concevoir les logements. Dans une deuxième phase, l'architecte Marinus Jan Grandpré Molière (1883-1972) fera de cette cité l'un des pôles du plan d'extension de Rotterdam. En 1920, 700 logements avaient été construits. Ce chiffre passera ensuite à 4.500 en 1934, puis à 5.700 dix ans plus tard. Vreewijk disposait naturellement d'installations collectives et de deux églises mais pas de café.

La cité-jardin était de plus en plus recommandée par les hygiénistes pour ses réserves d'air pur et de soleil - ennemi numéro un de la tuberculose, ce fléau du début du 20ème siècle - et par les planificateurs, dans le but de désencombrer les grands centres urbains. Pour ne rien dire des moralistes et des hommes "d'ordre" qui les considéraient comme des centres de vie harmonieuse où les idées révolutionnaires auraient de la peine à s'infiltrer... En 1915, Berlage et Keppler siégèrent au jury d'un concours de cité-jardin organisé par une association sociale-démocrate d'architectes et d'ingénieurs. J. F. Repko remporta le premier prix : Berlage intégrera ses idées dans le plan d'extension d'Amsterdam sud qu'il mettait alors au point.

Il manquait toujours des milliers de logements à Amsterdam. La nécessité d'un matériau économique préoccupait les responsables municipaux car la brique devenait hors de prix. On décida la construction d'un ensemble "semi-permanent", d'une qualité supérieure aux baraquements d'Obelt, mais qui ne devait pas durer plus de trente-cinq ans. Dans le cadre du plan des 3.500 logements, ce fut l'expérience de

la cité-jardin d'Oostzaan, confiée à J. M. Mulder, architecte du Woningdienst, et à B. T. Boeyinga. Sur une chape de ciment armé, s'ordonnèrent des rangées de maisons à un étage dont l'ossature était en bois remplie ensuite par des briques. A cet ensemble modeste, les architectes ne dédaignèrent pas de conférer une dignité monumentale par l'utilisation de porches, soutenus par des piliers. Ils scandaient l'entrée des rues, ainsi que Berlage l'avait recommandé depuis longtemps.

Commencé en 1918, le village comptait déjà 1.000 logements l'année suivante : on en rajouta ensuite 320, cinq ans plus tard. Les complétaient trente-six boutiques, deux écoles primaires, une bibliothèque, un dispensaire, un poste de secours du service des pompiers. Chaque maison - salle à manger-salon, cuisine, trois chambres - disposait d'un jardin. Les espaces verts collectifs, terrains de jeux et stades, avaient été prévus et furent réalisés.

Toujours dans la même perspective de "provisoire", on édifia ensuite, en 1923, le Vogeldorp (village des oiseaux) et le Disteldorp (village des chardons) où intervint Van der Pek, architecte social sur la fin de sa carrière. La cité-jardin de Nieuwendam (1924-27), pas moins de 1.000 maisonnettes unifamiliales, avait l'ambition de durer, elle fut l'oeuvre de Jan Boterenbrood (1886-1932) et de Boeyinga.

Pendant ce temps, Keppler et l'ingénieur V. Jockin avaient entrepris un voyage d'études en Grande-Bretagne où des expériences sur l'emploi du béton avaient été présentées dès 1905. Au cours d'une exposition qui eut lieu cette année-là, furent proposées des maisons constituées de seize panneaux de béton préfabriqué à monter en une semaine. Les deux hommes enquêtèrent chez les entrepreneurs, dans les cités-jardins et auprès des associations professionnelles.

Commença alors une longue suite de débats où les techniciens du Woningdienst durent faire face aux entrepreneurs et aux ouvriers, les uns comme les autres attachés à la "noblesse" du matériau traditionnel, en clair aux profits qu'ils en tiraient. A bref délai, soutenaient-ils, c'était la faillite pour les fabricants de briques et la déqualification professionnelle pour les compagnons maçons, le tout sanctionné par un résultat esthétique annonçant la fin de l'architecture. Même la fraction communiste, fidèle à sa constante attitude démagogique sur la question - elle réclamait la mise en chantier de 30.000 logements -, adopta cette position passéiste.

Or, à S-Hertogenbosch - plus connu sous le nom de Bois-le-Duc, lieu de naissance présumé du peintre Jérôme Bosch -, un ensemble de 367 logements entièrement en béton était sur le point d'être achevé après moins d'un an de travaux. Dans cette réalisation totalement unitaire, dûe à l'architecte J. M. Hardeveld, même les rues et les trottoirs avaient été exécutés en ciment.

## 2) LE VILLAGE-BETON :

La municipalité d'Amsterdam décida de se lancer aussi dans une telle expérience. Keppler fut chargé de placer, dans un certain nombre de journaux professionnels, une annonce invitant les fabricants et les constructeurs de logements en béton à communiquer au Woningdienst les informations les plus détaillées sur les caractéristiques de leurs différents brevets. Quarante réponses furent réceptionnées. Après étude sérieuse, on en retint dix-huit. A leurs auteurs on demanda un complément d'information et une évaluation des coûts de construction pour un complexe ne comprenant pas moins de cinquante logements. Le

Woningdienst possédait donc tous les éléments pour se risquer à son tour dans l'édification d'un "village-béton". Le conseil municipal, en 1933, donna son accord à la proposition du Woningdienst : elle concernait 600 maisons. Ce chiffre s'éleva finalement à 900 pavillons individuels et 600 doubles conçus par une équipe d'architectes dont le plus âgé, Jan Gratama (1877-1947), avait collaboré avec Berlage dans l'ensemble du Transvaalbuurt. Aux côtés de Greiner, Greve et Mulder, on remarquait encore J. B. Van Loghem (1881-1940), un marxiste qui ira plus tard travailler en Sibérie et participera en 1931 au concours pour le palais des Soviets. Pour ce militant, le béton était vraiment un matériau "progressiste" qu'il utilisera au service d'un idéal fonctionnaliste de plus en plus affirmé.

La construction démarra en janvier 1923. Sept entreprises en étaient responsables, elles pratiquèrent 10 méthodes différentes, réparties en trois groupes :

a) procédé monolithe consistant à verser l'aggloméré dans des moules de bois ou de métal. Les systèmes "Kossel" (employé par l'architecte J. Hulschebosch), "Greve" (employé par W. Greve), "Non plus" (employé par D. Roosenburg) se caractérisaient tous les trois par un mélange de laitier de haut-fourneau, de scories provenant de l'incinération des ordures ménagères, de silice et de ciment.

b) procédé par éléments : des parties de murs plus ou moins importantes étaient réalisées en fabrique ou sur place puis posées aux emplacements déterminés au moyen d'une grue et reliées entre elles par les ouvriers.

- système "Bron" (employé par D. Greiner). Panneaux ayant une superficie de 10 m<sup>2</sup> au moins. Les façades avant et arrière sont constituées de deux éléments dans lesquels étaient réservées les



ouvertures pour les portes et les fenêtres.

- système "Hunkemöller" (employé par J. Gratama). Les panneaux avaient une largeur de 50 centimètres et la hauteur d'un étage. Ils étaient préparés en usine dans des moules en bois.

c) procédé par "blocs" : la différence entre ce procédé et la maçonnerie de briques consiste surtout dans le remplacement de celles-ci par des parpaings pouvant être fabriqués sur place.

- système "Isotherme" (employé par H. F. Mertens). Les murs extérieurs étaient constitués de deux parois de 9 centimètres d'épaisseur entre lesquelles a été aménagé un vide de 10 cms. La partie externe était montée avec des parpaings creux en béton granulé, la partie interne avec des parpaings en béton de scories d'un calibre de 9 x 16 x 28 cms.

- système "Winget" (employé par J. Mulder). Technique semblable à la précédente, mais dimensions différentes des parpaings de la paroi interne, 18 x 9 x 4 cms.

- système "Olbertz" (employé par H. W. Valk). Murs extérieurs en parpaings creux de béton granulé - 80 x 20 x 17 cms - soutenus par des poutres de renforcement contre lesquelles s'appuie une paroi en plaques de pierre ponce.

Dès les débuts de l'occupation du village-béton, on eut quelques mécomptes avec le système "Kossel" : certains logements se détériorèrent si rapidement qu'il fallut les abandonner pour doubler les façades avec une armature en bois. A l'origine, les services municipaux se proposaient de faire des économies de main-d'oeuvre en employant des

ouvriers non qualifiés. La crise détruisit celle illusion, il fallut avoir recours à des maçons en chômage. Van Loghem et Greiner étaient responsables de l'aspect des bâtiments : toute intervention sur les plans des appartements relevait du Woningdienst. Le fonctionnalisme de Van Loghem s'accommoda des fantaisies de Greiner qui ne reniait pas les effets à la De Klerk : pour lui, l'extrémité d'une voie représentait plus qu'un angle à tracer.

Chaque pavillon du village-béton - qui devint très vite une attraction internationale - offrait de vastes dimensions : cuisine, salle à manger-salon, plusieurs chambres. Ce lieu de la nouvelle modernité architecturale connut cependant, au début, un taux élevé de renouvellement. La liaison avec Amsterdam n'avait pas été assurée par des transports en commun ; l'absence de végétation renforçait l'aspect austère des constructions qui se révélèrent en outre perméables à l'humidité. Après quelques années, la population se stabilisa :

- 1926 : 31,5 % de départs,
- 1929 : 12,7 % de départs,
- 1934 : 14,4 % de départs.

Dans ce village sans église, il semble que les opinions de "gauche" aient été plus affirmées qu'à Amsterdam. Aux élections de 1935 - qui vit un réel péril fasciste apparaître aux Pays-Bas - les socialistes y remportaient 55 % des voix.

Le village-béton n'eut pas de descendance immédiate. En 1930-32, on édifia encore en galandage la cité-jardin de Blauwe Zand, près de Nieuwendam, 794 logements sous forme de maisons individuelles. Elles abritèrent rapidement 4.230 personnes, en moyenne 5,3 par habitation car il s'agissait de familles nombreuses. 226 avaient de cinq

à treize enfants et elles venaient toutes d'habitations surpeuplées ou insalubres. Ce qu'on leur offrait ici ne comportait pas moins de deux chambres et une cuisine (250 logements), trois chambres et une cuisine (222), quatre chambres et une cuisine (290), cinq chambres et une cuisine (6). Les vingt-six restants étaient réservés à des vieillards. Mais 584 familles devaient payer un loyer plus élevé que celui auquel elles étaient habituées. Avec trois écoles, dix boutiques, dix ateliers, dix garages à charrettes, se constitua une nouvelle unité de vie populaire qui entrait bien dans le plan des 3.500 logements exigés par Wibaut.

### 3) DEUX ESSAIS DE "RENFERMEMENT" :

Un problème social questionnait les responsables néerlandais beaucoup plus qu'ailleurs, pour des raisons tenant sans doute à la cohérence d'un univers culturel où la responsabilité à l'égard des faibles tient une place importante, c'était celui du logement des "marginiaux". Remarquons que les Pays-Bas sont la seule nation européenne où l'expérience des colonies agricoles, entreprise dès 1818 par le Général Van den Bosch, pour réintégrer socialement les mendiants, jeunes détenus, orphelins et enfants trouvés, ait obtenu un semblant de réussite : elle a suscité un immense intérêt dans toutes les associations philanthropiques du monde entier (1).

La loi du 28 juin 1854, très représentative d'une mentalité capitaliste libérale, édictait formellement que personne n'a droit à l'assistance. Le soulagement des nécessiteux est un devoir moral et religieux, non une obligation civile. Les autorités publiques ne peuvent intervenir qu'en cas de carence de l'initiative privée. Dans le domaine de l'aide sociale, favorisée par le droit d'association proclamé dans la

constitution de 1848, les Pays-Bas ont manifesté une volonté inconnue ailleurs. L'ouvrier pauvre y a été littéralement enserré dans un réseau d'oeuvres - 4.753 institutions charitables en 1892 - dont l'efficacité se traduit dans la statistique des enfants trouvés à Amsterdam :

- 1814 : 436,
- 1826 : 100,
- 1840 : 55,
- 1848 : 11.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les initiatives sans précédent de la municipalité d'Amsterdam où dominaient les socialistes humanistes se proposant de relayer la charité privée.

Lors de la destruction des taudis, certaines familles ne pouvaient assumer les loyers des logements de remplacement. Elles descendaient peu à peu la spirale d'un habitat de plus en plus infect, trop heureuses quand elles parvenaient à obtenir une place dans les refuges créés ici et là par les municipalités ou les philanthropes. Dans le cas d'une insertion dans un logement normal, ces familles, dont le chef était généralement un journalier aux ressources précaires, accumulaient rapidement les impayés et ne s'entendaient pas avec leurs voisins, ouvriers ou employés bien intégrés dans le système social. Aux yeux de ceux-ci, il s'agissait d'un "Lumpenproletariat" de briseurs de grèves ne répondant d'aucune manière aux critères de l'honnête travailleur définis depuis le début du 19ème siècle par la classe dominante et que les dominés avaient complètement assimilés, y compris le parti politique censé les représenter, le SDAP.

Celui-ci va décider d'assumer l'éducation de ces marginaux - ce qu'on appellera, ces dernières années, le "Quart Monde" - pour en faire des "nette" familles. Un système de contrôle, traduit par des

annotations sur fiches, donnera des renseignements précis sur la façon dont ces gens entretiennent un logement, un souci majeur pour la municipalité : chacun doit rendre les lieux dans l'état où il les a trouvés. Or les asociaux élèvent des animaux domestiques - lapins - dans des caisses, entreposent des denrées n'importe où, cassent les vitres et les remplacent par du carton, utilisent les menuiseries comme bois de chauffage.

A travers les rapports des inspectrices, on prend conscience d'un univers de misère, de saleté et aussi d'alcoolisme, générateur de bagarres avec les voisins dont les plaintes affluent à la municipalité, impuissante à résoudre le problème malgré la bonne volonté des échevins qui réunissent pourtant de nombreuses commissions pour tenter d'y voir clair. Ainsi, comment faire exactement la différence entre ceux qui ne peuvent pas et ceux qui ne veulent pas payer leur loyer ? Quand l'hiver arrive, n'est-il pas plus urgent d'acheter des chaussures aux enfants que de régler sa quittance ? Et si on équipait certains logements avec des châssis en métal et du mobilier de même ? Pourquoi ne pas enlever leurs enfants à ces "inclassables" pour les éduquer jusqu'à leur majorité ?

Le plus simple consistait naturellement à isoler cette population - très exactement connue et repérée par les enquêtes sociales - dans des complexes créés pour elle. Administrateurs et psychiatres furent d'accord, seuls les communistes pensaient qu'il suffisait de relever le niveau de vie de ces gens pour résoudre toutes leurs difficultés. Les membres du SDAP ne partageaient nullement ce point de vue et parlaient de "pathologie sociale" à considérer comme telle. Il y avait urgence à protéger les familles "normales" tout autant qu'à inventer des sortes "d'écoles à habiter" pour les asociaux. On ne pouvait admettre n'importe qui dans les ensembles modèles d'Amsterdam, ce que Wibaut exprimera clairement dans un rapport à "l'Associaton

internationale des villes", en 1930 : "Aux Pays-Bas, la pratique a démontré que toute personne en quête d'un logement et semblant répondre aux conditions requises ne devait pas toujours être acceptée sur le champ.... Il est nécessaire d'enquêter soigneusement sur les possibilités locatives du candidat, sur sa condition sociale, sur sa santé, sur sa conduite dans les maisons où il a précédemment demeuré, etc....".

En 1924, la municipalité de la Haye construisit un bloc de 106 logements destinés aux "inconditionnels" - d'après la classification du Dr. Querido qui les étudia - et celle d'Utrecht, 70. Amsterdam prit la même mesure : Zeeburgerdorp s'éleva en 1926 (56 maisons), et Asterdorp en 1927 (132 logements), sur le territoire de deux communes voisines. Cette fois, le règlement ne laisse place à aucune ambiguïté : la moindre transformation des lieux est impossible, la sous-location interdite, les animaux (sauf en cage) exclus.

On choisit des familles nombreuses - 6 enfants en moyenne - et certaines en avaient jusqu'à 10. Des travailleuses sociales les encadrent en permanence, leur objectif essentiel étant la formation des mères sur qui reposent tous les soins du ménage qu'elles n'ont jamais appris à rationaliser correctement : lits bien bordés, rangement des placards, lessives sans machine pour apprendre à laver à la main, soins de toilette. (Le bâtiment des bains est à l'extérieur pour un contrôle plus facile). En échange de cette éducation qui devra porter rapidement des fruits, on fait miroiter le transfert dans un logement normal : une commission en décidera après des visites imprévues.

La prise en charge des enfants était particulièrement soignée : ne représentaient-ils pas l'avenir au cas où il serait trop tard pour leurs parents ? On veille à ce qu'ils fréquentent régulièrement l'école,

on surveille leur habillement, leurs repas, leurs jeux. Une excursion est organisée chaque année ; on fête Saint Nicolas et Noël. Ces activités sont assurées par des associations privées d'Amsterdam.

Il semble que les deux centres de correction sociale de Zeeburgerdorp et d'Asterdorp n'aient pas été appréciés par la population des taudis : ils furent souvent à moitié vides. Dans une démocratie libérale, qui aurait pu prendre des décisions d'internement pour non conformité aux lois non écrites de la civilité bourgeoise ?

Zeeburgerdorp - Architecte, Greiner - se composait d'une rue en impasse bordée de maisons en béton :

- 12 de 4 chambres,
- 25 de 3 chambres,
- 16 de 2 chambres,
- 3 de 1 chambre.

Ces pièces ouvrent sur la salle de séjour qui fait 4 x 4 m. Chaque logement est équipé d'une kitchenette et de w-c. Les lits, en bois dur, sont fournis par l'administration. A l'entrée, une chaîne symbolique et sur le local de l'inspectrice une plaque métallique portant l'inscription : "Logements temporaires pour familles". Asterdorp - architecte, Mulder - affectait la forme d'un bastion à la Vauban, aussi clos qu'une forteresse puisqu'il ne comportait qu'une seule entrée. Là encore, gros oeuvre en béton et toit plat. La salle commune est de belles dimensions, 4 X 6,16 m, mais elle inclut la cuisine.

Notons qu'aucun loyer n'était perçu dans ces deux centres, seulement une contribution variant selon le nombre de chambres et dont la perception s'avérait d'ailleurs problématique. En 1937, la municipalité

décida que les travailleuses sociales ne resteraient pas plus de 5 années consécutives en poste auprès des asociaux déplacés. Leur tâche, jamais terminée, se révélait très éprouvante pour leur équilibre psychique. La guerre mit fin aux interrogations qui commençaient à se faire jour chez les responsables des deux villages de "redressement". En mai 1940, on évacua Asterdorp pour héberger les réfugiés provenant de Rotterdam qui avait subi un violent bombardement de l'aviation allemande. Des familles juives y furent ensuite parquées. Sa destruction n'intervint qu'en 1956, alors que les Allemands avaient rasé Zeeburgerdorp dès 1943. En France, à Suresnes, le créateur de la cité-jardin, Henri Sellier, socialiste et grand ami de Wibaut, n'osera pas exclure les "asociaux" de son magnifique ensemble : un "immeuble de transit" y figurerera, tout de même installé en bordure .....

---

#### NOTES

- 1) G. de LURIEU et H. ROMANO, Etudes sur les colonies agricoles, 1851, 44lp.
-



## Chapitre 5 : VERS LE FONCTIONNALISME

Le congrès sur le logement qui eut lieu à Amsterdam en février 1918 et auquel Berlage participa - nous en avons parlé plus haut - procura l'occasion de s'exprimer à un autre orateur de talent, nous voulons désigner J. J. P. Oud (1890 - 1963 ). Ce jeune architecte représentait une nouvelle tendance artistique, bientôt internationalement connue sous l'appellation de "De Stijl".

### 1) DU "STIJL" AU MOUVEMENT INTERNATIONAL :

Installé à Leyde en 1915, Oud se passionnait pour la peinture moderne. Ayant lu un petit livre rédigé sur ce thème par Théo Van Doesburg, il lui écrivit et le rencontra : ce fut le début d'une amitié qui se concrétisa, en 1917, par la création d'un cercle d'art, "De Sphinx", auquel s'inscrivit également l'architecte J. Wils, un ami de Van Doesburg.

La première guerre mondiale contraignit un certain nombre d'artistes à rester aux Pays-Bas, ainsi Mondrian, qui ne put revenir à Paris, et R. Van 'T Hoff, rentré des USA où il travaillait dans l'agence de F. L. Wright. Il contribua à introduire ses idées aux Pays-Bas, ce que Berlage avait déjà commencé à faire. C'est grâce à l'exposition de Mondrian au musée municipal d'Amsterdam, en 1915, que Van Doesburg le découvrit et s'enthousiasma aussitôt pour sa rigueur insolite. L'année suivante, les deux hommes entrent en contact : ils fondent le mouvement "De Stijl" qui publie une revue à partir d'octobre 1917. Outre Mondrian et Van Doesburg, le groupe se compose du peintre Huszar, des architectes

Oud, Wils et Van 'T Hoff, du poète A. Kok.

Le premier manifeste du Stijl est lancé en 1918. Pour ses auteurs, l'ancienne conscience, basée sur l'exaltation de l'individu, assurera maintenant la liaison de celui-ci avec l'universel. La guerre a détruit des structures périmées et le monde devra se régénérer par un internationalisme culturel, ce que vont également bientôt proclamer les théoriciens du Bauhaus de Weimar. Concernant l'architecture, les idées de Loos sur la déroute de l'ornement, dont l'emploi a été qualifié par lui, dès avant la guerre, de véritable "crime", sont entièrement reprises par les membres du Stijl. En opposition totale avec l'orgie décorative de la deuxième école d'Amsterdam, ils affirment que le mur n'est qu'un créateur d'espace : en aucun cas, il ne deviendra une "façade", cette gravure sans intérêt.

Paradoxalement, dans l'esprit de W. Morris et de tous ces disciples du continent, artisans attardés à l'égard desquels ils n'éprouvent aucune sympathie, Van Doesburg et ses amis croient à l'architecture comme synthèse de tous les arts et moteur du changement de la vie en nouvelle harmonie esthétique dans les métropoles urbaines. Ceci grâce à un langage limité à des formes géométriques en équilibre. Dans la même exigence d'unité, il est avancé que la peinture n'a pas d'existence justifiable en dehors de l'architecture, ce qu' Henry van de Velde, l'un des premiers architectes de l'Art Nouveau méprisé par les sectaires du Stijl, soutenait déjà en 1893.

Parmi les premiers architectes membres du Stijl, on comptait un ancien collaborateur de Berlage, Jan Wils. Retour des USA, le maître lui avait transmis son admiration pour F. L. Wright : l'américain deviendra une référence constante pour le nouveau mouvement. En 1920, Wils construira à La Haye un ensemble de logements pour la classe moyenne, le

Papaverhof, où se décèle une certaine allure wrightienne : le village-béton d'Amsterdam lui devra peut-être quelques lignes générales, la qualité en moins.

Peu de temps après sa fondation, en 1919, le Stijl fera une excellente recrue dans une ville qui ne s'était pas encore fait remarquer par une avancée quelconque dans le mouvement architectural moderne. Né et mort à Utrecht, G. T. Rietveld (1884 - 1964) fut d'abord menuisier : sa chaise bleue et rouge sera l'un des rares meubles dans l'esprit ascétique du Stijl. Conçue en 1918, elle précède la Schröderhuis (1924), une maison particulière considérée comme le tabernacle de l'architecture nouvelle. Membre du Stijl jusqu'en 1931, Rietveld représente l'antiexpressionnisme militant, le retour à la rigueur néerlandaise et à la pureté des sentiments.

Il avait suivi, de 1911 à 1915, le cours du soir de l'architecte P. J. Klaarkamer. A l'imitation de ce praticien, concepteur, en 1919, d'un ensemble de logements à classer dans les premières tentatives de mises en oeuvre de ce matériau, Rietveld s'intéressera de près à cette question et dessinera plusieurs projets qui ne seront jamais réalisés. Le plus significatif concernait des "maisons à noyau" (Kernhuizen), établi dans les années 1929.

Il s'agissait de concentrer les équipements sanitaires dans un noyau préfabriqué, ceci afin de réduire le prix de revient de la construction mais aussi d'inventer une nouvelle typologie du logement, réduisant les espaces de circulation, la salle d'eau et les w-c, au profit d'un vaste séjour. Rietveld inventera des variantes de ce projet jusqu'en 1959. Il inspirera sans doute Jean Prouvé, en 1956, pour ses maisons "Jours meilleurs" destinées aux cités d'urgence de l'abbé Pierre: conçues et produites en six semaines, montées en sept heures, elles

coûtaient 150.000 francs anciens.

Si Rietveld n'aura, avant la deuxième guerre mondiale, qu'une production réduite sur le terrain, il n'en sera pas de même pour Oud, du fait de son activité d'architecte municipal de Rotterdam. Nous ne nous étendrons pas sur son oeuvre car elle serait à étudier en relation avec la politique du logement du grand port qui avait cessé depuis longtemps de végéter à l'ombre d'Amsterdam.

Oud avait étudié et travaillé dans cette ville au cours des années 1905-10 et il admirait beaucoup Berlage qui l'influencera à ses débuts. La monumentalité de l'espace urbain sera toujours une obsession chez Oud : dans les rues, les logements devront être placés de façon à former un jeu rythmé de surfaces et de volumes. Mais il ne faut pas méconnaître les fortes préoccupations spirituelles et sociales de ce novateur, il les exprimera nettement au congrès de 1918. En affirmant que l'architecture est profondément liée à la vie sociale, même dans ses expressions les plus individuelles, et qu'il est plus important d'avoir une "bonne" maison - au sens technique et pratique du terme -, plutôt qu'une "belle" demeure, Oud se dégageait de l'esthétisme de ses amis du Stijl. Il les quittera pour rejoindre, dès sa fondation, le groupe "Op Bouw", créé à Rotterdam, en 1920, avec des objectifs nettement fonctionnalistes.

Rietveld et Oud furent surtout des architectes. Il y avait, parmi les membres du Stijl, un jeune maître particulièrement sollicité par l'urbanisme et dont l'action pèsera sur le destin d'Amsterdam, C. Van Eesteren, né en 1897, et qui reste aujourd'hui le seul survivant des praticiens de l'entre-deux-guerres. Brillant sujet de l'Académie de Rotterdam, il obtint son diplôme d'architecte en 1917, après avoir été dessinateur chez Kromhout. Lauréat du Prix de Rome en 1921, il avait

voyagé en Allemagne et rencontré Van Doesburg à Weimar où le Bauhaus fut d'abord installé. Il travaillera ensuite avec lui à Paris sur le projet de la maison de Léonce Rosenberg, tout en suivant des cours à l'Institut d'Urbanisme de la Sorbonne.

La série d'études sur maquettes que produiront en commun les deux hommes, en 1923-24, sera l'un des sommets de la recherche du Stijl sur l'espace. On y retrouve l'idée de la rue créée par un jeu rythmé de surfaces et de masses. Van Eesteren comptera parmi les propagateurs enthousiastes de l'axonométrie : ce mode de représentation en perspective deviendra un instrument privilégié pour les architectes du mouvement moderne. Président des "Congrès internationaux de l'architecture moderne" (CIAM), de 1930 à 1947, Van Eesteren sera le maître d'oeuvre du nouveau plan d'Amsterdam, approuvé en 1935, et dont nous parlerons plus loin. Dans cette tâche, il sera remarquablement assisté par son ami Van Lohuizen : passionné par les chiffres et les statistiques, celui-ci avait minutieusement étudié les techniques employées par les Américains pour l'élaboration du grand plan régional de New-York. L'heure n'était plus à l'isolement et le brassage international des idées s'affirmait de nouveau en architecture.

## 2) LES FONCTIONNALISTES NEERLANDAIS :

De 1923 à 1929, la situation économique générale des Pays-Bas se porte assez bien : l'exploitation des Indes néerlandaises a repris. Toutefois, le krach de New-York, en 1929, atteint très vite l'Europe et les travailleurs néerlandais en subiront eux aussi les conséquences : 135.000 chômeurs en 1930, 350.000 en 1932.

Depuis 1919, le gouvernement - une coalition de partis conservateurs - s'efforçait de remettre la production du bâti entre les mains des particuliers, grâce à une politique de subvention en faveur de ceux qui se risqueraient dans la construction de logements pour la petite bourgeoisie. A Amsterdam, de 8.402 logements édifiés par la municipalité en 1925, on tomba à 3.000 en 1930. Le montant des loyers s'élève dangereusement : les premières grandes grèves du paiement des quittances vont éclater en 1931, dans plusieurs villes des Pays-Bas, avec une violence inconnue ailleurs. En 1932, on en comptera quinze à Amsterdam, affectant 3.058 logements. Elles sont ponctuées d'incidents car les communes ripostent en coupant l'eau et en menaçant de supprimer les allocations de chômage ainsi que la possibilité d'obtenir un autre logement municipal. Des brimades sont exercées contre les non-grévistes; on boycotte les boutiquiers soutenant les propriétaires qui tentent de s'organiser pour se dédommager mutuellement. Beaucoup de ces manifestations aboutiront positivement pour les locataires et une baisse interviendra. Un peu plus tard, en 1935, il y aura tellement d'appartements vides - à cause de leur cherté - que les bailleurs proposeront des déménagements gratuits.....

Dans cette période troublée, la théorisation architecturale n'entre pas en sommeil, au contraire. Elle sera, aux Pays-Bas, le fait de deux groupes, celui dénommé "Opbouw", fondé à Rotterdam, en 1920, par Kromhout et Brinkman, et celui d'Amsterdam, "De 8", animé par les architectes Merkelbach et Karsten à partir de 1927. Ses membres fondateurs - au nombre de huit - étaient d'anciens étudiants de l'école des Beaux-Arts d'Haarlem qui donnait un enseignement à la fois centré sur l'architecture et les arts décoratifs. Ils avaient suivi les cours de maîtres tels que Blaauw et Vorkink, admirateurs de Michel de Klerk mais respectueux de la personnalité de leurs élèves. A cette époque, Van Loghem - dont nous avons déjà parlé - travaillait à Haarlem. Il

collaborera avec Merkelbach, dans les années 1919-22, pour deux programmes de logements.

"Opbouw" et "De 8" fusionneront en 1928, après le premier congrès des CIAM tenu en Suisse, au château de La Sarraz, et où Berlage et Rietveld étaient présents. Devenu section néerlandaise des CIAM, le nouveau cercle éditera, de 1932 à 1943, la revue "De 8 en Opbouw" qui rassemblera tous les partisans de l'architecture internationale oeuvrant aux Pays-Bas.

On ne relève pour ainsi dire aucune différence entre les thèses de ces jeunes architectes, très proches du Stijl tout en critiquant son "cubisme". Ce sont eux aussi des "abstraites", révoltés par les façades relevant de la deuxième école d'Amsterdam, ces "ruines expressionnistes, romanesques et dramatiques". Van Loghem, président du groupe en 1932, tentera de la politiser par sa volonté de voir les architectes s'engager de plus en plus dans les luttes sociales. Il n'y parviendra pas malgré le concours actif de son confrère Mart Stam, lui aussi très engagé dans un socialisme qui n'a rien de social-démocrate. S'opposant à toute radicalisation du problème, Merkelbach dira clairement : "C'est la tâche du mouvement moderne d'aborder ces questions (du logement) sans passion mais aussi scientifiquement que possible..... Dans ce but, nous ne reconnaissons aucune vérité architecturale spécifiquement liée au socialisme, au communisme ou au fascisme". Lui fera écho Duiker : il ne croyait pas qu'un bâtiment parfait ne pouvait être construit que dans une société parfaite.

Ceci étant, tous sont d'accord pour soutenir que l'essentiel de l'acte architectural reste le souci de la fonction d'habiter. C'est pourquoi le logement ouvrier devra cesser de figurer un sous-produit du modèle bourgeois, ce qu'il évoque dans les habitations fantastiques de

l'école expressionniste aussi bien que dans les cités-jardins où s'épanouit l'individualisme du "chacun-chez-soi". Le nouveau logement sera collectif, normalisé et standardisé. Sa relation au soleil s'affirmera comme essentielle, elle entraînera la mise au point d'un vocabulaire formel particulier : les vastes baies vitrées remplaceront les fenêtres à petits carreaux de M. de Klerk et de ses disciples. Toutes ces considérations se veulent "a-esthétiques", comme l'énonce le pamphlet-manifeste du groupe "De 8". Elles auront néanmoins pour conséquence le culte d'une beauté "rationnelle" aussi exigeante que celle drapée d'affectivité.

### 3) LES "BARRES" DE FRANCFORT :

Les modèles au goût du jour sont maintenant importés de l'étranger. En 1931, S. Giedion constate que, dix années plus tôt, on découvrait aux Pays-Bas une terre promise pour l'architecture (1). Depuis, on fait de préférence le voyage de Francfort sur le Main. Un autre social-démocrate, l'architecte municipal Ernst May, l'emporte sur Wibaut et Keppler.

Sur place, les Néerlandais ont un correspondant, Mart Stam (1899- ) présent à Francfort de 1928 à 1931. Né à Purmerend, comme Oud, Stam fera des études de dessinateur à Amsterdam avant d'être employé chez Van der Mey, un tenant de l'école expressionniste, puis chez Granpré Molière, au moment où celui-ci travaillait au Vreewijk de Rotterdam. En 1922, il réside à Berlin où, grâce à El Lissitsky, il prend contact avec le mouvement constructiviste russe auquel il sera très lié. Membre du groupe "Op Bouw" dont il sera plus tard président, Stam participe, en 1927, à l'exposition de Stuttgart : il y prône un style impersonnel



qu'il essaiera de traduire à Francfort dans la construction des 1.600 logements de Hellerhof. Sympathisant communiste comme Van Loghen, il séjourne en Union soviétique de 1930 à 1934, en même temps qu'Hannes Meyer qui venait de quitter la direction du Bauhaus. A son retour, associé avec sa femme et Van Tijen, il établira des projets de "drive-in". Mais le vent avait tourné....

Stam et Van Loghen étaient des "progressistes". Pour eux, les travailleurs devaient prendre en mains tout le secteur de la construction. L'architecte ne serait plus le maître d'oeuvre mais l'exécutant des volontés du prolétariat. Pratiquement, Van Loghen s'avancera dans la réalisation de cet idéal en transformant son agence en "collectif".

Au début des années 30, le secteur municipal de la construction de logements sociaux est en voie de disparition aux Pays-Bas. Seuls les particuliers se lancent dans la maîtrise d'ouvrage avec comme cible les classes moyennes : le style de la deuxième école d'Amsterdam fait prime tandis que sa technologie traditionnelle inspire confiance.

Afin de faire entendre leur voix, les fonctionnalistes tentent de s'infiltrer au sein de "l'Institut néerlandais pour le logement populaire et l'urbanisme", organisme officiel créé après le congrès du logement en 1918. Merkelbach et Van Tijen écrivent deux articles sur l'importance de la "barre" dans le logement social produit par le mouvement moderne. Une exposition sur l'habitation rationnelle, organisée par les CIAM, se tient à Amsterdam en 1932 : elle est présentée dans un important catalogue où se retrouvent tous les noms de "Op Bouw" et de "De 8".

Dès l'introduction, axée sur les nouveaux besoins et aspirations

en matière d'habiter, on identifie facilement leurs thèmes favoris : nécessité de logements aérés, lumineux et ensoleillés dans toutes les pièces ; rejet du désert de pierres traversé par le vent au bénéfice d'un environnement boisé et verdoyant : mise en marge de la circulation automobile pour la sécurité des enfants. D'après les rédacteurs du catalogue, rien de ce qui avait été jusqu'ici construit aux Pays-Bas ne correspondait exactement à ce programme, même les cités-jardins avec leurs prétentions exclusives au pittoresque. Par ailleurs, les yeux fixés sur les barres de Francfort, les modernistes ne manquaient pas de tirer à boulets rouges sur les blocs fermés auxquels même Oud avait mis quelque temps à renoncer.

En 1932, la Société "Het Western", déjà citée, confia à Merkelbach et Karsten un projet de 208 logements à l'ouest de la ville. La municipalité avait prévu trois îlots fermés, ce que Merkelbach n'était pas décidé à accepter. Avec Van Eesteren, il convainquit Keppler de lui laisser toute initiative et intéressa d'autres sociétés de construction à son projet : il fut approuvé en juillet 1933. Le chantier ne débuta vraiment qu'en 1936 ; l'ensemble "Landlust", une série de petites barres, fut terminé en deux ans. La construction en briques est encore traditionnelle mais la superficie des vitres est importante ; les châssis des portes et des fenêtres sont en métal.

Enfin s'élevait à Amsterdam une réalisation dans l'esprit du mouvement moderne. Elle fut également l'occasion de présenter la "cuisine hollandaise", une innovation appelée à un bel avenir. L'ouvrage de Frederik Taylor sur l'organisation rationnelle du travail avait été traduit en néerlandais en 1913. Il donna lieu à de nombreux débats : le "Nederlansch Institut voor efficiency" fut créé en 1925. L'un de ses groupes d'études s'y donna comme but l'analyse des données concernant le plan, l'aménagement et l'entretien des appartements. De son côté,

l'ingénieur J. G. Wiebenga (1886-1974) avait ramené des USA quelques idées sur ce sujet. Il les exposa dans un livre paru en 1931 (2).

Mais l'appui des groupements de femmes, conservateurs et bien-pensants aux Pays-Bas, fut décisif sur ce point. En particulier, "l'Association des femmes au foyer", fondée en 1912 (1918 : 4.500 membres ; 1932 : 32.000), diffusa de nombreux manuels sur l'ordonnance rationnelle de la maison privée, problème que Taylor n'avait jamais abordé puisqu'il était resté dans le cadre de l'usine.

Là encore, le modèle viendra d'Allemagne, c'est la fameuse cuisine de Francfort, d'ailleurs mise au point par une architecte viennoise (3) et connue aux Pays-Bas en 1928. Plus large et plus facile à personnaliser qu'à Francfort, la cuisine hollandaise dispose d'un double évier et les placards sont exactement à la taille des assiettes. Merkelbach et Karsten l'introduiront dans leurs logements de Landlust, à Amsterdam, en 1933-37. Mais son triomphe définitif n'interviendra qu'après la deuxième guerre mondiale.

#### 4) AMSTERDAM EN HAUTEUR ?

A l'influence de l'Allemagne de Weimar avec ses barres et sa cuisine, va s'ajouter, dans les Pays-Bas de l'entre-deux-guerres, celle des USA qui avaient inventé les fascinants gratte-ciel. En juillet 1906, l'un des collaborateurs de Sullivan, le maître de l'Ecole de Chicago, avait rendu visite à Berlage. Plus tard, celui-ci sera reçu aux USA mais il ne pensa jamais que les gratte-ciel pouvaient s'intégrer dans le paysage des villes européennes. Il préférait de beaucoup les créations horizontales que F. L. Wright produisit à ses débuts.

Dès 1919, la revue "Wendingen" publie un projet de H.T. Wijdeveld où le Vondelpark est dominé par une série de gratte-ciel. En 1923, un numéro entier portera sur le concours organisé par le journal "Chicago Tribune" : Loos y participera en dessinant une stupéfiante et vertigineuse colonne dorique. Sans le savoir peut-être, il reprenait un projet réalisé en 1780-81 dans le Désert de Retz, près de Paris, un jardin anglo-chinois. Parmi ses dix-sept fabriques figurait une colonne d'inspiration dorique ou toscane de quinze mètres de diamètre et comprenant plusieurs étages. Ils furent meublés et habités par le propriétaire, M. de Monville, qui avait eu l'idée de cette fantaisie néo-classique.

Depuis quelques années déjà, la municipalité d'Amsterdam n'avait plus les moyens de mener une grande politique de logement social. Elle n'en demeurait pas pour cela inactive, au moins dans la gestion de son patrimoine immobilier toujours aussi bien surveillé. En 1929, l'esprit nouveau souffle sur les échevins quand ils décident la création d'une commission devant discuter des bâtiments en hauteur. Ce type de logement trouva un champion décidé en la personne de l'architecte J. Duiker (1890-1935) et de son associé J. G. Wiebenga, rentré en 1926 des USA où il avait appris toutes les méthodes de calcul permettant de construire des gratte-ciel. Les deux hommes travailleront ensemble dans la commission instituée en 1929 : elle rendra un avis négatif concernant le projet d'appliquer une solution verticale à la production de logements sociaux.

L'année suivante, Duiker et Wiebenga, qui avaient projeté, en 1927, un ensemble de cinq tours carrées, Nirwana Flats, à La Haye, publieront un ouvrage sur la question des gratte-ciel (4). Ils recommandent un bâtiment de douze étages permettant d'introduire à moindre frais des équipements de confort tels que les ascenseurs et le

chauffage central. Libéré, le sol sera transformé en parc. Pendant ce temps, en 1929-30, le premier gratte-ciel d'Amsterdam - douze étages - s'édifiait sur la Victoria plein : oeuvre de J. F. Stall (1879-1940) pour le compte d'un propriétaire privé, il s'intégrera dans le plan sud de la ville. C'était une résidence à l'usage des classes moyennes : chaque logement disposait d'une chambre de service. Le chauffage était assuré par un système utilisant les ordures ménagères de l'immeuble. Un monte-charge spécial ventilait les colis et les cabas à chaque étage depuis le rez-de-chaussée.

Les premières réalisations de logements ouvriers en hauteur s'élèveront à Rotterdam, à partir de 1934. Ce sera d'abord le Bergpolder, oeuvre de Brinkman, Van der Vlugt et Van Tijen, un édifice de dix étages avec des logements identiques pour des familles n'ayant qu'un enfant : il imposait dans le paysage une façade tramée et transparente que ni le Stijl ni les fonctionnalistes ne pouvaient renier. Cette réalisation - et celles qui suivirent - s'inscrivaient dans le cadre d'un nouveau courant urbanistique basé sur l'expression du logement des tranches particulières de la population devant habiter des bâtiments en hauteur.

L'occasion de faire des propositions concrètes tenant compte de l'idéologie des CIAM sera bientôt donnée à ses fidèles : en 1931, le syndicat des architectes néerlandais avait proposé à la municipalité d'Amsterdam de lancer un concours d'habitations à bon marché. La décision est prise en juin 1933, les architectes disposent d'un an avant de remettre leurs projets. Keppler préside le jury, assisté de l'une des plus anciennes militantes du logement social, Louise Pek-Went, ainsi que de M. A. J. Baanders - un ami de M. de Klerk - et de Duiker (décédé avant le jugement, celui-ci sera remplacé par M. Stam). Toutes les tendances historiques du logement social à Amsterdam, depuis ses origines, étaient donc représentées ici.

Sur un terrain de 240x300m, il s'agit d'édifier 1.000 logements selon les nouvelles normes du règlement municipal d'Amsterdam : surface minimale de 34 mètres carrés au lieu de 25 précédemment ; obligation d'une douche ou d'une baignoire ; loyer le plus bas possible. L'ensemble comprendra 50 boutiques et deux écoles. Les appartements sont divisés en quatre catégories : 60 % pour cinq personnes et plus, 25 % pour quatre, 10 % pour trois, 5 % pour deux.

Il y eut 92 envois. Aucun prix ne fut décerné mais le jury accorda des mentions, entre autres à Van Tijen, de Rotterdam ; à Karsten et à Merkelbach ; à Staal, tous trois d'Amsterdam. Dans le rapport, les réponses étaient groupées en six catégories à écarter :

- logements en hauteur : trop chers (Van Loghem avait planté 17 tours sur le terrain prévu) ;
- constructions très basses à forte densité : non rentables ;
- constructions avec galeries : inconvéient de l'ombre ;
- constructions à quatre étages : n'apportent rien de nouveau ;
- constructions à cinq étages : idem.

A la demande de l'architecte en chef de Rotterdam, l'ensemble des projets fit l'objet d'une publication complète, à un prix très accessible, en 1936. Van Loghem et Stam y avaient ajouté des commentaires. Pour le premier, les résultats du concours étaient à classer en deux : projets utilisables immédiatement et solutions pour l'avenir. Il espérait que ce répertoire susciterait de nouvelles idées et ne donnerait pas lieu à des copies serviles. Les barres étaient préférables aux îlots fermés mais se révélaient d'une grande pauvreté architecturale. Il recommandait donc la pluralité des typologies, difficile à mettre en oeuvre dans le petit terrain proposé : le problème

devait être résolu à l'échelle urbaine.

Quant à Stam, il soulevait la question du plan des appartements en fonction de l'évolution des familles. La famille ouvrière, différente de celle des classes moyennes, était généralement nombreuse et les enfants, même une fois mariés, pouvaient cohabiter avec leurs parents. Par ailleurs, dans la journée, la chambre des époux se trouve inutilisée alors qu'elle constituerait une salle de jeux idéale. Stam formule donc l'hypothèse d'un lit escamotable, idée qui fera son chemin après la guerre. En apparence, le concours de 1934 avait été un échec ; en réalité, il préparait l'avenir et son terrain d'action sera le nouveau plan d'extension d'Amsterdam.

5) VAN EESTEREN ET LE NOUVEAU PLAN D'EXTENSION D'AMSTERDAM :

Grâce à l'annexion de plusieurs communes suburbaines, Amsterdam disposait, au lendemain de la guerre, d'importantes réserves foncières : en 1921, son territoire s'étend sur 17.455 hectares contre 4.630 avant 1914. Le "Grand Amsterdam" est à l'ordre du jour, il fournit l'occasion d'une réflexion beaucoup plus poussée que du temps de Berlage sur tous les problèmes d'urbanisme intégrant en particulier les parcs, les cimetières, les établissements d'enseignement de tous les degrés, les casernes de pompiers, les abattoirs, etc.... Les partisans du développement en "tache d'huile" et ceux des villes-satellites s'affrontèrent tandis que Keppler restait accroché aux problèmes du quotidien : les problèmes de la vieille ville étaient loin d'être tous réglés ; il fallait reprendre la lutte contre les taudis qui n'avaient pas encore disparu et s'occuper du relogement des vieillards. En 1924, une commission est constituée, elle élabore le "Groot Amsterdam" qui se

présente sous la forme d'un aménagement du réseau routier répartissant des zones d'activités spécialisées.

Avec Van Eesteren, nommé directeur du département d'urbanisme d'Amsterdam en 1929, la ville va devoir s'étendre d'une façon nouvelle. Car Van Eesteren est un militant des CIAM et l'un des rédacteurs de la Charte d'Athènes, bientôt connue dans le monde entier comme le manifeste le plus important du mouvement moderne. Grâce à Van Lhuizen, très au fait des techniques américaines, son plan fut basé sur des enquêtes statistiques très poussées. Les échevins d'Amsterdam l'approuvèrent en 1935 et l'Etat néerlandais en 1939.

Ce plan a été souvent considéré comme la mise en forme de la théorie sociale-démocrate de la ville, autrement dit la négation de la lutte des classes par la planification concertée de l'économie, selon la doctrine du socialiste belge Henri de Man qui se plaçait alors "au-delà du marxisme". Quoi qu'il en soit - et d'après les recommandations des CIAM - la ville fut d'abord observée et analysée à la façon d'un cas médical. Toutes sortes de recherches quantitatives et qualitatives furent effectuées avant de se livrer à des calculs prévisionnels devant assurer la parfaite maîtrise du mécanisme urbain. L'expansion projetée se situait principalement à l'ouest et au sud de la ville, elle se présentait sous la forme de quartiers de 10.000 habitants installés dans des rangées de barres orientées nord-sud, comme en Allemagne.

Toujours en suivant la Charte d'Athènes, le plan s'accompagnait d'une notice fixant la largeur des rues et leur hiérarchie, piétonnière, cyclable, réservée aux automobiles. Pour satisfaire les partisans des cités-jardins, le "vert" n'était pas oublié, ainsi pour dissimuler la ceinture de chemin de fer. A part quelques indications sur les barres, la notice fournissait peu d'explications concernant les différents types



de logements à construire. Van Eesteren était très influencé par Mondrian. Toutefois, à la différence du Maître, limité à l'espace de ses toiles, les contraintes d'une ville et de ses habitants pesaient sur ses schémas d'urbaniste.

Il comparait d'ailleurs souvent son travail à celui des constructeurs de cathédrales du Moyen-Age où oeuvraient plusieurs générations de bâtisseurs. Ce n'était pas lui qui terminerait la tâche entreprise sous sa direction. Mais il aurait contribué, au sein d'une municipalité parfois tentée par des actions à court terme, à maintenir l'obligation d'une image idéale de la ville que reprendraient ses successeurs.

L'unique quartier du plan Van Eesteren réalisé avant la guerre fut celui de Bos et Lommer par les architectes Merkelbach et Karsten, déjà plusieurs fois rencontrés au cours de ce dernier chapitre. Il reçut de nombreuses critiques, y compris de la part des membres du groupe "De 8" : ils considéraient que le principe des barres n'était pas correctement appliqué car l'espacement entre celles-ci se révélait insuffisant.....

---

## NOTES

- 1) Cahiers d'Art, n°1
  - 2) Rationee Woningbouw.
  - 3) Margarete Schütte-Lihotzky. Elle a raconté son expérience dans un article : "Vienne-Francfort : construction de logements et rationalisation des travaux domestiques" in *Austriaca*, mai 1981, n°12, pp.129-139.
  - 4) Studie over Hoogbouw.
-

## C O N C L U S I O N

Au terme de cet essai, il semble que les Pays-Bas - en dehors des "petits maîtres", des tulipes et de la propreté - puissent offrir à l'observateur de nombreux sujets de méditation. Ils n'ont malheureusement guère de chance d'être un jour soumis à l'intelligentsia, pour ne rien dire du grand public : sauf peut-être au 18ème siècle, la Hollande n'a jamais été à la mode auprès des intellectuels français et elle ne constitue pas pour eux un modèle culturel. Pourtant, dans le seul domaine qui nous a occupé pour ce travail, les Pays-Bas présentent des caractères originaux : ils devraient frapper tous ceux qui s'intéressent aux rapports de l'architecture sociale avec ses usagers en régime démocratique.

Le 19ème siècle, on le sait, a été, partout en Europe, celui du triomphe de la propriété immobilière. Le modèle social du citoyen par excellence est celui du propriétaire. Celui qui n'a rien n'est rien. En outre, ce nouveau personnage de la "Comédie humaine" se définit en général comme un orgueilleux solitaire ne devant rien qu'à son génie, "fils de ses oeuvres", hostile à toute forme de communauté rappelant la tyrannie des corporations. De là, une méfiance permanente vis à vis de la moindre intervention de l'Etat ou des communes dans les rapports sociaux : ils ne doivent être réglés que par les lois du marché et surtout celle de l'offre et de la demande.

Or, s'il existe un pays dans lequel les principes de base du capitalisme ont été constamment appliqués, n'est-ce pas aux Pays-Bas, république marchande, oligarchie d'armateurs et de négociants dont la bourse d'Amsterdam symbolisait la puissance ? Quel étonnement de trouver chez ces bourgeois conquérants, présents sur tous les points du globe où

des affaires sont possibles, un sens de la collectivité presque jamais en défaut !

Car c'est bien dans cette république de suffrage censitaire où la classe gouvernementale n'était composée que de personnalités appartenant à l'aristocratie ou à la haute bourgeoisie (1) qu'a été votée la loi de 1901, la plus favorable aux locataires jamais apparue en Europe à cette date. Et ceci sans pression des organisations socialistes, alors embryonnaires. Persistance des traditions de la commune médiévale, influence du calvinisme, nécessité de s'unir en permanence contre la mer, ce faisceau de variables explique peut-être un "sens social" inconnu ailleurs. Devant un problème - celui du logement populaire à la fin du 19ème siècle - qui s'imposait, il a joué à fond.

Une autre particularité "hollandaise" réside en ce que, pour la première fois au monde, le logement social a été un véritable laboratoire formel et typologique où tous les architectes ont oeuvré. On chercherait même en vain un praticien néerlandais de stature internationale - les exemples de Berlage et de Oud le prouvent assez - qui n'ait pas construit un immeuble destiné aux plus humbles de ses concitoyens. En réalité, ce sont des milliers de logements qu'ils ont procuré à la classe ouvrière, non une contribution en forme d'aumône.

Dans cette vaste opération, Amsterdam a joué un rôle-pilote. Elle deviendra la Mecque du logement social et les réformateurs de Vienne-la-Rouge, de Francfort, de Paris même - à un moindre degré - courront s'y initier à l'art de l'habitation collective. En ce lieu "marchand", toutes les audaces se donneront carrière.

On y rencontrera des femmes, militantes d'un remarquable bon sens, qui se lanceront dans de minutieuses enquêtes et dénonceront, sur

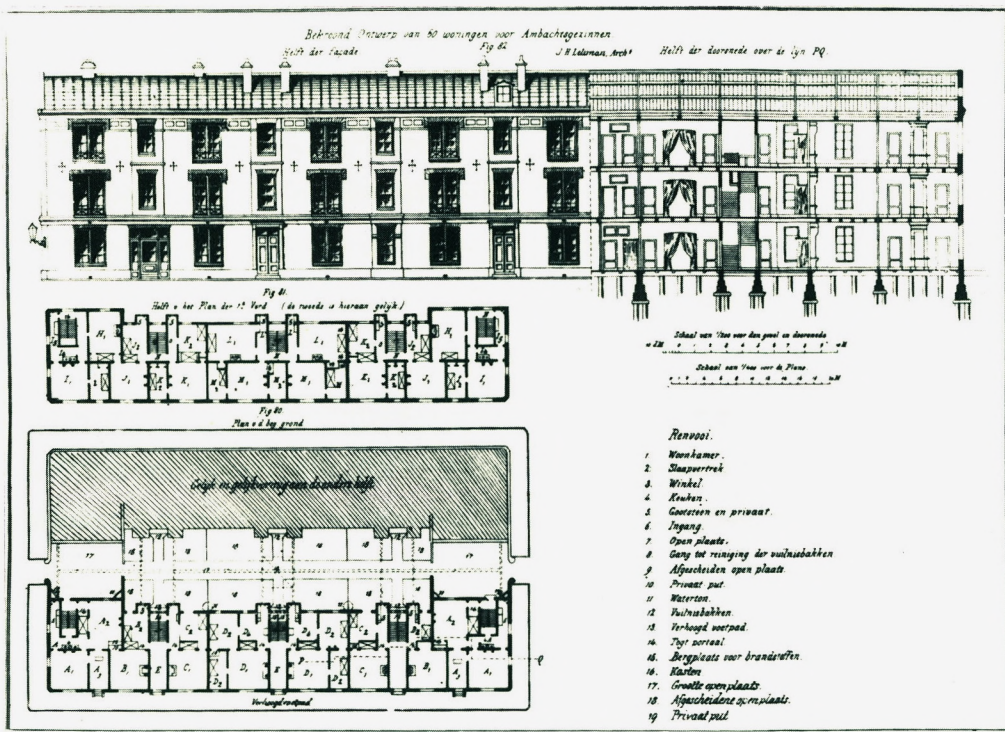
pièces, la détresse du logement populaire ; on y assistera à la montée des sociaux-démocrates qui, plutôt que de passer leur temps à faire l'exégèse des textes sacrés du socialisme en renvoyant la solution des problèmes quotidiens aux lendemains du Grand Soir, se préoccupèrent de les traiter et d'en suivre les étapes pendant des années ; on y verra - alors qu'on l'aurait attendue ailleurs - l'apparition d'une architecture sociale "expressionniste" : son aspect fantastique, après plus d'un demi-siècle, conserve toujours son pouvoir d'envoûtement.

Mais Amsterdam annonçait aussi l'avenir qui ne fut pas aussi radieux que l'espéraient les fidèles des CIAM. Le fameux concours, organisé par la municipalité en 1933 et auquel participa Marcel Lods, alors associé d'E. Beaudouin, préfigurait toutes les solutions qui furent adoptées en Europe après la deuxième guerre mondiale. Les vingt-huit barres de H. Leppla, les vingt-deux tours de J.B. van Loghem et la formidable façade en treillis de M. Lods, vingt années après, s'alignèrent et se dressèrent effectivement à la périphérie des grandes villes.

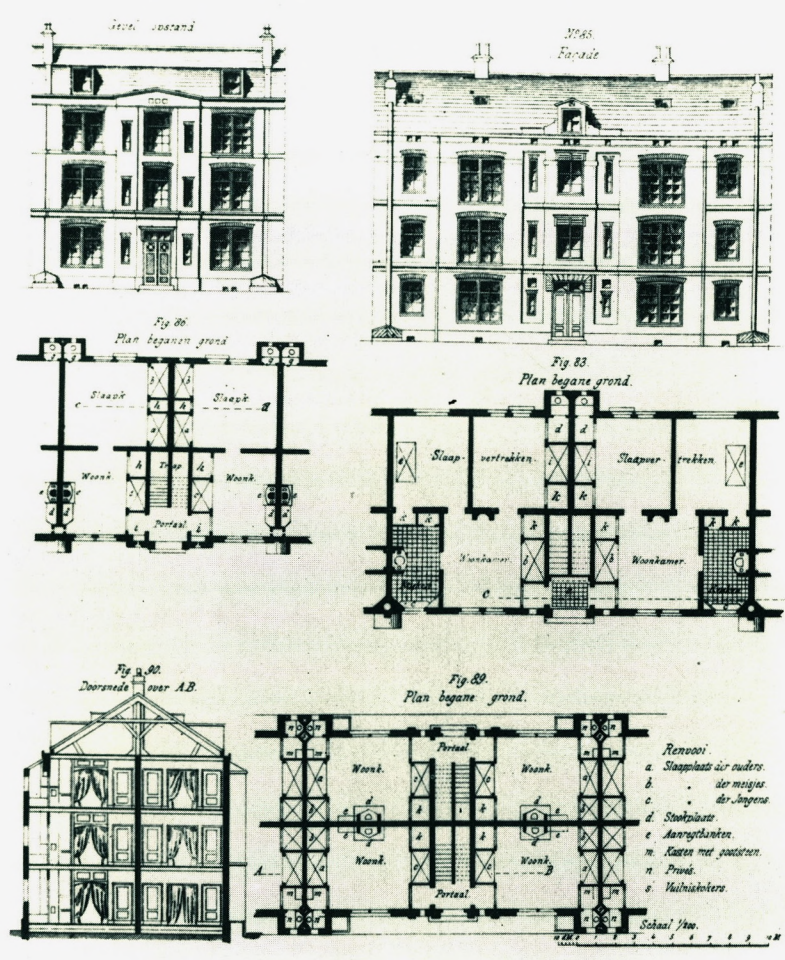
Berlage ni De Klerk n'avaient fait école à l'étranger alors que le "Fonctionnalisme" néerlandais fournit des modèles qu'apprécièrent les lecteurs des revues d'Architecture. Le puritanisme formel - celui des tenants du "Stijl" - déferla sur l'Europe entichée de Mondrian avant de se heurter au rejet radical des populations concernées mais jamais consultées. Les temps ont changé et le "pittoresque" comme le lierre, se glisse partout. Faut-il revenir à Amsterdam pour d'autres leçons ?

#### NOTE

1) Sur cette question, voir M. Dogan et M. Scheffer - Van der Veen, "Le personnel ministériel hollandais, 1848-1958", in L'année sociologique, 1957-58.



Premier prix remporté par J.H.Leliman au concours organisé par l'association VA en 1852.



Plans proposés par Leliman dans le rapport de 1855.

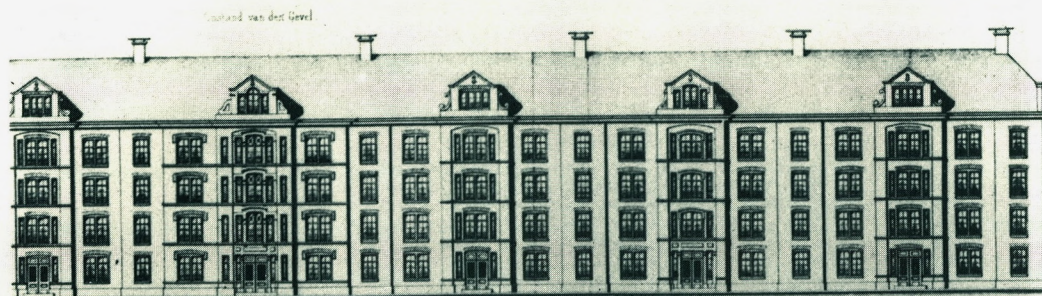
Fig.86, plan traversant

Fig.83, catégorie supérieure avec W-C.

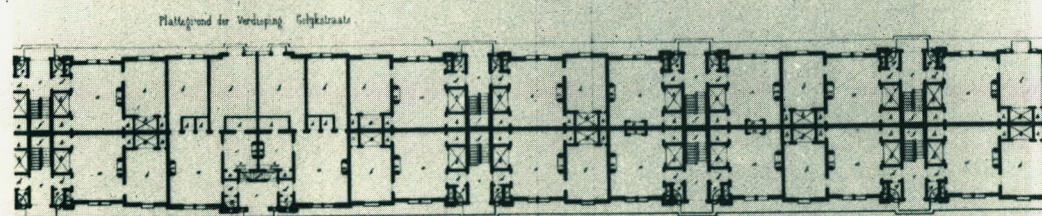
Fig.89, catégorie économique.



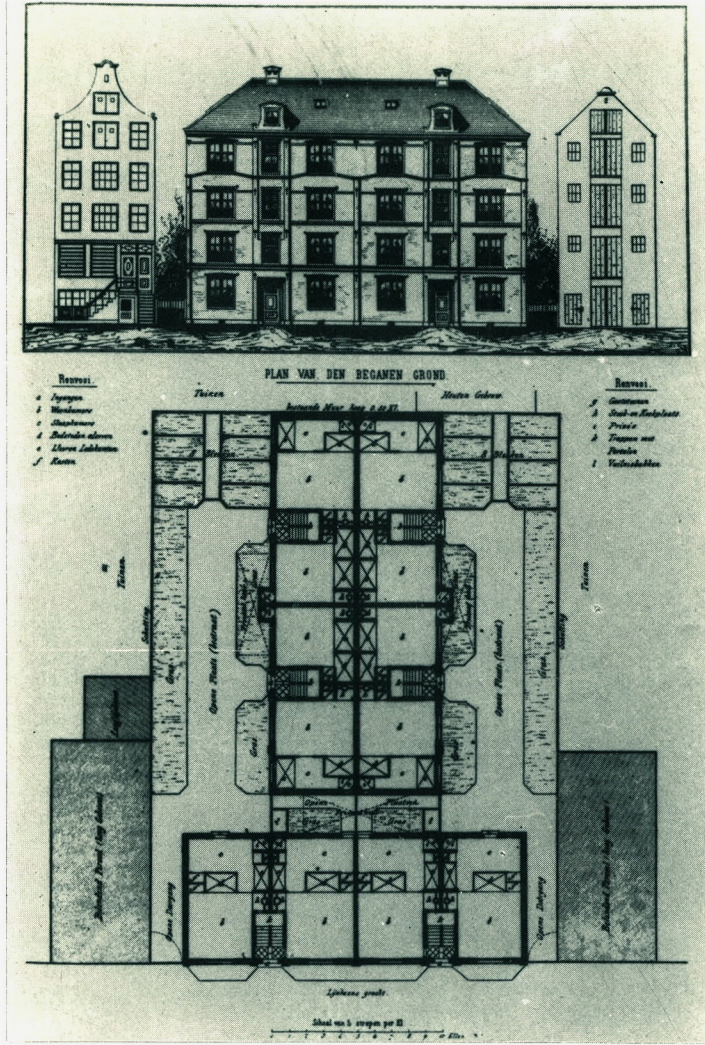
H.Hanna, immeuble  
de la  
Passeerdererstraat,  
1853.



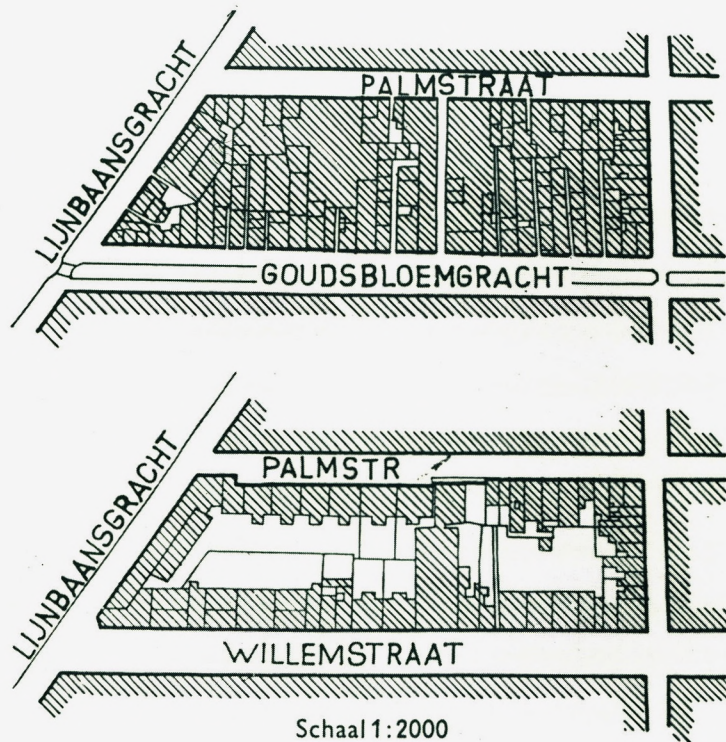
P.J.Hamer;  
immeuble de  
la Plancius-  
straat,  
1856.



Paalgrond en Aanzigt der Metalwerken.



Leliman, immeuble pour la société Salerno, 1856.



Première opération d'assainissement du Jourdan par la VA, 1854-57.

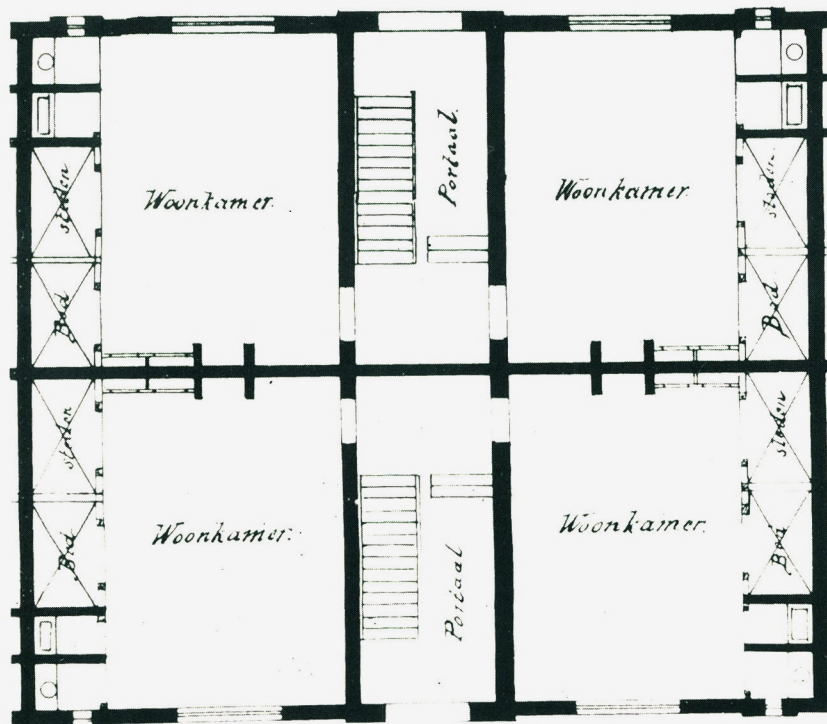




Willemstraat, état actuel.

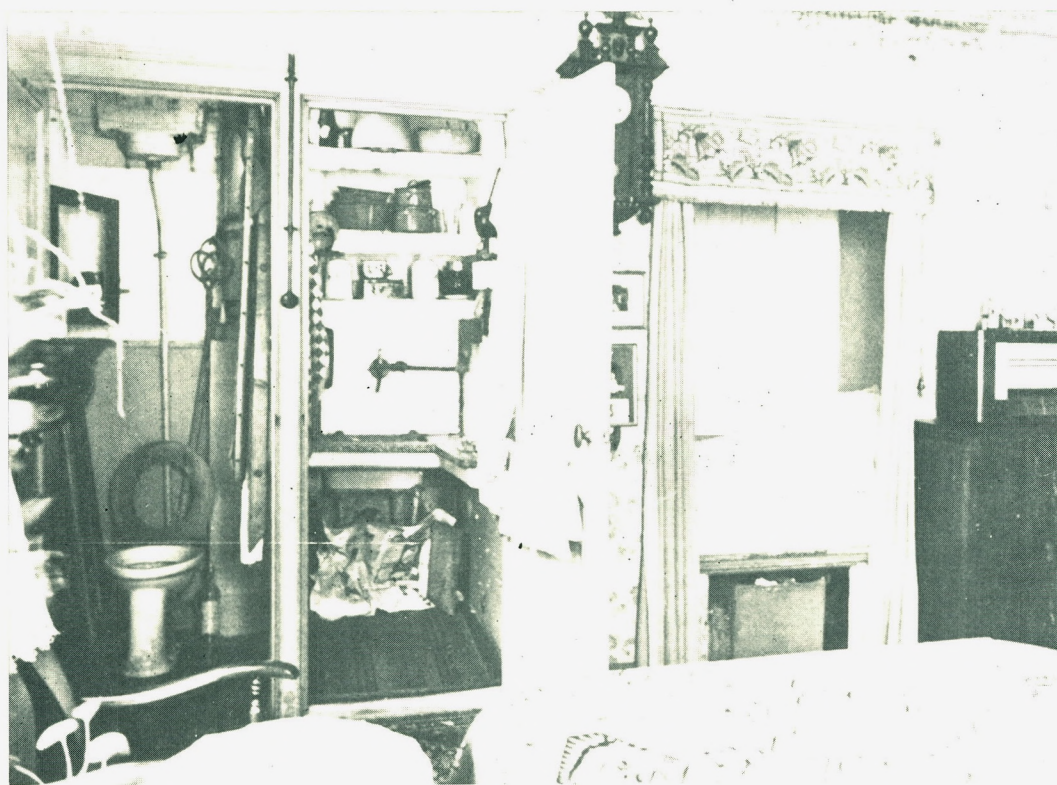
*Woningen Marnixstraat. Blok A.*

*Plan gelijkstraats in der 1.2 en 3 Vordieping.*



B.de Graaf,  
plan des  
appartements  
de l'immeuble  
de la  
Marnixstraat.

94 Plattegrond van het blok eenkamerwoningen; oorspronkelijk bestond een zijde van de woonkamer (4 x 8,40 m) uit twee deuren, van privaat en keuken, en de gordijnen van twee bedsteden (uit Hasselt 1890, pl. 2, fig. 4).



Marnixstraat, vue intérieure.



Marnixstraat, état actuel.



Johanna ter Meulen

Helene Mercier

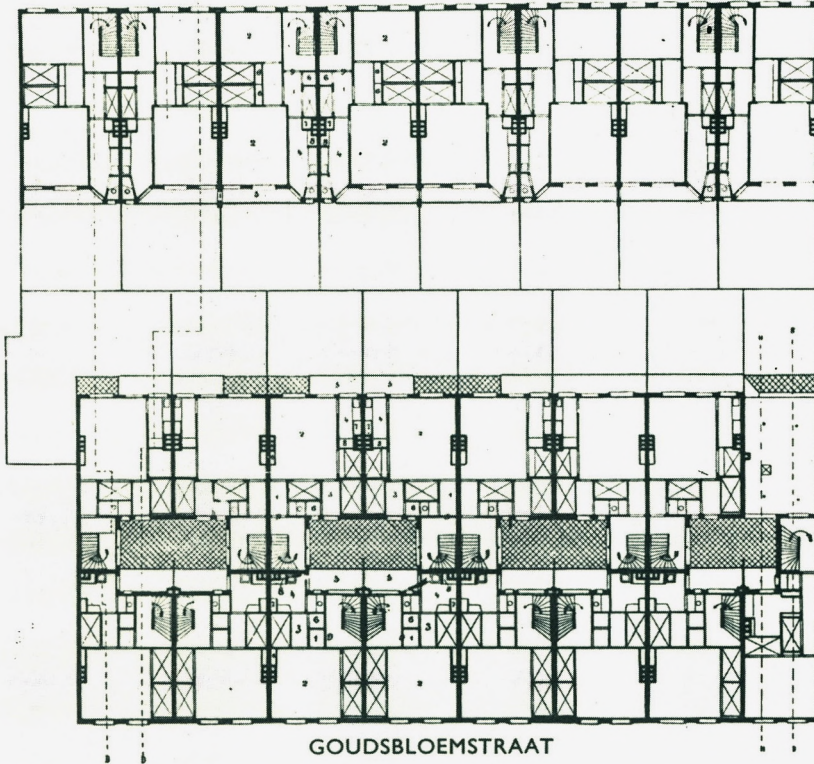
L. van der Pek-Went

Les trois premières militantes du logement social à Amsterdam.



Van der Pek, immeuble de la Goudsbloemenstraat, 1896.

LINDENGRACHT



GOUDSBLOEMSTRAAT

Schaal 1:400

Plan des appartements de l'immeuble de la Goudsbloemenstraat.

Alles voor het princip!



"Tout pour le principe!"

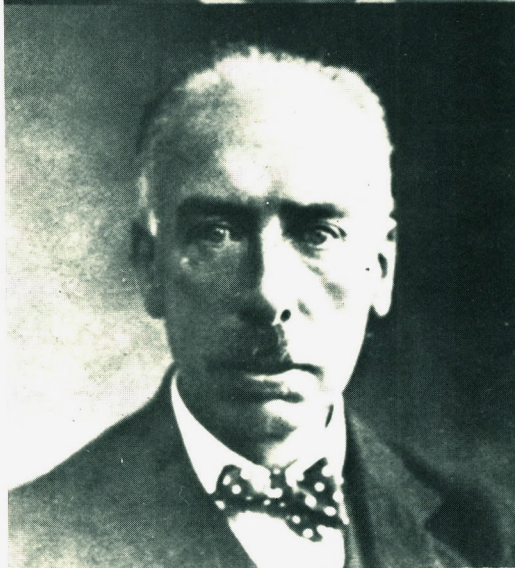
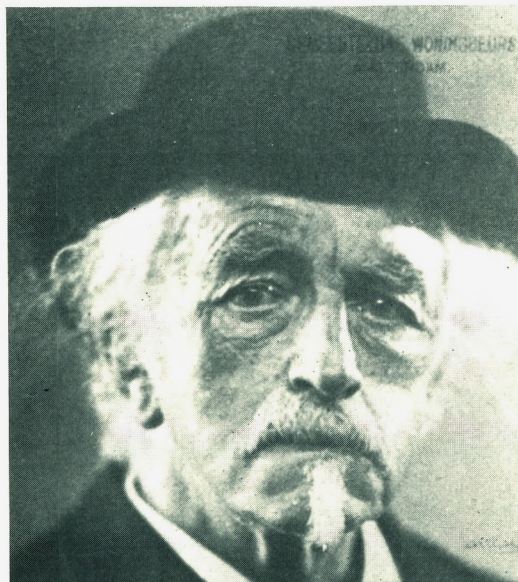
Vliegen Wulping Loopuit Wibaut



Oudegeest <sup>Wibaut</sup>  
 DE AMSTERDAMSCH E MAAOD: Ja, arme stakkerds, jelui moet maar naar de Toevlucht voor Onbehuisden. De heeren daar breken jelui  
 woningen af, nu er geen nieuwe zijn.

Abri pour sans-logis:

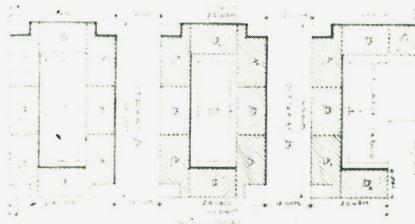
"Mes pauvres gens,  
 vous devez vous  
 installer ici, les  
 Messieurs qui ont  
 détruit vos maisons  
 n'ont encore rien  
 construit d'autre."



Wibaut et Keppler.



Obelt, les "caisses à oranges" de Wibaut, 1916.

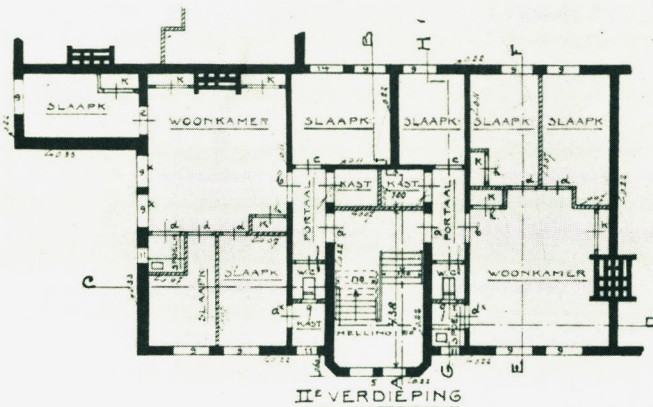


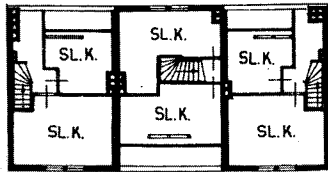
161  
Drie Bouwblokken voor de Vereniging 'De Arbeiderswoning' aan de Java-, Molukken- en Balistraat in Amsterdam, 1912. pentekening. Situatie en typeverdeling.

162  
Drie Bouwblokken aan de Javastraat enz., 1912; pentekening. Voorgevel B.

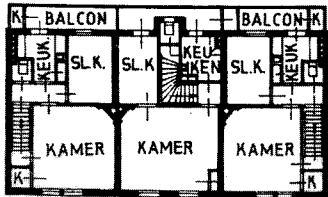


H. Berlage,  
immeuble dans la  
Molukkenstraat,  
1912.

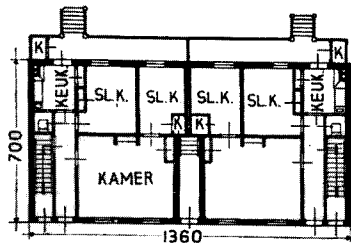




Zolder



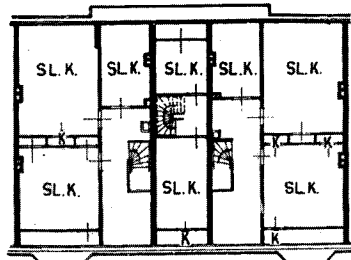
Verdieping



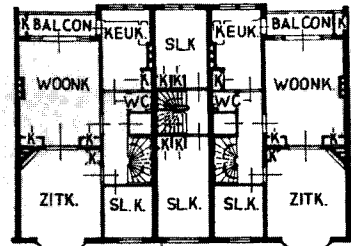
Begane grond

Schaal 1 : 200

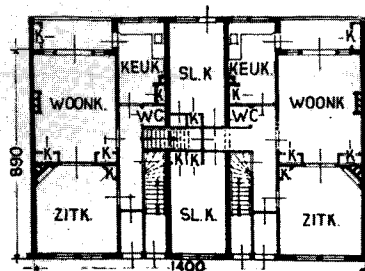
evolution du type 1/2.



Zolder



1e Verdieping

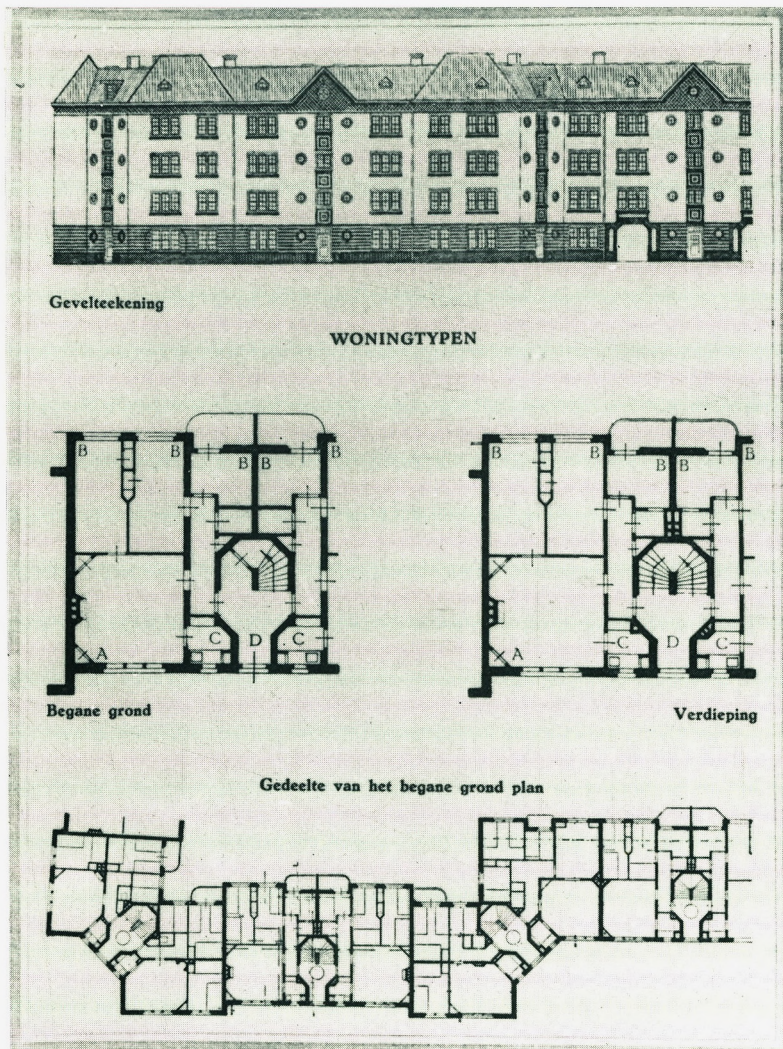


Begane grond

Schaal 1 : 200



H.Berlage, immeubles dans le Transvaalbuurt.



K.C.de Bazel, complexe de logements, Van Beuningenplein 1914-18.

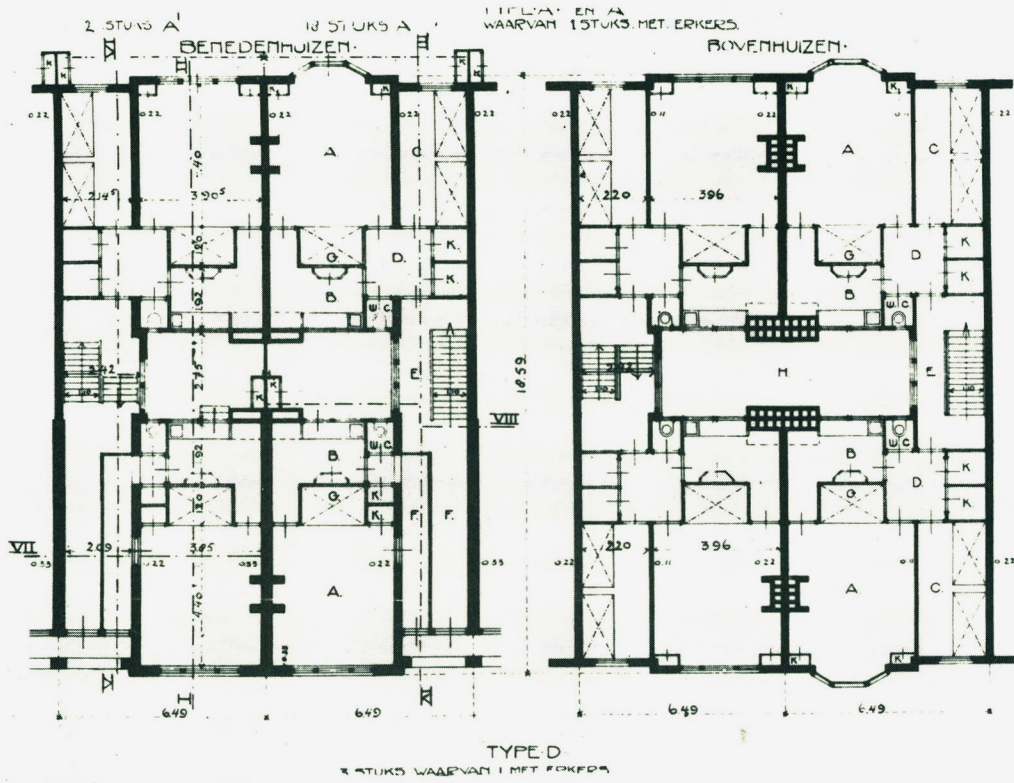




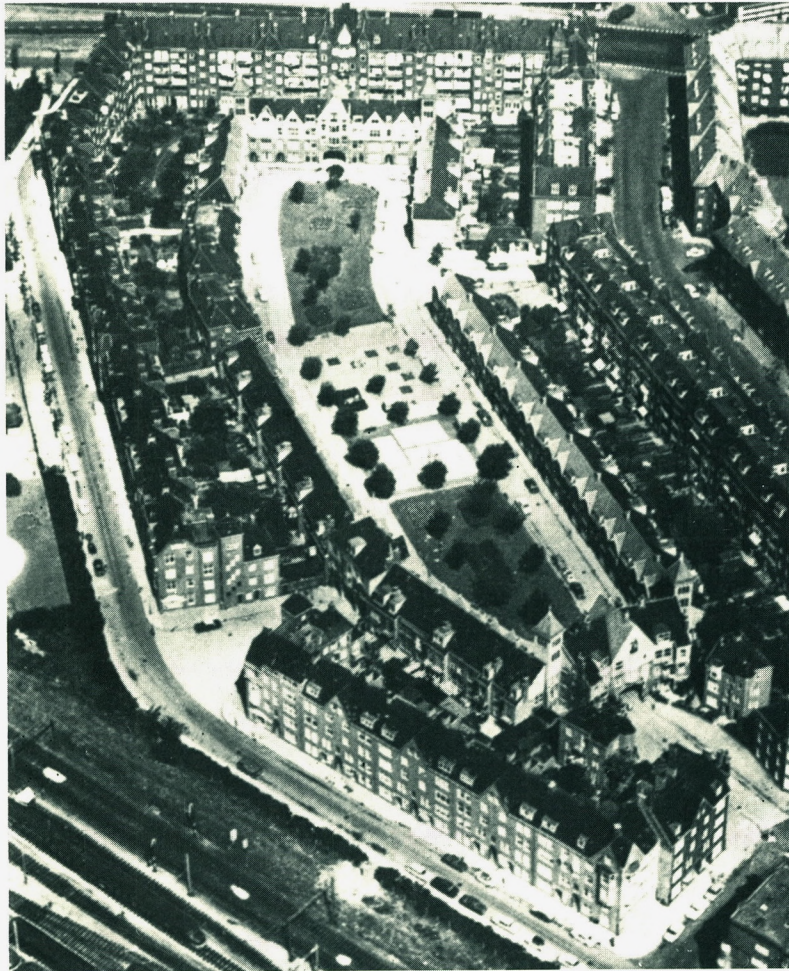
Leliman, immeubles dans la Zeeburgerdijk.



H.J.M. Walenkamp,  
immeuble dans la  
Tasmanstraat,  
1910-13.



Plan de l'immeuble de la Tasmanstraat.



Walenkamp,  
ensemble Zaanhof,  
vue générale,  
1916-18.

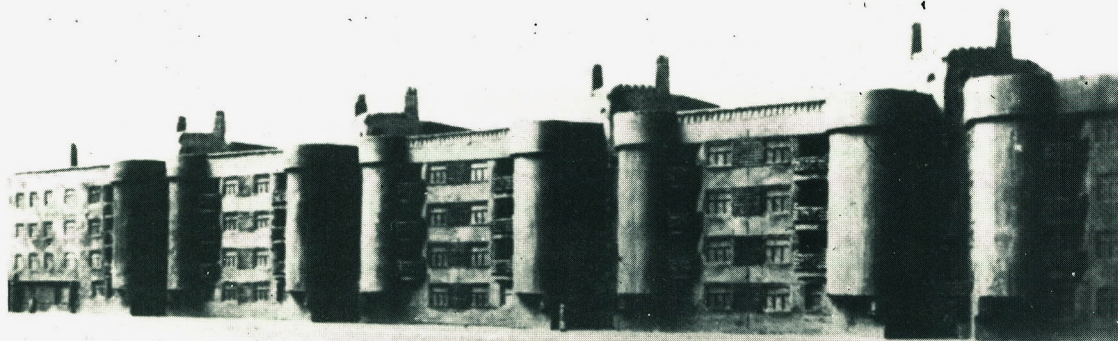


HET MERCATORPLEIN IN AMSTERDAM-WEST.

H. Berlage, Mercatorplein, 1925-27.



Michel de Klerk  
et  
P.L.Kramer.



Maquettes en plastiline.



J.C.Van Epen, Harmoniehof, 1919-22.



J.Gratama, immeuble dans le Stadionbuurt, façade sur la rue, 1921-24.



J.C.Van Epen, complexe de logements, Saffierstraat, 1926.

Ontwerp van een brandvrij woongebouw voor gehuwde arbeiders.

Fig. 74.

Boven plan.

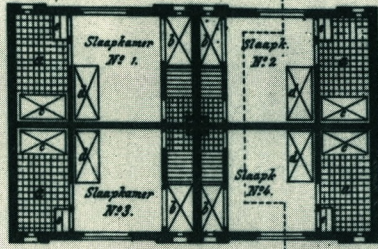


Fig. 73.

Beneden plan.

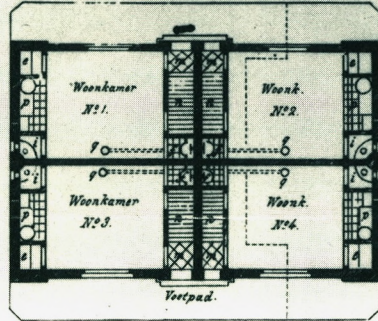


Fig. 76.

J.H. Leliman, Arch.

Opstand

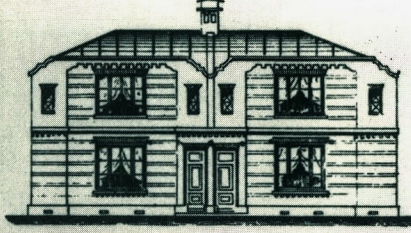
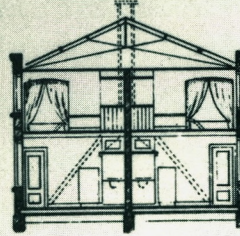


Fig. 75.

Doorsnede over C.D.



Schaal van 1/200.



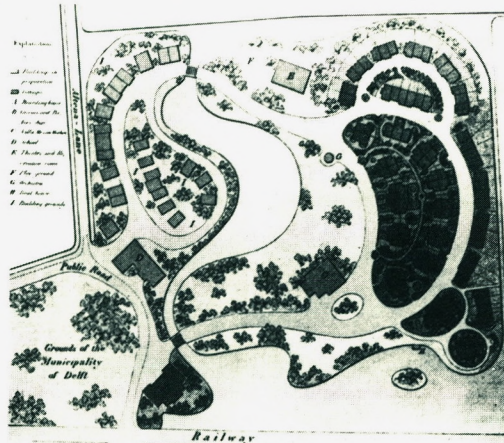
Renvooi.

- a. Bergplaat.
- b. Bedstede der ouders.
- c. Ledikanten voor meisjes.
- d. idem voor jongens.
- e. Kasten.
- f. Kookplaatsen.
- i. Privé.
- m. Portalen.
- n. Trappen
- p. Ruimten voor goossteen aanregbank & wateren.
- g. Kagehels.

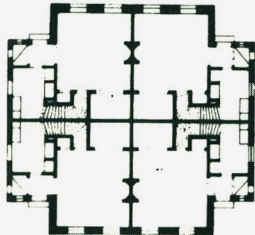
Leliman,  
introduction  
du type  
mulhousien  
aux Pays-Bas.

Factory housing Agneta Park  
Nederlandsche Gas en Spiritus Fabriek  
Delft  
1885  
J.D. Zocher  
F.H.I. Kerckhof

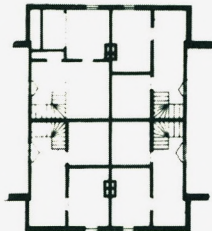
The site planning by Zocher, in the English garden style, created a picturesqueness which belied the fact that this was an industrial settlement. The concern for appearance was pervasive: the workers' dwellings were designed to be similar in scale to Van Marken's nearby villa.



6  
7a X  
7b



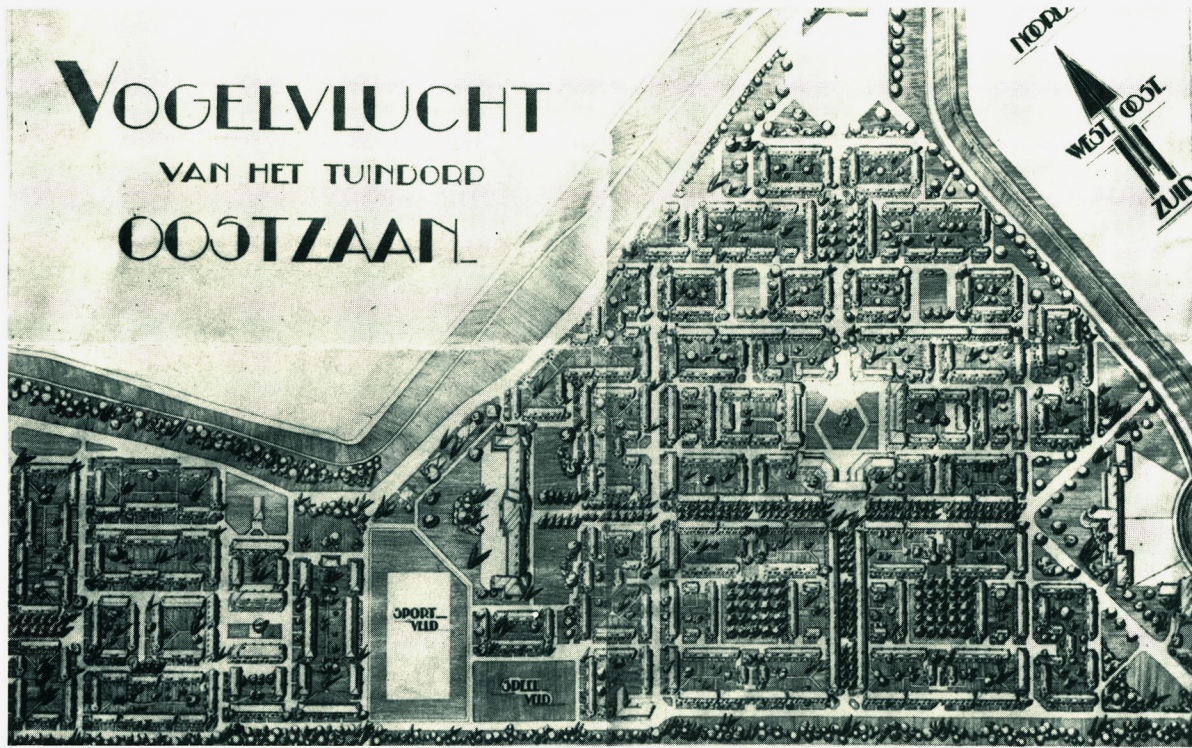
ground level



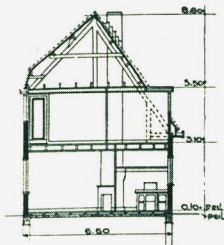
upper level



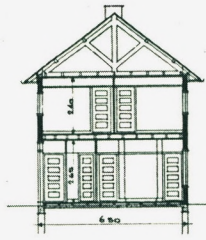
Agneta Park.



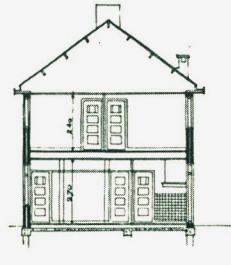
J.M.Mulder, cité-jardin d'Oostzaan, 1918-23.



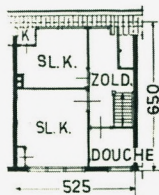
Doorsnede



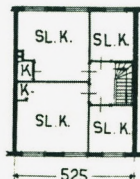
Doorsnede



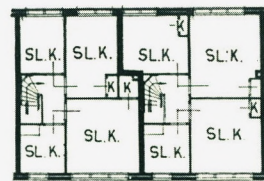
Doorsnede



Verdieping



Verdieping

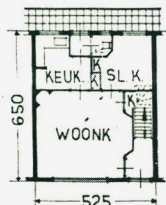


Verdieping



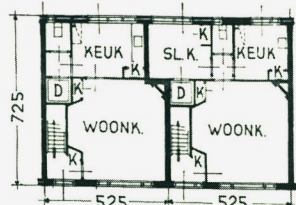
Begane grond. Schaal 1:200

1924. Tuindorp Nieuwendam. Gemeentewoningbouw.



Begane grond. Schaal 1:200

1927. Buiksloterham. Gemeentewoningbouw.

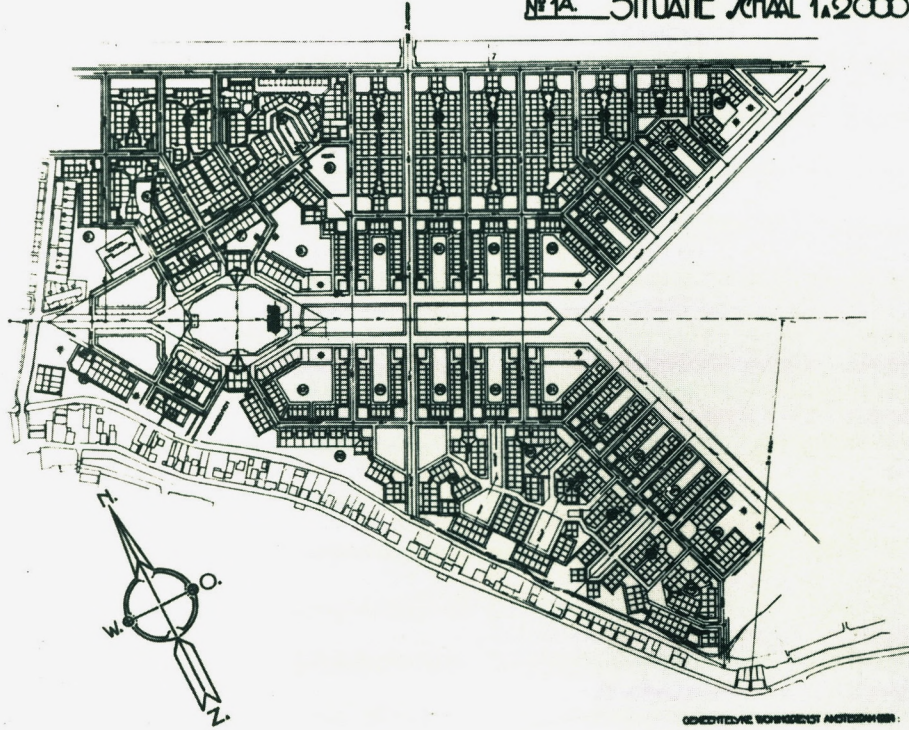


Begane grond. Schaal 1:200

1937. Tuindorp Oostzaan. R.K. W.B.V. „Het Oosten”.

Plans de trois types d'habitat pavillonnaire conçus pour les cités-jardins, 1924-37.

BEDOUWINGPLAN NIEUWENDAM II  
№ 1A. SITUATIE MAAL 1:2000



J. Boterenbrood et B.T. Boeyinga, cité-jardin de Nieuwendam, 1924-27.



Nieuwendam.





Gevels aan het Hinthamer Bolwerk met kijk in de Kastanjestraat

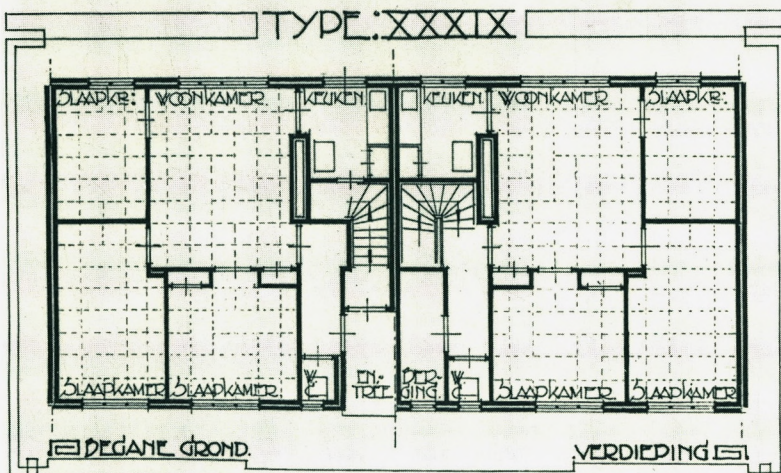
Photo Gregoire

ook geen overdreven optimisme of roekeloosheid van voornoemde gemeentebesturen om hiertoe te besluiten.

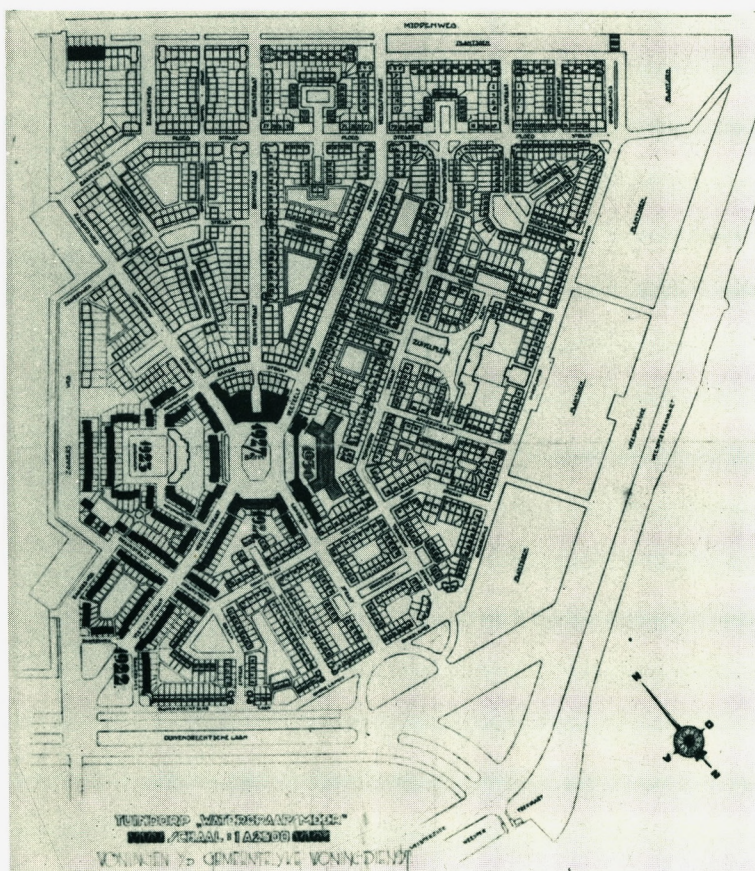
Er moest toch in dien betonbouw een „mogelijkheid” schuilen. Het moest toch mogelijk zijn, een goed systeem samen te stellen, berustend op gezonde principes, en voldoende aan redelijk te

stellen eischen. Dit materiaal, zijnde bij goed nadenken, voor de architecten om van te water-tanden, sluit in, dat de mogelijkheid om tot een goede vormgeving te komen er toch moet zijn. Aantrekkelijk was het gehele vraagstuk ook om zijn economischen kant. Het Gemeentebestuur had er een gelegenheid in, zijn vele werkloozen te

J.M.Hardeveld,  
Bois-le-Duc,  
complexe de  
logements en  
béton.



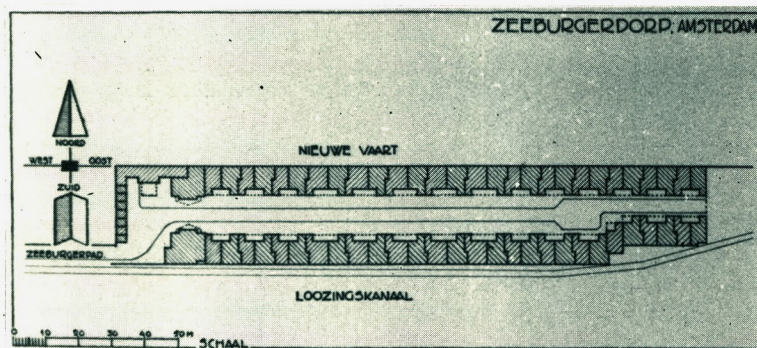
Architect J. M. Hardeveld



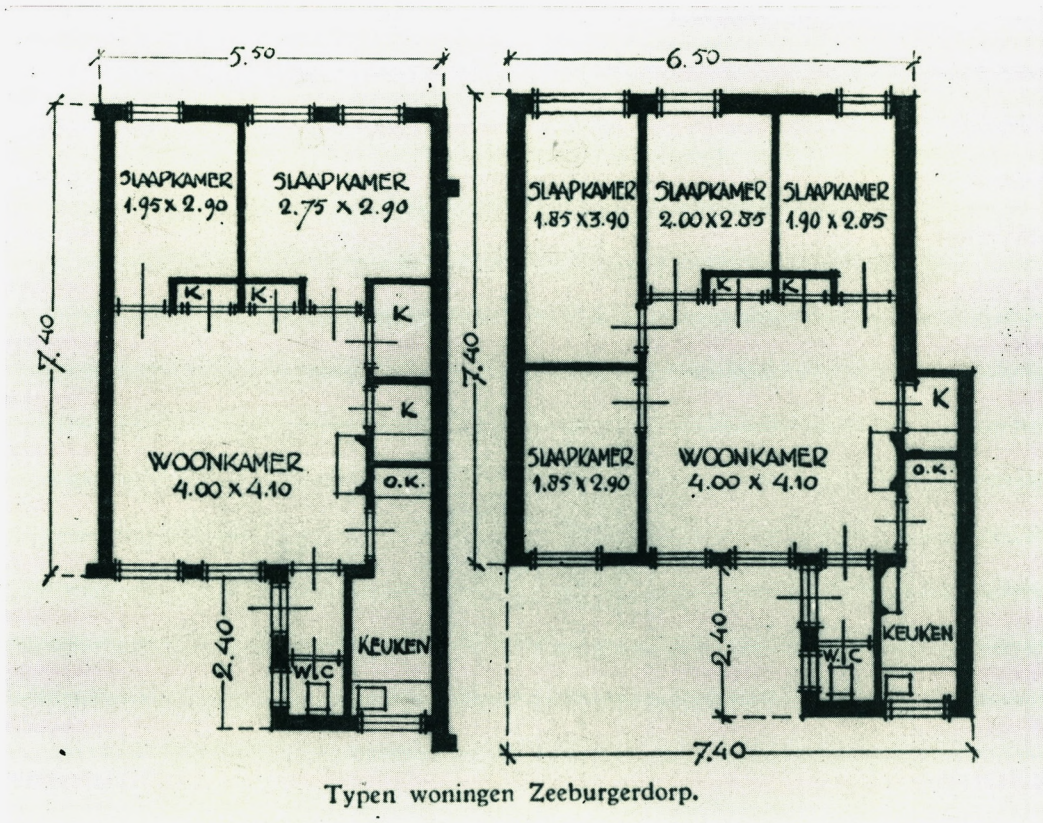
Le "Village-  
Béton", plan-  
masse.



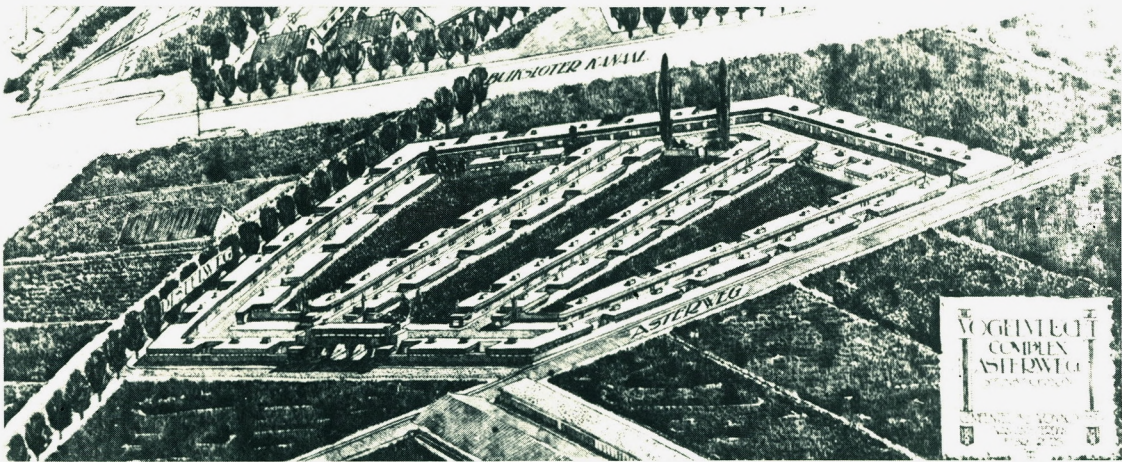
Place centrale du Village-Béton.



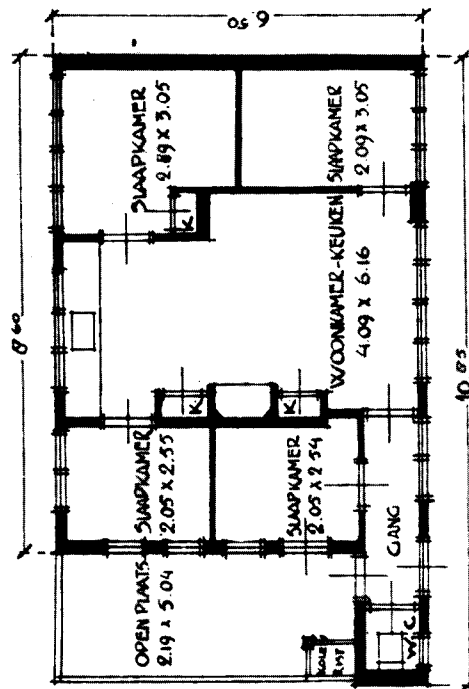
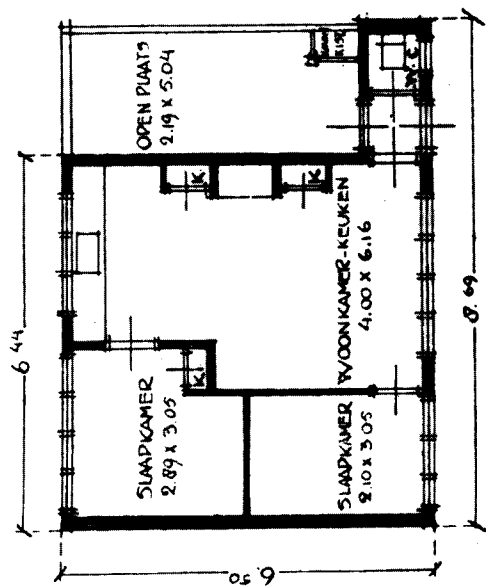
Zeeburgerdorp, village de "redressement", 1926.



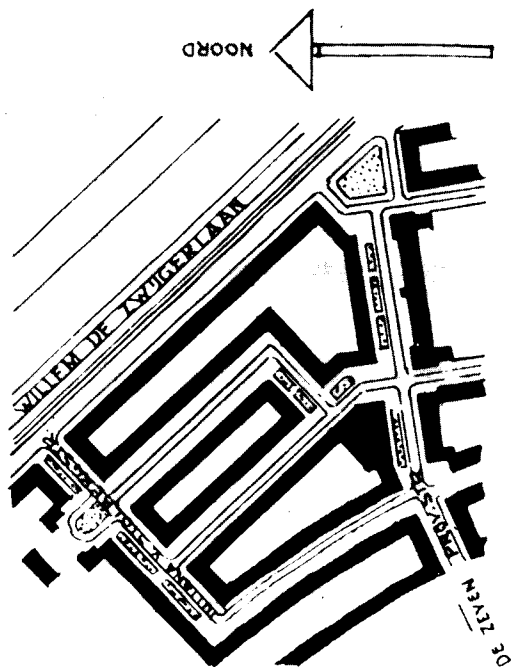
Typen woningen Zeeburgerdorp.  
Les deux types d'habitation de Zeeburgerdorp.



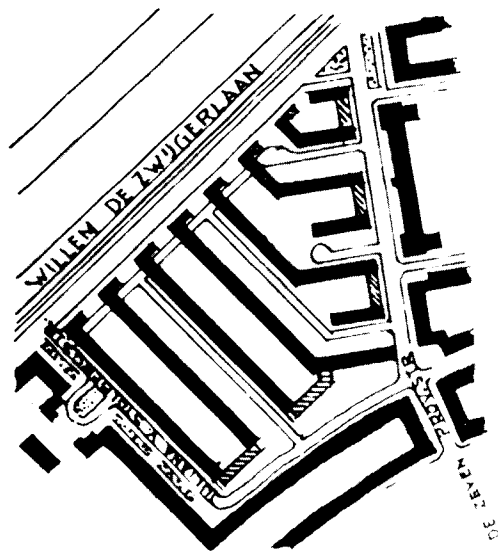
Asterdorp, village de "redressement", 1927.



Types d'habitation d'Asterdorf.



original proposed site plan



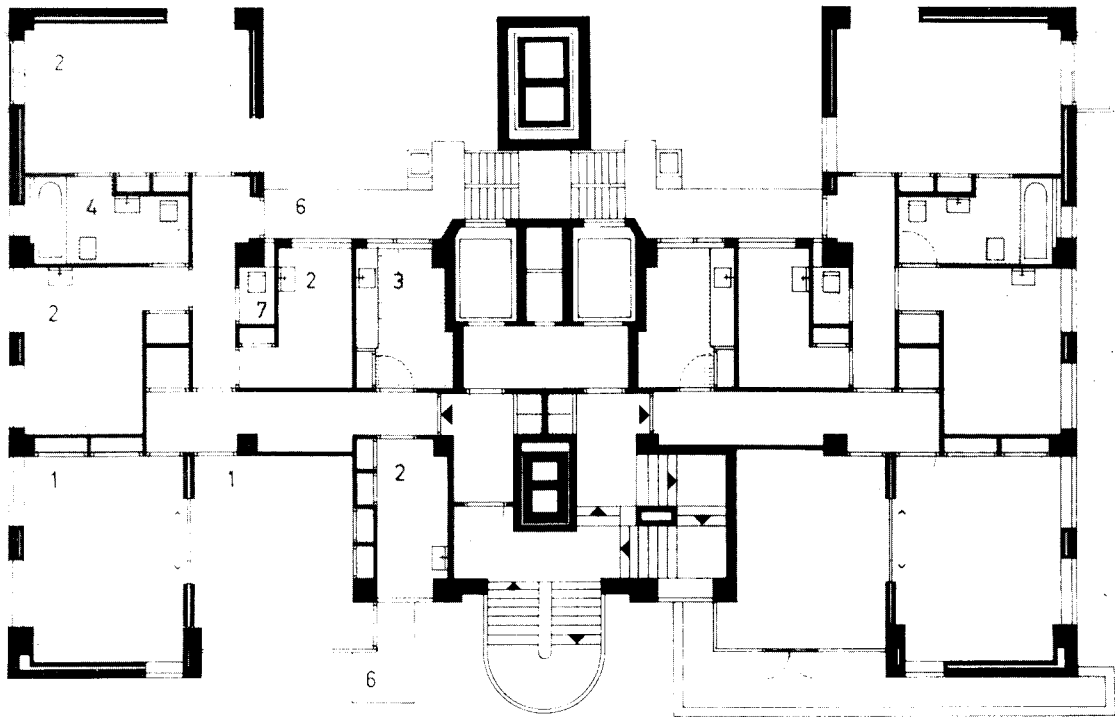
revised proposed site plan



J.F.Staal,  
le premier gratte-  
ciel d'Amsterdam,  
Victoriaplein,  
1929-30.



Landlust,  
les  
premières  
barres.

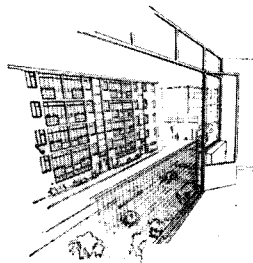
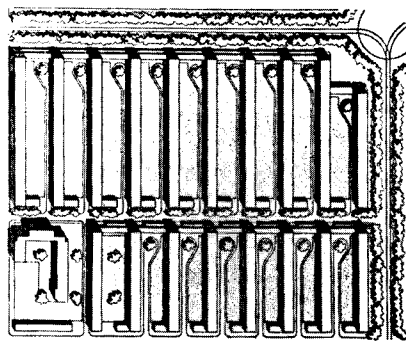


plans des appartements du gratte-ciel.

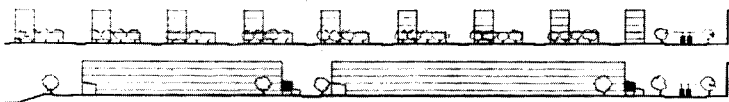
30 Premie. Motto 1254. Bodon, Groenewegen, Karsten, Merkelbach, Amsterdam

Beoordeling der jury blz. 106

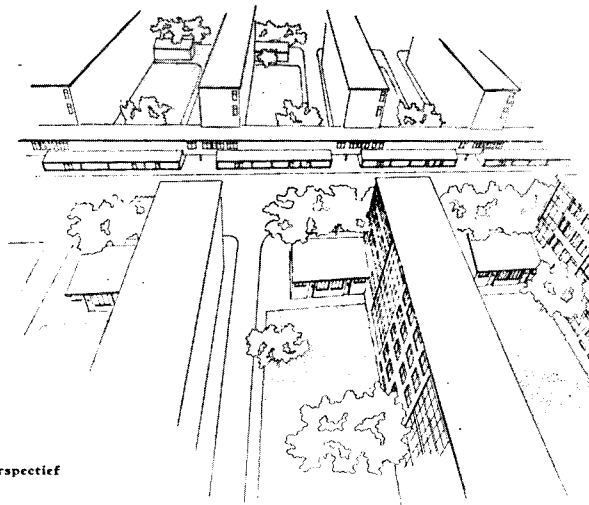
4 woonlagen met souterrain, eenige percelen 1 woonlaag en winkels met 1 woonlaag



situatie



profiel noordelijke straatwand middenweg en aanzicht oostgevels. 1:2000

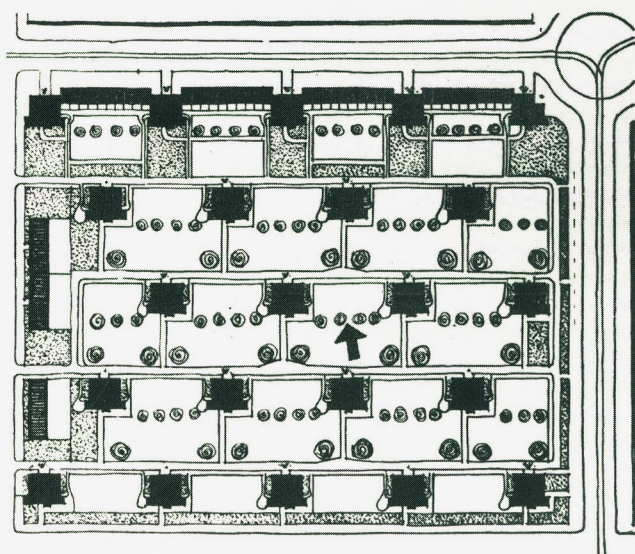


perspectief

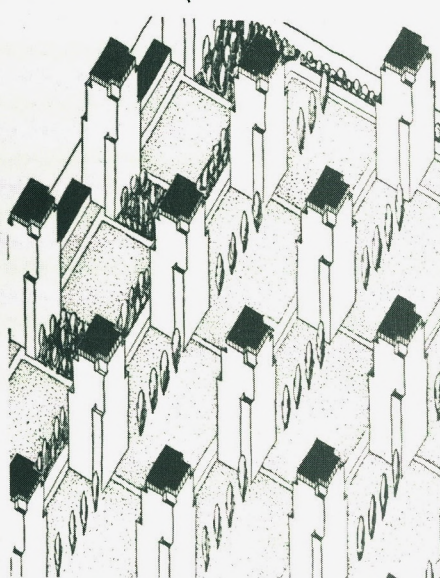
concours de 1926,  
projet de  
Merkelbach et  
Karsten.

81 Motto 1378-70. Ir J. B. van Loghem, Rotterdam  
Beoordeeling der jury blz. 110

22 vrijstaande torenhuizen, 16 woonlagen met kelder.  
15 met, 7 zonder winkels, bovendien 40 winkels in  
laagbouw langs noordel. verkeersweg. (staalskelet)

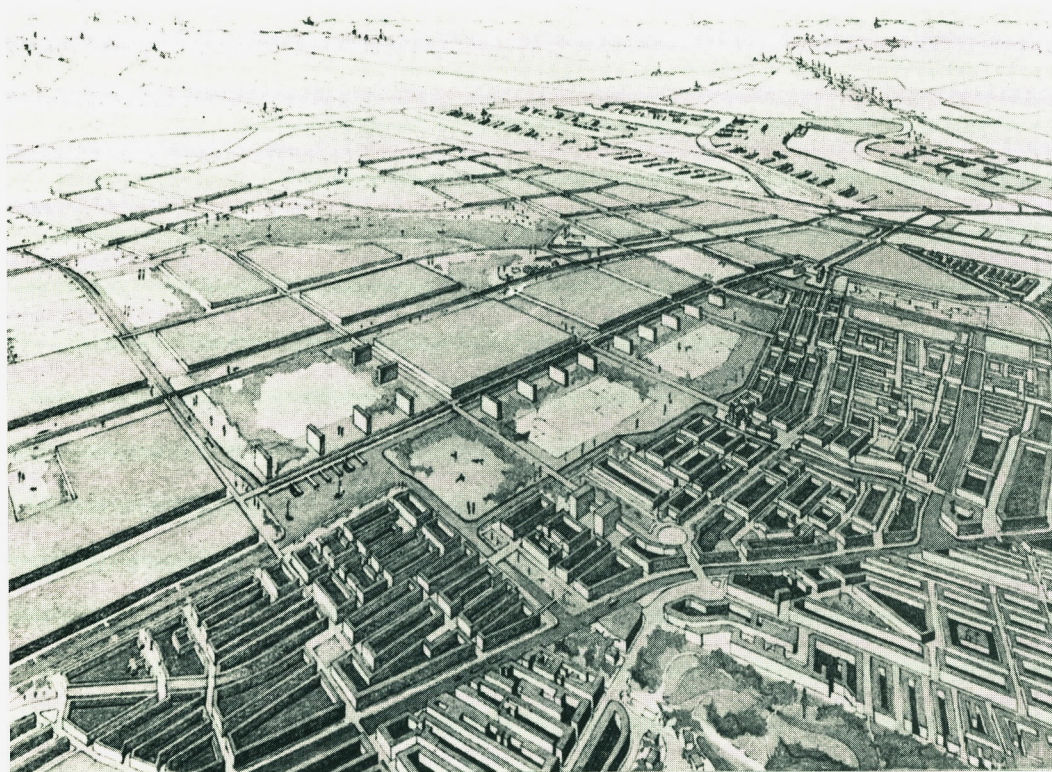


situatie



isom. projectie 1-3000

Concours de 1936, les tours de Van Loghem.



C. Van Eesteren, plan d'extension d'Amsterdam, 1934.

## B I B L I O G R A P H I E

Toute recherche devant porter sur l'architecture aux Pays-Bas de 1859 à 1940 peut bénéficier des inestimables services rendus par la bibliographie établie - en 1977 - par Giovanni Fanelli : Moderne Architectuur in Nederland, Staatsuitgeverij, S-Gravenhage, 1978, 368 p. Non seulement cet ouvrage contient un excellent résumé de la question mais il s'enrichit encore d'une liste de 842 titres, classés par année de parution, de 1850 à 1977, et d'un précieux index d'architectes néerlandais (96 noms) précisant pour chacun la nature, la date et l'emplacement de ses oeuvres.

Les institutions ayant fourni l'essentiel de la documentation exigée par ce travail ont été :

- Les archives municipales et le service photographique de la ville d'Amsterdam ;
- La bibliothèque et la photothèque du Woningdienst d'Amsterdam ;
- La bibliothèque de l'Institut international d'Histoire sociale d'Amsterdam.
- Nederlands Documentatiecentrum voor de Bouwkunst, Amsterdam.

Les quelques coups de sonde donnés dans la masse des documents archivés concernant le logement social à Amsterdam n'infirmant pas ce que les chercheurs néerlandais et étrangers en ont tiré. C'est pourquoi, plutôt que de donner des listes de cartons - très faciles à obtenir et à consulter - nous avons préféré présenter un choix de textes d'époque nous paraissant les plus significatifs. Les ouvrages de référence se



sont multipliés ces dernières années, nous avons cité les principaux.

1) SOURCES IMPRIMEES :

1. Lurieu (G. de) et Romand (H).- Etudes sur les colonies agricoles, Paris, 1851, 441 p.

2. Koninklijk Instituut van Ingenieurs.- Verslag aan den koning over de vereischten en inrigting van arbeiderswoningen, door een commissie uit het K.I.V.I., 1855, 31 p.

(Contient un dossier spécial sur chaque ville importante avec des propositions de plans).

3. Engelen (Daniel Otto).- Dissertation over Arbeiderswoningen, Utrecht, 1870, 178 p.

4. Mercier (Hélène).- Over Arbeiderswoningen, Haarlem, 1887, 241 p.

5. Maatschappij tot Nut van het Algemeen.- De Arbeiderswoningen in Nederland, Amsterdam, 1890, deux volumes, 239 p.

(un volume de texte, un volume d'illustrations)

6. Jitta (Josephus).- Iets over de verbetering der volkshuisvesting te Amsterdam in verband met werkverschaffing, Amsterdam, 1893, 16 p.

7. Maatschappij tot Nut van het Algemeen.- Het vraagstuk der Volkshuisvesting, Amsterdam, 1896, 187 p.

(Dans cet ouvrage, il est question du travail d'Octavia Hill à Londres).

8. Hermans (L.M.).- Krotten en Sloppen, Amsterdam, 1901, 119 p.  
(Cette enquête, illustrée par A.P. Hahn, a été rééditée en reprint à Amsterdam en 1975).
9. Meulen (Johanna Ter).- Huisvesting van Armen te Amsterdam, Haarlem, 1903.
10. Treub (M.W.F.).- Mannen en vrouwen van beteekenis in onze dagen, Haarlem, 1910  
(Il s'agit d'une série consacrée à des personnalités marquantes; dans ce volume, on trouve la biographie d'Hélène Mercier).
11. Keppler (A.).- Gemeentelijke woningbouw, Amsterdam, 1913, 160 p.
12. Municipalité d'Amsterdam.- L'amélioration des logements à Amsterdam, 1913.
13. Woningbouw van gemeentewege Amsterdam 1914.- Amsterdam 1914-15, 473 p.  
(Cet ouvrage contient de nombreuses statistiques, il a été rédigé par Tellegen).
14. Oud (J.J.P.).- Het Monumentale Stadsbeeld in De Stijl, n°1, 1917.
15. Berlage (H.P.) et Waerden (J. van der).- Normalisatie in woningbouw, Rotterdam, 1918, 50p.
16. Oud (J.J.P.).- Bouwkunst en normalisatie hij den massabouw in De Stijl, n°1, 1918.
17. Hudig (D) et Henny (H.C.A.).- Handleiding voor woningbouwverenigingen, Zwolle, 1919, 292 p.

18. Feenstra (G.).- Tuinsteden en volkshuisvesting in Nederland en buitenland, Amsterdam, 1920, 306 p.
19. Departement van Arbeid.- Album, bevattende een 50-tal woningtypen voor met rijksvoorschot te bouwen woningen, Den Haag, 1920, 50p.  
(C'est l'album des 50 types correspondant aux exigences de la circulaire ministérielle de 1920)
20. Berlage (H.P.), Keppler (A.), Kromhout (W.) Wils (J.).- Arbeiderswoningen in Nederland, Rotterdam, 1921, 158 p.  
(Réponse à l'album des 50 types).
21. Woningtelling.- Recensement de 1919 portant sur les logements dans les communes de plus de 2.000 habitants, S-Gravenhage, 1921, 175 p.
22. Bousquet (G.H.).- L'évolution sociale en Hollande 1914-22, Paris, 1923, 144 p.
23. Nygh (A.).- La politique financière des Pays-Bas pendant la guerre, La Haye, 1923, 130 p.
24. Zwiers (L.).- Kleine woningen, Amsterdam, 1923, 317 p.
25. Municipalité d'Amsterdam.- Amsterdam. Développement de la ville. Habitations populaires, Amsterdam, 1924, deux tomes, 49 et 51 pages.
26. Bois de Vroylande (Père Charles du).- L'organisation du milieu ouvrier en Hollande, Paris, 1925.
27. Keppler (A.) et Wibaut (F.M.).- De gemeente en de volkshuisvesting, Amsterdam, 1925, 208 p.

28. Van Doesburg (Théo).- L'évolution de l'architecture moderne en Hollande in L'Architecture vivante, 1925.
29. Minnucci (G.).- L'abitazione moderna popolare in Olanda, Roma, 1926, 231 p.
30. Badovici (Jean).- L'Ecole d'Amsterdam in L'Architecture vivante, 1926.
31. Van Doesburg (Théo).- L'art collectif et son importance sociale in Vouloir, n°25, 1927.  
(La revue "Vouloir", organe constructif de la littérature et d'art moderne, est parue à Lille de 1924 à 1927).
32. Gemeentelijke woningdienst Amsterdam.- De huisvesting van asociale gezinnen te Amsterdam, Amsterdam, 1929, 64 p.
33. Duker (J.).- Studie over Hoogbouw, Rotterdam, 1930, 50 p.
34. Bordewyk (H.W.C.).- Les finances aux Pays-Bas à la fin de la guerre, Paris, 1931, 130 p.
35. Van Loghem (J.B.).- Bouwen - Bauen - Bâtir - Building, Rotterdam, 1932, 144 p.
36. Dienst Publieke Werken Amsterdam.- Algemeen uitbreidingsplan Amsterdam, 1934, deux volumes.
37. Van der Kaa (H.).- La question de l'habitation urbaine aux Pays-Bas, Genève, 1935, 109 p.  
(Etude réalisée dans le cadre des recherches effectuées pour la Société des Nations).

39. Association Internationale de l'habitation.- Equipement du petit logement, rapport néerlandais, Stuttgart, 1935.

40. Ottenhof (F.).- Goedkoope arbeiderswoningen, Rotterdam, 1936, 111 p.  
(Cet ouvrage, réédité en 1981, contient les projets du concours de 1933).

41. Wibaut (F.M.).- Levensbouw, Mémoires, Amsterdam, 1936.

42. Nationale Woningenraad.- Beter wonen, Gedenkboek, Amsterdam, 1938, 239 p.

(25ème anniversaire, 1913-1938)

43. Krujeman (J.).- De Volkshuisvesting onder de woningwet, Haarlem, 1940, 348 p.

44. Roth (A.).- Die neue Architektur, Zurich, 1940.  
(Avec traduction française et anglaise).

## 2) OUVRAGES DE REFERENCE :

### a) Etudes générales concernant Amsterdam et l'histoire du mouvement ouvrier aux Pays-Bas :

45. Brugmans (M.).- Geschiedenis van Amsterdam, Utrecht, 1972-73, six volumes.

(Le sixième volume traite de la période 1848-1925 en 329 pages).

46. Roegholt (Richter).- Amsterdam in de 20 eeuw, Utrecht, deux volumes, tome 1, 1919-1945, 336 p.  
tome 2, 1945-1970, 400 p.

47. Bymholt (B.).- Geschiedenis der Arbeidersbeweging in Nederland, Amsterdam, 1976, 809 p.

(Il s'agit de la réédition d'un ouvrage paru en 1894, mais qui arrête son historique en 1891.)

48. De Vos (M.).- Geschiedenis van het socialisme in Nederland in het kader van zijn tijd, deux volumes, 1976 ; tome 1 (jusqu'à l'Occupation), 247 p.

B) L'Architecture sociale aux Pays-Bas :

49. Van der Drift (P.A.).- Volkshuisvesting, 1939-1961, 3 vol.

1. Algemeen exposé, 1939, 269 p.

2. Commentaar op de woningwet, 1949, 455 p.

3. Een aanvulling op deel II.

50. Nycolaas (Jacques).- Volkshuisvesting, Een bijdrage tot de geschiedenis van woningbouw en woningbouwbeleid, Nijmegen, 1974, 237 p.

51. Castex (Jean), Panerai (Philippe), Depaule (Jean-Charles).- De l'îlot à la barre, contribution à une définition de l'architecture urbaine, 1975.

52. Haags Gemeentemuseum.- Nederlandse Architectuur, 1856-1934, Berlage, 1975.

53. Architectuur Museum, Amsterdam.- Nederlandse Architectuur, 1893-1918, 1975.

54. Stedelijk Museum, Amsterdam.- Nederlandse Architectuur, 1910-1930, Amsterdamse School, 1975.

55. Grinberg (Donald).- Housing in the Netherlands 1900-1940, Rotterdam, 1977.

(Réédité par les presses de l'Université de Delft en 1982, 144 p.)

56. Casciato (Maristella), Panzini (Franco), Polano (Sergio) et alii.- Architectuur en Volkshuisvesting Nederland 1870-1940, Delft, 1980, 208 p.

57. Nederlands Documentatie centrum voor de Bouwkunst.- Het Nieuwe Bouwen, cinq volumes :

1. Voorgeschiedenis/Previous History ;
2. Amsterdam, 1920-1960 ;
3. Rotterdam, 1920-1960 ;
4. De Stijl. De Nieuwe beelding in de architectuur ;
5. CIAM. Volkshuisvesting stedenbouw.

Delft, University Press, 1982.

c) Le logement ouvrier à Amsterdam :

58. Frank (Suzanne).- Michel de Klerk (1884-1923), an architect of the Amsterdam School, Columbia University Press, 1969, 442 p.

59. Searing (H.E.).- Housing in Holland and the Amsterdam School, Yale University Press, 1971.
60. Fraenkel (Francis).- Het plan Amsterdam Zuid van H.P. Berlage in Nederlands Kunsthistorisch Jaarboek, 1974.
61. Ottens (Egbert).- Ik moet naar een kleinere woning omzien want mijn gezin wordt te groot, Amsterdam, 1975, 148 p.  
(125 ans de logement social à Amsterdam).
62. Ecole d'Architecture de Nancy.- L'Ecole d'Amsterdam, 1910-1930, 1976.
63. Schade (Carol).- Woningbouw voor arbeiders in het 19<sup>de</sup> eeuwse Amsterdam, Amsterdam, 1981, 232 p.
64. Cooper-Hewitt Museum, New-York.- The Amsterdam School, dutch expressionist Architecture 1915-1930, 1983, 171 p.
65. KUIPERS (M.C. ), "GEZOND EN VROOLIJK WONEN"- Over het werk van J.C. van EPEN (1880-1960 ), doctoraalscriptie LEIDEN, 1976.

-:-:-:-